

L'ORGANISATION CORPORATIVE

DU

CHAMPAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 14 Décembre 1942, à 14 heures

PAR

Jean PIERARD

Jury :

Président : M. SCELLE, Professeur.

Suffragants { M. WALINE, Professeur.
M. MARCHAL, Professeur.

TEPAC

9 - Rue de Mézières - 9

PARIS (vi^e)

1942

**L'ORGANISATION
CORPORATIVE
DU CHAMPAGNE**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551809_0044

L'ORGANISATION CORPORATIVE

DU

CHAMPAGNE

✕

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 14 Décembre 1942, à 14 heures

PAR

Jean PIERARD

Jury :

Président : M. SCELLE, Professeur.

Suffragants { M. WALINE, Professeur.
M. MARCHAL, Professeur.

✕

T E P A C

9 - Rue de Mézières - 9

PARIS (vi^e)

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs



PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION ET CADRES GÉNÉRAUX

L'objet de cette étude est de fixer l'attention sur un fait nouveau : l'éclosion d'une organisation corporative du Vin de Champagne. La claire notion des conditions dans lesquelles l'événement s'est produit, les tâtonnements et les approches dans le développement des formes, la description des organes mis en place et de leurs rapports permettront de dégager la physionomie propre de la nouvelle communauté.

Il a paru intéressant d'étudier les réalisations auxquelles sont arrivées les dirigeants et les membres de ce secteur très particulier de l'économie française : ils n'ont pas attendu que les institutions naissent toutes faites des textes de lois. Au moment où toutes les professions s'organisent, les unes devançant les autres et leur montrant la voie, d'autres semblant hésiter devant les difficultés plus grandes, la Communauté champenoise fait partie de l'avant-garde.

Quelles sont les réflexions du Champenois devant un changement aussi profond de ses habitudes ? Il pourra être tenté de reprendre pour son compte les réflexions de Montaigne : « Il suffit de vivre assez longtemps pour voir tout et aussi le contraire du tout » ; il est devenu familier en effet de dire que nous traversons une période de trans-

formations très rapides. N'est-ce pas là une banalité ? En réalité on a trop souvent cédé à une illusion concernant la durabilité de faits sociaux, juridiques, économiques, qui sont éphémères comme les circonstances auxquelles ils s'adaptent.

« *Natura non facit saltus* », la Nature ne fait pas de sauts. L'Organisation champenoise plonge ses racines dans un demi-siècle de patients efforts ; elle s'est donné sa propre impulsion et fait circuler sa propre sève ; on voit se profiler sa silhouette au fur et à mesure qu'elle prend conscience d'elle-même ; à présent elle franchit la dernière étape de son évolution : l'avènement de la forme corporative. Elle se présente à nous comme un organisme vivant : l'objet principal de cette étude sera précisément d'en décrire l'anatomie et de démontrer le jeu des mécanismes de sa physiologie.

*
**

L'observation et la réflexion révèlent sans peine dans la transformation opérée un phénomène complexe : plusieurs voies d'accès s'offrent à nous en effet qui permettent d'aborder le problème par autant de plans inclinés : le point de vue économique général, le point de vue social et le point de vue juridique. Il convient de s'arrêter successivement à chacun d'eux, cette approche permettra de ne pas aborder le problème par la tangente mais au contraire de le placer dans un cadre bien déterminé.

Un mouvement général, extérieur au monde champenois, né au tournant du siècle dernier, a aujourd'hui transformé l'ambiance économique. Le libéralisme, depuis plusieurs années, n'est plus revendiqué par personne, tout au moins à l'état pur ; l'élaboration d'un néo-libéralisme n'a pas été plus convaincante.

Cette transformation du milieu ambiant n'a pas un caractère factice, artificiel, elle n'est pas le résultat de l'interventionnisme, c'est un mouvement naturel qui se présente et se vérifie dans tous les pays capitalistes, avec

un décalage plus ou moins grand suivant le degré d'évolution de chacun d'eux : en vertu de ce mouvement il apparaît que le système économique libéral aboutit nécessairement à sa négation.

En effet le système libéral est fondé sur la concurrence : mais la concurrence tue la concurrence ; les petites entreprises handicapées par le manque de capitaux ou moins bien conduites, sont éliminées par les grandes entreprises ; cartels ou trusts se forment, les entreprises restant en présence n'ont plus intérêt à poursuivre une lutte qui aboutirait à l'effondrement de leurs prix ; on voit alors la concurrence faire place à l'entente.

La crise survient, ces grandes unités, ces organes hypertrophiés sont d'autant plus secoués par la perturbation : ils se tournent spontanément vers l'Etat et lui demandent d'intervenir.

Ainsi, contrairement aux apparences et à l'opinion commune, ce n'est pas l'Etat qui se charge délibérément de ce fardeau et prend spontanément la responsabilité de l'intervention, il n'y est venu que contraint et forcé parce qu'il ne pouvait rester neutre plus longtemps dans le déchainement de ces nouvelles forces économiques.

C'est ainsi qu'en France commença vers 1932 une période de transition ; elle prit le pas sur la longue ère d'une économie libérale, qui depuis la guerre de 14-18 allait à son déclin.

Cette période d'incertitude et de tâtonnements qui sépare la crise de 1933 de la loi du 16 août 1940 est appréciée sous des dénominations diverses : passage progressif à l'économie dirigée, disent les uns, période d'interventionnisme larvé disent les autres ; il semble qu'on puisse plus exactement la qualifier de période d'économie « aboulique ».

En effet lorsqu'on examine le spectacle général qu'offrent ces différentes réglementations et interventions, on constate l'évidence du manque de plan d'ensemble. Comment d'ailleurs l'Etat aurait-il pu préconcevoir un plan, tiraillé qu'il était par les sollicitations diverses, l'incer-

titude, la division des esprits sur la politique économique à suivre.

Ainsi donc que l'organisation et la réglementation portent sur telle ou telle branche d'activité économique ou de production, le blé, la betterave, la chaussure, on voit la méthode varier suivant chaque cas d'espèce envisagé. Le plus souvent la méthode de l'Etat consiste à laisser l'initiative privée se mettre en mouvement, quitte à lui indiquer dans certains cas la marche à suivre, puis, à intervenir pour homologuer et rendre obligatoire l'entente réalisée entre les membres de la profession. Dans d'autres cas l'Etat prend directement l'initiative et établit lui-même la réglementation ; en définitive, suivant les cas, on se dirige soit vers la formule corporative (pêcheries maritimes, betteraves, chicorée), soit vers la formule étatique (coordination des transports).

Ce double courant est assez différencié pour laisser distinguer dans son sein toutes les nuances et tous les degrés. Lorsque c'est vers la forme corporative qu'il s'oriente c'est que le plus souvent le mouvement vient de l'initiative des particuliers, c'est l'organisation de la profession ou de l'interprofession elle-même qui se fait de l'intérieur ; lorsqu'au contraire on aboutit à un système étatique, c'est le signe que l'Etat a pris l'initiative, en tout cas il s'empare de l'organisation professionnelle ou interprofessionnelle et la dirige.

Ainsi se précise la place de l'organisation champenoise dans l'ensemble du mouvement : elle fait partie du premier groupe.

Il sera précisé dans la suite les circonstances et les mobiles exacts qui ont présidé au mouvement dans ce secteur d'économie, il est évident que l'abandon des méthodes libérales ne s'est pas fait sous la pression de la dilatation du volume des entreprises, l'absorption des handicapées, la substitution de l'entente à la concurrence. En réalité il n'y a eu à aucun stade de la production du vin de Champagne de mouvement de concentration.

Toujours est-il que des difficultés intérieures et exté-

rieures ont rapproché les uns des autres les membres de la Communauté champenoise comme mûs par une sorte d'instinct de conservation ; ils se sont aperçus jusqu'à quels abus pouvait conduire le fameux principe « laisser faire », à partir de ce moment ils ont pris conscience de leur réelle solidarité économique.

C'est alors que la profession s'organise, que les syndicats se constituent et entrent en contact pour d'un commun accord entretenir l'ordre dans la grande famille. L'individualisme constituait une évidente faiblesse au point que si les membres de la collectivité champenoise étaient restés isolés on peut dire sans crainte de paraître paradoxal que le champagne, la fameuse liqueur des côteaux de Champagne, n'existerait plus aujourd'hui. Le sens du changement intervenu, la véritable explication, doivent être trouvés dans le fait que l'économie champenoise s'est ressaisie et groupée sous la pression des difficultés qui seront décrites plus loin ; en un mot elle a cessé d'être atomique pour devenir organique.

Depuis la loi du 16 août 1940 une troisième phase s'ouvre en France, et cette fois la signification en apparaît plus précise et les contours mieux définis : à la période d'économie « aboulique » a succédé une période d'économie précorporative.

Il est possible que le mot seul de Corporation fasse peur à certains esprits dans l'état actuel de la question, car s'il y a une prostitution des mots, celui-là est de ceux dont on a le plus abusé.

En réalité le corporatisme oscille entre deux pôles : l'étatisme et l'association, entre les deux toutes les nuances, tous les degrés de l'échelle peuvent s'étager sous réserve de la remarque suivante : les véritables formes corporatives ne doivent pas se rapprocher par trop du premier pôle, à la limite en effet il n'y aurait plus Corporation mais Administration pure et simple.

Il apparaît donc que sous la même étiquette sont recouverts des contenus très différents. C'est pourquoi cer-

tains esprits prudents estiment préférable de s'en tenir à parler pour le moment d'« économie organisée » ; cependant les réalisations elles-mêmes comme l'esprit qui les anime semblent bien nous situer dans une phase de précorporation.

Qu'est-ce donc que la Corporation ?

En une définition assez large pour satisfaire les esprits les plus difficiles, on peut dire que la corporation réunit sur le double plan économique et social les divers groupes d'activité qui concourent à l'élaboration d'un même produit.

Or les caractéristiques principales des quelque 200 Comités d'organisation et organismes assimilés qui depuis Août 1940 se sont épanouis en une étonnante floraison, sont doubles : 1°) Chaque profession doit être organisée, l'élaboration et l'application de la politique de la profession est confiée aux professionnels eux-mêmes et non à l'Etat ; 2°) Les Comités ainsi créés poursuivent une fin économique et sont dotés d'attributions économiques, ils ne poursuivent aucune fin sociale et n'ont aucune attribution dans ce domaine.

Ainsi donc les Comités apparaissent comme des moitiés de corporation, ils ne remplissent qu'une partie du but de la corporation, celle qui tient à sa fonction économique. Il suffira d'annexer à l'édifice le compartiment social pour qu'il reçoive son achèvement.

Il est vrai qu'il est facile de dire que le fait social et le fait économique sont étroitement solidaires et même que l'un est la conséquence de l'autre si bien qu'une démarcation nette entre les deux domaines apparaît souvent artificielle. Le législateur s'en est si bien rendu compte que sa tendance actuelle est d'introduire dans les Comités d'organisation, qui n'ont pourtant qu'une mission purement économique, des représentants du personnel de la profession considérée, sinon en les introduisant dans les organes de décision, du moins en leur réservant une place dans les organes consultatifs.

L'importance de cette mesure doit être soulignée avec

toute l'importance qu'elle mérite car sa portée est considérable : le Comité Interprofessionnel du Champagne en a donné la démonstration. C'est là en effet que se trouve le germe du dépassement par lequel l'organisation, corps vivant, fait elle-même sa propre mûe et se déploie du domaine économique au domaine social : la corporation est née.

Cette étude mettra en lumière la marche de ce processus nouveau qui a abouti à une organisation corporative du Champagne.

Le Comité Interprofessionnel tel que l'a créé la loi du 12 avril 1941 ne se présentait que comme un instrument purement économique. L'initiative de ses dirigeants, leur sens des besoins et intérêts de la Communauté ont achevé le reste et parfait l'œuvre : au fait libéralisme, corporatisme, ils se moquent des grands mots en « isme », le nom importe peu, ce qu'ils veulent c'est la chose.

*
**

Sous l'angle social, le développement de l'organisation champenoise pose de nombreuses questions. Quel est le sens exact et profond du terme « Communauté » Champenoise ? En réalité de telles questions sont rarement posées car jusqu'ici la science sociale s'est peu souciée de donner des études sérieuses sur les « milieux » français ; pourquoi les sociologues ont-ils porté leur attention d'une façon si exclusive sur les peuples primitifs, les classes, les idées égalitaires, au lieu de nous faire bénéficier d'études sur les communautés vivantes de la nation moderne, la région, les métiers.

La France est un ensemble historique et organique de communautés, la Communauté champenoise en est une. Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude de définir à quel degré cette communauté a pris conscience d'elle-même et à quel moment. Toujours est-il qu'il ne peut plus être mis en doute qu'il existe aujourd'hui entre ses membres des liens comparables à ceux qui unissent familles, villes, villages.

D'ailleurs cette communauté n'est pas le produit d'une création consciente, volontaire et délibérée. Elle n'est pas conventionnelle : en l'espèce les parties en cause, négociants et vignerons, n'ont pas conclu un contrat de bonne entente et défini avec des mots les termes de leur solidarité. La Communauté champenoise et les liens qui l'ont scellée ne résultent pas non plus du statut que lui a donné l'Etat ; les textes récents lui ont donné un surplus de consécration institutionnelle, mais elle est née et s'est développée d'une façon largement indépendante de toute initiative juridique.

En fait elle tire son origine de l'exécution d'une œuvre commune. Cette œuvre commune est le vin de Champagne. Le vin de Champagne n'est pas l'œuvre des vignerons, ni des négociants, ni des autres membres de la communauté, mais de tous ensemble conjointement et solidairement : c'est ce nœud d'échanges et de services effectifs, ces zones délimitées d'influences réciproques, ces cercles de participation à l'usage de biens communs qui font la cohésion de l'équipe champenoise.

Son patrimoine collectif est fait de ce sol délimité jalousement qui seul a droit de porter les ceps d'où on tirera le jus fameux, il est fait des usages traditionnels.

Outre l'existence de ce patrimoine commun, on peut se demander dans quelle mesure la communauté se traduit sur le plan subjectif par un esprit communautaire qui inspire à ses membres un sentiment psychologique d'appartenance à un même ensemble humain.

La question peut paraître embarrassante ; on observera que les membres de la communauté champenoise ne sont pas sur un plan d'égalité : le négociant et le vigneron, pour ne prendre que les deux types traditionnellement complémentaires du cycle champenois, ne sont évidemment pas dans une même situation, économiquement et socialement le premier l'emportant sur le second ; leurs modes de vie et leurs comportements sociaux ne sont pas analogues. Le vigneron n'est pas un salarié, il est indépendant ; ce n'est pas non plus un capitaliste ou un bour-

geois au sens que les socialistes donnent à ces mots, pour- tant il possède un capital ; il se rapproche du paysan qui cultive son fonds, du métayer, du fermier, de l'artisan ; au fait, c'est un rural. De son côté le négociant est un homme de la ville. économiquement il est doté de moyens plus puissants, derrière lui se cache souvent une vieille société familiale.

De cette différence de silhouette sociale ne naît pas une dissonance ; la question est autre : en effet le sentiment communautaire en question est d'un autre ordre, il s'inspire d'une solidarité à base économique ; car si le négociant ne peut vendre sa bouteille de Champagne, le vigneron ne pourra plus écouler sa récolte ; si le phylloxera ravage les vignes du récoltant, le négociant ne pourra faire son approvisionnement et trouver sa « matière première » ; dans les deux cas le personnel caviste et le personnel vigneron subiront les mêmes contrecoups, car s'il n'y a pas de champagne il n'y a pas de personnel.

Une communauté n'est pas de toutes façons une société de semblables et d'égaux, elle naît de la collaboration et de l'ajustement de fonctions complémentaires, abstraction faite de leur hiérarchie.

Ce point étant acquis, il semble bien que tous les champenois ne peuvent pas ne pas avoir ce sentiment d'un sort qui sous plus d'un rapport leur est commun ; que ce sentiment soit plus ou moins latent, implicite, diffus, cela semble naturel dans l'ambiance d'une société où les réflexes d'individualisme ont été si bien appris. Mais qu'il soit conscient ou inconscient, il est.

Ainsi donc une Communauté existe, la solidarité de fait qui relie dans ses liens les individus qu'elle rassemble, les marque d'une empreinte commune, elle exerce sur eux une orientation et une pression, elle aboutit à une véritable combinaison organique des parties dans le tout.

*
**

Sous l'angle du Droit, cette communauté constitue un ordre juridique.

La notion d'ordre juridique est la suivante : c'est l'ensemble des règles en vigueur dans une société ou un groupe déterminé et pourvues d'une sanction. La caractéristique des ordres juridiques est leur multiplicité : il n'y a pas un ordre juridique français, un ordre juridique allemand, etc... mais à l'intérieur de chacun un ensemble complexe et diversifié d'ordres qui s'emboîtent l'un dans l'autre ou se juxtaposent. C'est ainsi que le premier Français venu fait partie simultanément d'un faisceau d'ordres juridiques : il fait partie d'une famille, le père de famille émet des règles de conduite et ses enfants lui obéissent ; il fait partie d'une entreprise, comme tel s'imposent à lui des règles de travail dont les conditions sont fixées par le patron seul (règlement d'atelier) ou par convention collective ; sans doute fait-il partie également d'une société civile, d'un syndicat, d'une association, autant de « statuts » qu'il doit respecter ; à ce tissu serré de normes diverses se superpose l'ordre juridique global ou étatique.

Au sein de cet ordre juridique global, la Communauté champenoise joue le rôle d'un ordre juridique particulier ; elle répond en effet au signalement de tout ordre juridique : émission de règles ayant un caractère général et permanent, et ce par des organes qui sont le truchement des intéressés eux-mêmes. Qu'il n'y ait pas autonomie complète vis-à-vis de l'Etat, c'est l'évidence, il y a hiérarchie entre les ordres, l'ordre juridique supérieur primant et conditionnant les règles de l'ordre inférieur composant ; quoiqu'il en soit de cette subordination et du contrôle qu'elle implique (Commissaire du Gouvernement), il y a bien faculté donnée aux Champenois, reliés entre eux par la même solidarité économique que constitue le Champagne, de régler eux-mêmes par voie de décisions réglementaires générales les différentes modalités de leur activité et de leurs rapports réciproques.

*
**

Le plan général de cette étude est le suivant.

On commencera par présenter les éléments particuliers

du problème, puis on brossera un tableau des efforts d'organisation qui ont précédé immédiatement les réalisations d'aujourd'hui.

La seconde partie prévoit une description individuelle des organes dont l'ensemble constitue le « Comité interprofessionnel du Vin de Champagne ».

Dans la troisième partie nous montrerons enfin comment cet instrument à vocation économique s'est déployé dans le domaine social.

Il ne restera plus qu'à formuler un jugement d'ensemble.

CHAPITRE II

LES DONNÉES DU PROBLÈME CHAMPENOIS

Avant d'aborder le fond du problème, nous avons fait au cours du chapitre précédent un bref examen des idées générales qui lui servent de cadre naturel, à présent il s'agit de définir les éléments internes qui en constituent les données immédiates et concrètes. Après un aperçu sur la donnée territoriale, le sol délimité champenois, viendra une brève présentation de tous les membres de la famille : le vigneron, le négociant, la coopérative, le commissionnaire et le courtier, les industries annexes. Enfin nous dirons les caractéristiques du marché champenois.

1) LE SOL.

Le sol de la Champagne est un véritable acteur, il a sa physionomie, il prend place parmi les personnages de premier plan dans l'action qui va se jouer.

Le vignoble champenois ne s'élargit pas aux limites de l'ancienne province de Champagne, c'est une partie du tout, il constitue un véritable champ clos qui, nous le verrons dans la suite, a été soigneusement délimité ; à l'intérieur nos Champenois sont chez eux à l'exclusion de tout élément extérieur.

C'est le caractère relativement étroit de ces limites territoriales qui a permis aux divers éléments de la Communauté champenoise de se sentir les coudes et a facilité un accord que la dispersion géographique aurait rendu malaisé et problématique ; l'exemple des difficultés qu'ont

rencontrées des essais d'entente et d'organisation spontanés dans d'autres branches d'activité moins favorisées sous ce rapport « aire de dispersion », illustre à peu de frais l'avantage qui a été celui des Champenois : pour les vins ordinaires, sans aller plus loin, les vignerons producteurs, répandus sur une quinzaine de départements du Midi de la France, sont parvenus difficilement à se réunir et coordonner leur action ; ils y ont réussi depuis une dizaine d'années sans atteindre une cohésion satisfaisante, vu la diversité d'intérêts des régions composantes. Pour ce qui est du second pôle, qui leur sert de pendant, à savoir le commerce des vins en gros, les négociants, dispersés par toute la France ont eu grand mal à se grouper utilement et constituer une unité. Evidemment ces deux grandes forces n'ont pu jusqu'ici réussir à entrer organiquement en contact : l'anarchie règnerait dans ce camp économique de dimensions trop vastes, si l'Etat n'avait pris sur lui de s'en occuper et s'entremettre directement.

La situation géographique du vignoble champenois demande que l'on s'arrête quelques instants. Le nom de Champagne évoque à l'esprit l'image des vastes plaines dénudées que sillonnent les grandes vallées de la Seine, de l'Aube, de la Marne, de l'Aisne, et sur lesquelles planent des souvenirs de batailles innombrables, c'est le pays de Troyes, de Châlons, de Reims.

Au sein de ce vaste berceau s'individualise le vignoble fameux. De loin on l'aperçoit, estompant ses coteaux à l'ouest de la Champagne crayeuse agricole qu'il domine et qui semble à ses pieds, malgré ses ondulations, une plaine immense. Tout autour de la Brie champenoise et du Tardenois qu'il sépare de la Champagne agricole, il se développe comme un feston couvert de pampres. Il garnit les pentes des vallées qui alimentent de leurs eaux la Vesle au nord, le Petit Morin au sud ; au centre il borde les deux rives de la Marne, cheminant avec elle jusque sur le département de l'Aisne.

Ainsi donc on se trouve en face d'un brusque change-

ment de paysage ; la falaise se dresse en pentes rapides, une corniche verdoyante de forêts la surmonte ; entre la plaine et la forêt, la vigne règne. Dans les creux, les villages vigneron entassent leurs maisons. Cette topographie générale permet de distinguer trois grandes régions assez nettement distinctes :

- 1° La Montagne de Reims au nord.
- 2° La Vallée de la Marne au centre.
- 3° La Côte des Blancs au sud.

La communication entre ces différentes régions est facile, les routes sont excellentes et les lignes de chemin de fer très pratiques ; la position des villes de Reims et Epernay apparaît privilégiée, c'est dans ces nœuds que se concentrera l'activité des maisons de commerce.

Mais il a fallu délimiter avec soin la Champagne viticole, comme nous le verrons bientôt la loi du 22 juillet 1927 a fixé en son art. 5 les frontières suivantes :

1° *Marne* : Arrondissements de Châlons-sur-Marne, Reims et Epernay ; arrondissement de Vitry-le-François : cantons de Vitry et Heilt-le-Maurupt (10 communes).

2° *Aisne* : Cantons de Condé-en-Brie (21 communes), Château-Thierry (14 communes) ; Charly (12 communes), Braisne (27 communes) et Vailly (9 communes).

3° *Aube* : Communes de Cunfin, Trames et Précis-Saint-Martin, auxquelles s'ajoutent celles visées au 5°.

4° *Hte-Marne* : Communes d'Argentole et de Rizaucourt.

5° En général dans l'ancienne province de Champagne et l'ancien Comté de *Bar-sur-Seine* les communes où l'appellation Champagne a été réclamée dans une ou plusieurs déclarations de récolte faites en 1919 à 1924 inclusivement.

« Mais dans ces territoires ou communes, seuls les terrains plantés en vigne lors de la publication du décret du 1^{er} décembre 1936 ou qui y étaient consacrés avant l'invasion phylloxérique peuvent conférer à leurs vins le droit à l'appellation « Champagne ».

Les Champenois ont ainsi un champ d'action bien défini, ils y sont « entre eux ». Il faut souligner que cette exclusivité n'est pas le résultat d'une restriction égoïste,

ni du mouvement naturel de conservatisme par lequel ceux qui sont en possession d'une situation enviable ont tendance à se replier sur eux-mêmes pour empêcher les autres d'en profiter : en fait il est maintenant prouvé par le raisonnement comme par l'expérience qu'on ne peut faire du vin de Champagne qu'en Champagne, c'est-à-dire que le « vrai Champagne » est un produit exceptionnellement réservé à cette heureuse province.

Il apparaît en effet que le sol qui porte ses vignes est vraiment « spécifique ». La composition géologique de ces falaises au sous-sol perméable (crétacé secondaire), jointe à un climat spécial et assez dur, font que seuls les cépages champenois (pinot noir, arbanne, petit meslier) peuvent s'y acclimater utilement ; les essais de « Champagne » californien et russe, par acclimatation de cépages champenois, n'ont pas été concluants. Au surplus il y a la propriété que présente le vin tiré de ces coteaux de conserver une partie de son sucre et ses éléments de ferments naturels après la première fermentation, ce qui favorise une seconde fermentation en bouteille.

La conclusion s'impose : le sol délimité champenois, champ d'action des membres de la Communauté, a sa personnalité propre, nous ne pouvions passer sous silence ce personnage muet.

2) LE VIGNERON.

Les vigneronns représentent le stade agricole du cycle champenois.

Du point de vue purement viticole, on peut distinguer trois catégories :

1° Le vigneron agriculteur, dont les domaines forment la transition entre la région viticole pure et la région agricole limitrophe : c'est le cas des vigneronns de l'Aisne, de l'Aube, des limites sud du vignoble marnais. La culture de la vigne ne constitue pas ses seules ressources ; il fait de la polyculture, ce qui en cas de mévente du raisin, lui permet de se rattrapper sur les céréales ou les

cultures maraîchères ; il est ainsi « équilibré » et souffre moins des crises viticoles. Mais dans les bonnes années la vente de son vin lui procure des ressources très appréciables, aussi défend-il très énergiquement son droit d'appartenir à la Champagne délimitée.

2° Le vigneron exclusivement viticulteur, qui ne vit que par ses vignes et dont les petites propriétés se trouvent au cœur de la Champagne délimitée, sur les flancs de la Montagne de Reims, de la Côte des Blancs et de la Vallée de la Marne. S'il vend bien ses raisins, sa vie sera facile et joyeuse ; s'il vend mal ses raisins, il sera dans une situation très difficile ; s'il y a mévente complète, comme pendant les années 34-35, il sera prêt à la révolte, ainsi qu'il l'a déjà prouvé en 1911 et 1922.

3° L'ouvrier vigneron. Celui-ci est un tâcheron, salarié professionnel, qui travaille toute sa vie avec sa famille sur les grands domaines des plus importants propriétaires. Ceux-ci sont en général constitués par de grosses maisons de Champagne (négociants). Longtemps attaché à la terre comme l'étaient avant lui les serfs de l'Ancien Régime, il est aujourd'hui, particulièrement depuis les lois sociales, un homme libre et relativement indépendant. C'est un ouvrier qualifié et très expérimenté, dans la plupart des cas d'ailleurs il est lui-même propriétaire de quelques arpents de vigne (10 à 60 ares en moyenne). Il y a environ 4 à 5.000 ouvriers vignerons en Champagne, ce qui est relativement peu en regard des vignerons indépendants dont le nombre dépasse 20.000.

En ce qui concerne la répartition du sol, le vignoble champenois apparaît comme un pays de toute petite propriété et il n'y a probablement pas en France de cadastre plus morcelé. Pour se convaincre on peut se reporter à la statistique de déclarations de récoltes de 1931 :

Nombre de viticulteurs ayant récolté

Départements	De 1 à 100 ha	De 101 à 200	De 201 à 300	De 301 à 400	De 401 à 1.000	De 1.001 à 2.000	De 2.001 à 3.000
Aisne.	1.383	6	2	—	—	—	—
Aube	5.587	69	1	—	—	—	—
Marne	13.194	194	28	19	36	10	2
	20.194	269	31	19	36	10	2

Total : 20.501.

Les 20.194 très petits récoltants (de 1 à 100 ha.) ont récolté en tout 351.171 hectolitres soit les 4/5 de la récolte totale, soit encore 17 hectos chacun en moyenne. Les surfaces en production étant de 12.000 hectares, la parcelle individuelle ressort à 60 ares en moyenne, ce qui est très peu en comparaison de la Bourgogne et du Bordelais où elle oscille autour de 3 hectares.

On peut pousser la curiosité plus loin et se demander si cette répartition du sol ne présente pas de tendance au changement ; y a-t-il tendance à l'agrandissement de ces petites propriétés ou à leur absorption au profit des plus grandes. Des statistiques, il ressort que l'état actuel de la propriété est stationnaire : la diminution du nombre des viticulteurs-récoltants est compensée par une diminution correspondante du chiffre des surfaces en production.

Il n'est pas sans importance, par ailleurs, de remarquer que la culture de la vigne en Champagne est toute différente de celle des autres régions viticoles de la France. Le vigneron doit lutter sans cesse contre des conditions de milieu défectueuses par des soins assidus, par un surcroît de travail, par des apports abondants de terre et de fumier, par une méthode de culture toute spéciale ; c'est donc un travail de longue haleine et demandant des soins extrêmes, il suffit pour l'illustrer d'indiquer que le coût d'exploitation normal d'un hectare s'élève aux environs de 25.000 francs ; on conçoit que la spécialisation s'impose et que le vigneron en reste là ;

en effet, la plupart du temps son travail s'arrête au cep, il ne vinifie pas et livre globalement sa récolte en raisin au négociant qui peut seul être outillé utilement pour mener à bien les autres opérations, d'où ce qualificatif appliqué au vigneron champenois : c'est un « jardinier » de la vigne.

3) LE NÉGOCIANTE.

Faisant pendant au vigneron, nous trouvons le négociant en vins de Champagne. Ici le cycle quitte le stade agricole, le négociant lui fait franchir les stades industriel et commercial.

Est-ce beaucoup dire que de parler ici d'industrie ? Il ne semble pas, et celui que le langage usuel a appelé négociant en vins de Champagne pourrait tout aussi justement s'intituler « fabricant » de Champagne ; l'expression employée dans le langage courant prête à croire que le négociant ne fait que des actes de commerce, alors que sa fonction est double : industrielle d'abord, commerciale ensuite.

Pour expliquer cette terminologie boîteuse, il faut faire entrer en ligne de compte les suppositions auxquelles donnent lieu en général l'emploi des mots : certaines désignations exactes de professions sont évitées pour ne pas éveiller dans le public une idée péjorative inexacte et sont remplacées par des termes approchants.

Ce fut le cas dans le domaine spécial qui est celui des vins : il y a une quarantaine d'années, lors de l'apparition du phylloxera dans le Midi de la France, on pouvait craindre qu'en l'absence du véritable raisin de vigne certains ne se livrent à la fabrication de produits artificiels relevant plutôt de la chimie que du vin. Ces craintes se sont vérifiées et ont été baptisées du nom de vin d'ingénieuses compositions liquides à base de mûres ou autres fruits de haies sauvages, et où le jus de la vigne n'entraît que pour mémoire.

Quoiqu'il en soit, cette inquiétude et ce préjugé ne sont

plus susceptibles de se réveiller ; laissant de côté la terminologie, il est utile d'examiner si le vin de Champagne est un produit fabriqué.

La question a eu un vif intérêt pratique au siècle dernier, attendu que la loi du 28 juillet 1824 n'assurait sa protection qu'aux objets fabriqués et lieux de fabrication (1).

Une courte description suffirait à montrer que dans la série des transformations d'où sort finalement le vin de Champagne, il y a fabrication, car la nature n'y travaille pas seule, mais la main de l'homme et ses moyens techniques l'accompagnent dans chacune de ses démarches (2).

La jurisprudence a résolu la question dans ce sens ; un arrêt de la Cour de Cassation du 12 juillet 1845, déclare expressément : « Les vins de Champagne sont des produits fabriqués et les lieux où on les récolte et où on les prépare des lieux de fabrication dont la propriété est protégée par la loi du 28 juillet 1824 ».

La question de savoir où commence et où finit la fabrication n'est pas non plus indifférente, le statut champenois précise en effet que les vins de Champagne doivent être entièrement produits et manipulés à l'intérieur des limites de la Champagne viticole ; si le vin peut être considéré comme « fabriqué » avant la mise en bouteille, les dernières opérations pourront être effectuées hors de la Champagne, le transport en fûts étant beaucoup plus économique sous le rapport de la douane.

La jurisprudence a hésité, à présent elle est définitivement fixée : le produit n'est considéré comme fabriqué qu'après le dégorgement, le dosage et le bouchage définitif, à l'intérieur de la Champagne délimitée.

Le nombre des maisons de Champagne est évidem-

(1) « Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées à l'art. 423 du Code Pénal, sans préjudice des dommages intérêts s'il y a lieu ».

(2) Nous renvoyons ici aux traités courants de champagnisation, ou encore à : Moreau-Berillon, « Au pays du Champagne, le Vignoble, le Vin » (Reims, 1925). — E. Robinet : « Manuel général des Vins ».

ment restreint si on le compare à celui des vignerons : il n'atteint pas 200 et oscille aux environs de 180.

A côté de ces négociants dans les établissements desquels les vins sont entièrement manipulés par un personnel qui leur appartient et qu'ils rémunèrent eux-mêmes, il faut réserver une place à une catégorie spéciale : les négociants non manipulateurs. Ce sont des personnages ou des sociétés qui, sous une marque qu'elles possèdent en propre ou dont l'exploitation commerciale leur a été concédée, présentent sur le marché du Champagne des vins qu'elles n'ont pas entièrement manipulés : ces vins en bouteilles, sur lattes ou sur pointe, ou complètement terminés, sont achetées à des collègues négociants ou même éventuellement à des récoltants-manipulateurs. On appelle ces transactions d'un mot impropre : achat ou vente « en spéculation ». Du Champenois, ces derniers ne remplissent que la fonction commerciale.

Au fait, cette fonction commerciale, qui est celle de la diffusion et de la répartition de la production champenoise, occupe la dernière place chronologique dans le cycle que nous avons analysé, mais on se doute bien que son importance logique est déterminante : c'est vers cette porte de sortie que tendent les activités des stades antérieurs, fonction dangereuse et vitale qui est celle de tout organisme producteur au moment où il entre en contact avec le marché et tisse la toile de ses échanges. Cette branche d'activité est très perfectionnée et étend des ramifications lointaines, car le Champagne a un débouché mondial ; d'où un système d'agents de ventes et de dépôts qui essaient et prolongent les grandes maisons de commerce.

Rapports entre vignerons et négociants. -- La question de ces rapports appelle de nombreuses observations et réflexions, nous ne retiendrons ici que celles qui intéressent de près la « structure » du monde champenois.

La comparaison des deux symétriques que constitue la propriété et le commerce révèle une disproportion : d'un

côté une poussière de 20.000 vignerons, de l'autre 200 négociants ; le nombre suffit-il à compenser la force économique ?

1° *Faiblesse du vigneron isolé.* — On sait que le commerce champenois a l'habitude d'acheter au vigneron sa récolte en raisin, au poids, et se charge ensuite du reste des opérations. En fait il y a alors « un » négociant en face d' « un » vigneron.

L'offre du vigneron est immédiate et globale, si le prix ne lui convient pas il ne peut se payer le luxe d'attendre car il n'a la plupart du temps ni logement ni matériel vinaire, de plus il lui faut vivre et c'est son seul moyen de subsistance.

2° *Sécurité du négociant.* — Dans ses rapports avec son partenaire le vigneron, le négociant est incomparablement mieux armé. Il est bien placé, et ce n'est pas de ce côté-là que vont surtout ses soucis et son inquiétude : ordinairement il redoute les caprices de la consommation mais non ceux de la production.

Cette stabilité vient de ce que le négociant a des ressources financières et des stocks de vin très importants ; il s'écoule généralement plusieurs années entre la naissance d'un vin au pressoir et sa vente en bouteille ; des quantités de bouteilles correspondant à plusieurs années de vente dorment aux flancs de leurs caves et la relation entre commerce et stock se situe en moyenne à 25 %.

En ce qui concerne ses approvisionnements, la maison de commerce peut donc se constituer une marge de sécurité pendant les années d'abondance, ce qui lui permettra de se contenter facilement en cas de faible récolte et de ne pas exercer alors une forte pression ; il faudrait supposer une longue succession de récoltes déficitaires pour qu'il se montre inquiet, on le verra alors seulement fébrile de devancer ses concurrents (1913-14, 1922).

De ce dyptique on tire facilement la conclusion qu'il y a un élément d'inharmonie dans l'équilibre entre com-

merce et production, et cette rupture d'équilibre semble être au détriment de la production.

En vérité, on peut se demander s'il n'y a pas là un vice de construction inhérent à la nature des choses. Toujours est-il que de cette faiblesse congénitale de la propriété il devait résulter un assujettissement des producteurs au commerce, ce qui n'a pas été sans entretenir jusqu'en ces dernières années une sorte de conflit latent.

Or la question est finalement de savoir si le vigneron peut se passer du négociant, et inversement si le négociant peut se passer du vigneron.

Poser ainsi le problème c'est mettre en avant le mécanisme économique de l'intégration : il y a intégration lorsqu'une entreprise économique ne reste pas spécialisée dans le stade de production qui était le sien et s'annexe un stade antérieur ou postérieur de la même production ; le haut-fourneau qui s'annexe une exploitation de minerais de fer « intègre vers le bas », le même haut-fourneau qui s'adjoint une usine de produits mi-finis « intègre vers le haut ».

Cette définition posée, allons-nous voir le vigneron vinifier lui-même sa propre récolte et, se passant délibérément du négociant, procéder lui-même à la chaîne des manipulations d'où sortira la bouteille de Champagne, puis la vendre au consommateur ?

A première vue, l'opération semble apporter, d'une façon simple et radicale, le remède à la désharmonie décrite plus haut, car, que demande le vigneron sinon écouler sa récolte dans la sécurité ? on ne pourrait évidemment blâmer un tel désir ; il est légitime en soi et louable, pas plus que le négociant ne champagnise pour le plaisir de champagniser, pas davantage ne produit le viticulteur pour la simple joie de produire.

De fait, certains propriétaires, désespérés de ne pouvoir tirer de leurs récoltes un prix couvrant au moins leurs frais de production, voulurent remplacer leur bénéfice de producteur par le bénéfice du négociant et sont entrés dans cette voie. Mais les récoltants-manipulants

restent encore actuellement une minorité. Si le mouvement n'a pu prendre une extension systématique, c'est en résumé pour les raisons suivantes :

1° Question temps : En Champagne les nécessités de la difficile culture de la vigne rendent les soins constants et absorbent le vigneron d'une façon continuelle. 2° Question compétence : Les soins spéciaux que réclame la vigne demandent une grande expérience, la technique spéciale de la champagnisation elle aussi suppose une expérience consommée, joindre ces deux compétences c'est demander beaucoup à la même personne. Quant au côté commercial, le vigneron va-t-il s'en charger lui aussi alors qu'il ignore tout dans ce domaine, lui faudra-t-il chercher lui-même son débouché ? 3° Question qualité : On sait que le Champagne n'est pas le vin d'un crû déterminé, mais un coupage ou mélange de vins de crûs différents, le plus souvent des crûs des trois grandes régions du vignoble, assemblés harmonieusement : il est évident que les producteurs locaux ne peuvent pas préparer de cuvées de ce genre. 4° Question crédit : Les frais élevés de la culture champenoise sont déjà si lourds pour les faibles forces du vigneron qu'il ne peut s'offrir le matériel vinaire qui lui permettrait de loger et conserver sa récolte, à plus forte raison ne pourra-t-il prendre en charge les manipulations à long terme qui suivent.

La cause est entendue : en règle générale le vigneron ne sera pas assez ennemi de lui-même pour se charger de tout ce travail et de tous ces risques. Les chiffres suivants fixent les idées sur la part des récoltants-manipulants dans le chiffre des expéditions de Champagne :

Années	Expéditions faites par les négociants (en bouteilles)		Expéditions faites par les récoltants	
	France	Etranger	France	Etranger
1935	22.392.660	8.220.734	2.252.783	31.038
1936	24.990.157	10.474.846	2.373.707	33.496
1937	23.113.573	12.295.693	2.072.155	46.237

D'où, pour chacune des deux catégories, négociants d'une part, récoltants de l'autre, un pourcentage moyen des expéditions, qui s'établit comme suit :

	France —	Etranger =
Négociants.	91 %	99,30
Récoltants	9 %	0,70
	100	100

D'autre part un recensement effectué en mai 1941 par le C.I.V.C. établit que le nombre des récoltants-manipulants était, au 1^{er} septembre 1939, compris entre 1.400 et 1.500, ce qui est peu relativement au reste des récoltants strictement vigneronnants, au nombre de 19.000.

Si l'intégration vers le haut semble problématique, l'intégration vers le bas est-elle plus séduisante ?

Il peut apparaître que dans une certaine mesure un tel mouvement s'est effectivement réalisé puisqu'aujourd'hui la plupart des grandes maisons de commerce possèdent des vignobles importants. Il semble donc que le négociant peut, lui, se passer du vigneron ; en fait le danger est limité ; au point de vue rendement du travail l'avantage est du côté du petit vigneron indépendant, qui travaillant sous l'aiguillon de l'intérêt personnel, à l'écart du maquis des lois sociales, ne limite ni son temps, ni son courage. Nous avons vu que le souci des approvisionnements ne peut pas être déterminant. On devine enfin que les avantages de la production en grand sont encore plus restreints dans le secteur viticole que dans tout autre secteur agricole ; peu de machinisme, pas de travail à la chaîne, presque tous les travaux doivent se faire minutieusement et à la main. Dans l'institution de ces grands domaines tout au plus peut-on voir le désir des grandes maisons de se créer un volant de sécurité en cas de récoltes capricieuses, la récolte de leurs propres vignes ne suffisant pas à couvrir leurs besoins de fabrication.

que 20.194 petits propriétaires de la première catégorie (ayant récolté de 1 à 100 hectos), ont récolté ensemble $\frac{4}{5}$ de la récolte soit 351.171 hectos de vin, alors que les moyens et gros propriétaires (350 en tout) n'ont totalisé que $\frac{1}{5}$.

La tendance elle-même est rassurante : il n'existe pas de danger d'une absorption de la propriété par le commerce. En effet, on sait que ce mouvement d'acquisition de la part des maisons de commerce ne date que du début de l'invasion phylloxérique (1892), il mettait alors à profit la vague de découragement qui atteignait nombre de petits vigneron ; en 1918, l'accroissement pour ces derniers des frais de culture joint aux difficultés de reconstitution avait favorisé une nouvelle extension du mouvement. Mais on a un peu l'impression qu'il s'était institué une question de prestige, même pour des maisons moyennes, dans le fait de posséder un vignoble de quelque importance. Beaucoup de ces maisons s'aperçoivent aujourd'hui que c'est un fleuron qui coûte cher et qu'il est finalement plus économique d'acheter la récolte du petit vigneron. Aussi le chiffre des surfaces aux mains du commerce semble-t-il en palier depuis dix ans.

Ainsi donc, vigneron d'une part, négociant de l'autre, sont réciproquement liés l'un à l'autre, ils ne peuvent, à notre avis, se soustraire à cette interdépendance, encore seraient-ils en mesure de le faire qu'ils n'y trouveraient pas leur intérêt.

4) LES COOPÉRATIVES.

Des coopératives ont été créées en Champagne, on ne peut les passer sous silence, pour plus d'une raison en effet elles ont leur mot à dire dans le concert champenois.

Nous avons vu que le vigneron seul ne pouvait trouver un remède à son insécurité ; mais si l'isolement et l'individualisme sont causes de sa faiblesse, par contre le groupement dans la coopérative, nous apparaît comme sa voie de salut.

Les esprits clairvoyants qui, après 1918, dirigeaient le Syndicat des Vignerons de la Champagne, s'en sont rendu compte : compléter le mouvement syndical par un mouvement coopératif, tel est le remède à l'émiettement des vigneron. Un réseau complet de coopératives locales s'étendant à l'ensemble de la Champagne peut absorber et stocker la récolte trop abondante ; au courant des possibilités du commerce et guidées par un organisme coopératif central, elles se rendront maîtresses de la production et ne jetteront sur le marché que les quantités nécessaires.

Avec le concours du crédit agricole, quelques coopératives de production locales se sont créées, bientôt suivies par d'autres.

M. Paul Piard (1) rend compte en ces termes des difficultés rencontrées : « Si les coopératives n'ont pas donné les résultats que l'on attendait d'elles, la faute en incombe presque uniquement aux vigneron eux-mêmes : leur égoïsme et leur manque de clairvoyance ont tout fait échouer. Ils ont attendu l'issue des expériences isolées entreprises courageusement autour d'eux pour s'engager à leur tour dans la même voie, ne se rendant pas compte que le principal facteur de la réussite du mouvement résidait précisément dans son ampleur ». Les négociants, d'ailleurs, ne sont pas hostiles à ce mouvement ; après avoir marqué une certaine méfiance, ils se sont rendus compte qu'il y avait là pour eux une garantie de bonne vinification, ainsi que de loyauté. Pour le présent il est évident que le Comité Interprofessionnel ne peut qu'encourager la formation de nouvelles coopératives ; dans la mesure toutefois où elles se bornent à la vinification et au stockage. Telle est bien d'ailleurs la position qu'il a adopté.

(1) Paul Piard : « L'Organisation de la Champagne Viticole ».

5) COURTIERS ET COMMISSIONNAIRES.

Ils ont pour mission de mener à bonne fin les échanges entre le commerce et la propriété, et accessoirement les transactions dites « en spéculation », entre négociants.

Ce n'est pas anticiper de dire que la profession de courtier et commissionnaire a singulièrement changé d'aspect depuis la phase récente de l'organisation champenoise. Cette confrérie avait jusqu'ici mauvaise réputation auprès des vignerons, qui avaient tendance à voir dans le courtier non un auxiliaire précieux des échanges mais un parasite nourri aux dépens du producteur, et entièrement dévoué au commerce, pour le compte duquel il organisait d'une façon coordonnée et concertée une baisse diabolique. Ce sentiment était encouragé par leur nombre démesurément accru, quoiqu'en fait il soit difficile de se rendre compte du contingent réel qu'ils représentaient par rapport aux propriétaires récoltants. En effet, beaucoup d'amateurs n'exerçaient qu'occasionnellement et dans un but spéculatif, et il faut ajouter que nombre de récoltants faisaient eux-même de la commission à leurs temps perdus. Berget note pourtant (1) que dans telle commune de 1.300 habitants le nombre des intermédiaires était de 22 ; on voit que la libre concurrence n'a pas précisément engendré ici l'économie des rouages et des frais de transmission.

Cette économie est aujourd'hui réalisée puisque les intermédiaires doivent recevoir à l'avenir du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne la carte professionnelle qui leur permettra d'exercer et qu'aux termes du statut dont on les a doté ils doivent être affiliés et agréés par l'Association des Courtiers et Commissionnaires en Vins de Champagne. En revanche, les règlements de vendanges 1941 et 1942 posent que tous les échanges entre propriété et commerce (à l'exclusion des achats aux coo-

(1) Berget : « La Coopération dans la Viticulture », page 350.

pératives de vinification) passeront par leur intermédiaire obligatoire.

Signalons pour terminer un trait curieux : la distinction établie par le statut entre courtier et commissionnaire ne découle pas d'une différence juridique mais d'une pure donnée territoriale :

Art. 3. — Est considéré comme Courtier en Vins de Champagne l'intermédiaire dont le rayon d'action s'étend sur toute ou partie de la Champagne viticole dépassant sa commune et les communes limitrophes.

Art. 4. — Est considéré comme commissionnaire en Vins de Champagne l'intermédiaire dont le rayon d'action s'étend à sa commune et aux communes limitrophes.

On voit que la profession de courtier et commissionnaire a singulièrement évolué, cessant d'être libre et devenant en même temps quelque chose d'officiel ; elle y a gagné certainement en moralité.

6) INDUSTRIES ANNEXES.

Le Champagne fait vivre une famille importante d'industriels, de fournisseurs : fabricants de bouteilles champenoises, bouchons, muselets, habillages, caisses, paillons, paniers, machines manipulatrices (appareils à doser, à remplir, etc.), produits cryptogamiques et engrais. Ces industries sont pour la plupart localisées au cœur même de la Champagne, notamment à Epernay et dans ses environs. Elles suivent le sillage du vin de Champagne, leur sort est lié à ses alternatives de prospérité et de crise.

7) LE MARCHÉ CHAMPENOIS.

Comment est-il orienté, à quelles influences s'ouvre-t-il ?

Nous voudrions donner en peu de mots son signalement et compléter ainsi la physionomie générale que s'est proposé ce chapitre d'information.

A dire vrai, le Champagne est un vin parmi d'autres,

mais il ne faut pas confondre les vins plébéiens avec les vins nobles. Les premiers constituent le marché des vins de consommation courante, parmi les seconds, qui forment la famille trop nombreuse des appellations d'origine, le Champagne émerge comme étant appelé à une vocation privilégiée. De nombreux traits concourent à en faire un « cas à part » :

1° *Offre* : La quantité du produit possible est évidemment limitée puisqu'aussi bien on a dit que le vrai Champagne est le monopole naturel de cette région, d'où une source de profits considérables dont chacun des différents facteurs économiques qui l'exploitent doivent rechercher leur juste part. Or la production de ce vignoble privilégié est d'une variabilité déconcertante, elle peut monter en pointe à 730.000 hectolitres (1904) comme descendre à 150.000 ; ces fluctuations sont uniquement liées aux agents atmosphériques et biologiques (maladies de la vigne).

2° *Demande* : Tandis que la courbe des récoltes trace une ligne brisée tout à fait mouvementée, la courbe de la consommation du Champagne épouse une forme elle-même irrégulière quoique de variations moins amples. Quels sont donc les consommateurs du Champagne ? Ce sont les classes aisées pour qui les considérations de prix passent au second plan, elles recherchent la qualité et aussi l'appellation.

Avant 1914, les 3/4 de ces consommateurs se trouvaient à l'étranger ; depuis, l'étranger n'achète plus que moitié de la production ; depuis 1930, même, la consommation française absorbe une plus grande part que l'exportation.

3° Il n'y a *aucun lien* entre les quantités produites (en récolte) et le niveau momentané de la consommation, les variations de la consommation n'influencent pas le volume des récoltes, inversement le volume des récoltes n'influence pas la consommation, car entre les deux s'intercale un élément amortisseur : les maisons de commerce, trans-

formatrices de la récolte en produit fini « Champagne » dont les stocks considérables servent de tampon, ou si l'on veut de régulateur.

4° La courbe de la demande, c'est-à-dire de la consommation (expéditions de Champagne), suit assez fidèlement celle de la *conjoncture* économique, toutefois elle est influencée non seulement par la conjoncture française mais par la conjoncture mondiale, c'est-à-dire celle de chacun des Etats importateurs et le jeu des barrières douanières qui se lèvent ou s'abaissent.

5° Les orientations des débouchés, les changements dans ces orientations reflètent les indications de cette « conjoncture pondérée » : ainsi entre les deux guerres le marché intérieur s'est développé considérablement à la suite de l'atonie du marché extérieur, mais moyennant une baisse de prix, et de qualité, qui a permis d'atteindre des couches de consommateurs plus larges et moins douées. Cette adaptation, faisant suite au repliement des économies, est évidemment heureuse en tant que remède à une situation momentanée, mais remarquons en passant qu'elle ne saurait être élevée en système ; il serait contre nature de standardiser ce vin glorieux.

Nous en resterons à cette silhouette générale.

CHAPITRE III

L'EFFORT D'ORGANISATION JUSQU'EN 1940

Quelques pages d'histoire vont nous montrer les difficultés rencontrées depuis un siècle par le commerce du vin de Champagne. Ce n'est pas l'aspiration à une suprématie qui transparait dans les actions et gestes qui vont être retracés, il s'agit plutôt d'un ensemble de réflexes de défense. Les Syndicats en sont nés : Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, pour la défense des négociants ; Syndicat Général des Vignerons, successeur depuis 1919 de la Fédération des Syndicats de la Champagne, pour la défense des vignerons ; Association Viticole Champenoise, pour la défense de la vigne en général.

En effet la fonction suscite l'organe. Ces syndicats et groupements ont été les instruments forgés pour faire face à des nécessités pressantes, à des questions de vie ou de mort pour le champagne : la fraude fût le principal de ces ennemis, le phylloxéra sur un autre plan fût un adversaire non moins tenace. Ce sont ces deux spectres qu'il a fallu écarter au prix de 50 années d'efforts pour le premier (1880-1927) et de trente ans pour le second (1895-1925).

L'instinct de conservation a réuni les hommes, lui seul pouvait couvrir utilement la voix de l'individualisme ; ces groupes ont parlé et agi, l'Etat a fait le reste.

Une première partie décrira les origines de la réglementation du vin de Champagne et mènera jusqu'en 1935 ; une seconde partie s'attachera particulièrement au

tournant de l'évolution marqué par le décret-loi de 1935 et à l'organe qui situe et caractérise cette phase décisive : « La Commission de Châlons ».

Section I. — POLITIQUE DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

C'est toute la question de la définition du vin de Champagne qui se pose ici, en même temps que celle de l'existence et du degré de la protection qui lui sera accordé ; les deux problèmes sont solidaires ou plutôt le premier n'existe qu'à l'intention du second : dans la mesure où le Champagne sera plus rigoureusement défini, dans cette mesure sa protection sera elle-même plus étroite.

On distinguera une question préalable et une question d'application. Au cours d'une première phase il a fallu en effet trancher si le terme de « Champagne » est une appellation générique ou d'origine ; au cours d'une seconde phase, plus mouvementée celle-là, on a laborieusement précisé le contenu de cette « origine », c'est le problème de la délimitation, sur lequel s'est greffé à la fin la question de qualité.

I. — *La question préalable.*

Sous ce titre viendra successivement :

- 1) l'instrument syndical,
- 2) le débat théorique et la solution jurisprudentielle.

1) *L'instrument syndical.* — C'est dans la seconde moitié du xix^e siècle que le vin de Champagne acquit une réputation assise, c'est de ce moment seulement que date l'ample mouvement d'expansion qui devait le porter dans toutes les parties du monde. Ce succès s'est mérité par le fait que le Champagne est à ce moment techniquement au point : la période de l'empirisme est dépassée, des règles précises et rigoureusement formulées président au dosage, des procédés perfectionnés remplacent les méthodes de manipulation primitives. C'est à ce moment que

toute la production champenoise se tourne vers la fabrication des vins mousseux, abandonnant les vins rouges que d'autres régions lui fournissaient d'ailleurs à meilleur compte. Ces améliorations encouragèrent donc autant le producteur que le consommateur.

Cette situation était enviable : l'inévitable suivit, car on imite toujours celui qui réussit. Les négociants des régions dont les vins légers s'apparentent au vin de la Champagne par un certain cousinage, leur firent subir les manipulations apprises à Reims et Epernay, et les baptisèrent du nom usurpé de « Champagne ». On vit des foyers d'imitateurs en Hongrie et jusqu'à Odessa, mais le péril immédiat était en France : en Touraine, dans le Midi, et surtout dans la région de Saumur.

Cette imitation était-elle une fraude ? Les négociants de Saumur, qui s'en étaient fait les incontestables champions, prétendirent que non.

Théoriquement deux alternatives s'offraient au négociant champenois : agir seul ou agir groupé. Pratiquement la seconde attitude, agir groupé, était seule efficace et même pour une certaine jurisprudence semble seule possible.

Considérons en effet le producteur pris individuellement. Trois cas peuvent se présenter pour lui :

Dans un *premier cas*, il s'agit de la contrefaçon, de l'usurpation de sa marque propre ; dans cette hypothèse c'est lui qui est personnellement lésé, il subit un préjudice direct et particulier, l'intérêt collectif n'est pas en question : l'intéressé poursuivra donc le fraudeur spontanément et cette poursuite ne regarde que lui.

Mais il peut s'agir de l'usurpation de la désignation locale, en l'espèce le nom du crû ; dans ce *deuxième cas* son intérêt est évidemment moins proche, moins impératif. Serait-ce là une apparence tenant à ce que le préjudice a une plus grande extensivité, c'est-à-dire au fait qu'il se trouve répandu, distribué sur un plus grand nombre de têtes au lieu d'être concentré sur une seule ? Toujours est-il que si le producteur en question

agit isolé, il devra supporter les frais, tout au moins les avancer et en courir le risque, enfin affronter seul de grandes difficultés pratiques ; toute la peine lui incombera donc, tandis qu'il ne bénéficiera que d'une partie de la récompense ; en effet les dommages-intérêts qui lui seront accordés ne représenteront que sa part, difficile à évaluer et sous réserve même que cette individualisation soit juridiquement possible, dans le préjudice global qui est celui de tous les propriétaires du crû collectivement.

D'une part donc, on conçoit son hésitation devant une entreprise qui dépasse ses forces ; d'autre part, la seule possibilité de cette poursuite individuelle suppose que l'on considère l'intérêt général ou collectif en jeu comme l'addition de tous les intérêts individuels composants. Nous ne nous rallions pas à ce dernier point de vue.

La même question se pose avec une acuité plus grande dans le *troisième cas*, lorsqu'il s'agit non plus de l'usurpation du nom d'un crû particulier, mais de l'appellation générale « Champagne » ou « Vin de Champagne ».

Ici les mêmes difficultés se présenteront sur une échelle plus grande pour le négociant qui veut agir isolé ; il lui faudra engager tous les frais du procès, éventuellement ceux d'un appel fréquent en la matière : en fin de compte, étant donné qu'il y a 200 négociants champenois et à supposer que leurs maisons soient de même importance, il ne serait indemnisé que du 200^e du préjudice général ainsi causé. A remarquer que les 199 autres négociants, n'ayant rien demandé, n'auront droit à aucune réparation, ce qui est autant de gagné pour le fraudeur.

Ici, on touche avec le doigt ce que nous avançons tout à l'heure : le négociant isolé n'est pas qualifié, car l'intérêt en jeu dépasse à ce point son propre intérêt que, changeant d'extension, il change aussi de nature, il devient collectif ; or on ne peut, à notre sens, revendiquer individuellement une part d'intérêt collectif.

C'est bien dans cette voie que s'oriente la tendance de la jurisprudence, comme en témoigne alors un arrêt de la Cour d'Angers en date du 4 mars 1870 :

« Attendu que si l'on peut contester à chacun des demandeurs en particulier le droit de demander contre L. C..., d'une manière générale, l'interdiction de tout signe indicatif sur ses produits d'une fausse provenance champenoise, on ne peut contester à chacun d'eux en particulier le droit de demander l'interdiction d'un signe indiquant la fausse provenance des lieux dans lesquels ils sont ou propriétaires ou acquéreurs habituels des produits du vignoble » (1).

Cette décision fait la distinction entre le nom d'un crû déterminé et le nom « Champagne » en général (cas 2 et cas 3); elle indique qu'un propriétaire isolé « en particulier », ne peut poursuivre un usurpateur du signe indicatif général « Champagne », sous-entendant par là que ce n'est pas son intérêt particulier qui est lésé mais l'intérêt collectif ; il ne peut se placer d'un point de vue général.

Si les producteurs « en particulier » ne sont pas qualifiés pour poursuivre, qui le sera ? Le Ministère Public évidemment ; mais en fait il est trop débordé et ne peut, devant toutes les fraudes qu'il a la charge de poursuivre, accorder à chacune l'attention qu'elle mériterait ; au surplus une amende correctionnelle est souvent trop bénigne pour décourager une entreprise aussi lucrative ; de lourds dommages-intérêts, des insertions coûteuses dans de nombreux journaux sont plus efficaces pour amener à repentance les plus audacieux des fraudeurs.

Ces poursuites en dommages-intérêts, le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne va les prendre en main et y trouver sa raison d'être.

Dès 1843 on avait vu un groupe de négociants champenois se réunir pour attaquer devant le Tribunal Correctionnel de Tours des fabricants de la région qui usurpaient des noms de crûs de la Champagne (Ay, Verzy) et le nom même de Champagne ; leur intervention fût reconnue bien fondée et des dommages-intérêts leur furent accordés, mais plutôt du premier chef (usurpation

(1) Dalloz annoté 1870, p. 231.

du nom de leur crû) que du second ; la Cour d'Appel et la Cour de Cassation confirmèrent leur droit.

A partir de cette date il faut attendre 25 ans pour assister à une nouvelle intervention collective (1) pour usurpation du nom d'un crû. C'est qu'en réalité la fraude, sauf cas isolés, n'existait pas encore, les négociants saumurois présentaient leurs produits comme simplement « champagnisés » ; par contre en 1874 le danger se précise : premier dépôt à Saumur d'étiquettes comportant le nom « Champagne » ; mais ces négociants sont encore infiniment prudents et possèdent simultanément vignobles ou caves en Champagne.

Au cours de l'année 1882, une association était formée à Reims dont les statuts étaient votés par les représentants de 22 maisons de commerce. Dès 1884, année où le législateur a reconnu aux syndicats une existence légale, le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, comprenait 74 membres représentant 60 maisons (2).

De bonne heure, de nombreuses décisions admirent la recevabilité de son intervention, même en ce qui concerne l'appellation générale « Champagne » (3). Ainsi donc, bien avant l'arrêt capital de 1913 (4), qui intéresse tous les syndicats, la jurisprudence reconnaissait volontiers ceux de la Champagne viti-vinicole comme représentants officiels de leur profession et dûment qualifiés pour agir bien qu'aucun préjudice direct n'ait été causé à leurs adhérents individuellement considérés.

Concurremment avec l'arme judiciaire, le Syndicat du Commerce faisait d'ailleurs usage des procédés amiables : avertissements individuels, souscription par le délinquant d'une renonciation notariée à employer à l'avenir l'ap-

(1) Cour d'Angers : arrêt du 4 mars 1870, Ann. 1870-231.

(2) Ce nombre a progressivement décru, le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne ne compte à présent que les représentants des 33 plus grosses Maisons.

(3) Angers, 19 juil. 1877, Ann. 88-337 ; 11 avr. 1889, Ann. 1889-266 ; 15 déc. 1891, D. 95-1-71 ; Paris, 18 nov. 1892, Ann. 96-154, etc.

(4) Cass. Ch. réunies, 5 avril 1913, D. 14-1-65.

pellation usurpée. Bien souvent ces admonestations, illustrées de quelques citations de jurisprudence, suffisaient à désarmer la fraude.

Jusqu'en 1904 le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne avait lutté seul pour défendre les droits des Champenois ; mais à cette date naît le syndicalisme vigneron ; la Fédération des Syndicats de la Champagne est créée et groupe sous la forme d'une association un nombre croissant de syndicats locaux ; elle se transformera en « Syndicat Général » en 1919 afin de pouvoir elle-même ester en justice.

Les raisons qui ont présidé à cette création sont doubles : 1° une raison de circonstance : la lutte contre le phylloxera a incité les vignerons à se grouper sur le plan local pour conjurer l'ennemi de la vigne. 2° une raison de principe : la fraude non pas des négociants de l'extérieur, mais la fraude interne, celle des négociants champenois peu scrupuleux qui achetaient eux-mêmes des vins de Saumur au préjudice des récoltes champenoises pour fabriquer dans leurs celliers de Reims ou Epernay un pseudo-champagne.

2) *Le débat théorique et la solution jurisprudentielle.*

— Le terme « Champagne » désigne-t-il un « genre » ou une « origine » ? En d'autres termes le Champagne est-il le vin des coteaux de Champagne ou tout vin traité en un lieu quelconque selon les méthodes champenoises ? Quatre arguments furent invoqués :

1° Si le procédé de fabrication fait le Champagne. — Le vin de Champagne, disait-on, est un produit fabriqué suivant une méthode inventée, il est vrai, en Champagne, mais appliquée depuis en plusieurs autres régions, le nom s'est donc naturellement attaché aux vins traités suivant ces procédés de fabrication ; ainsi en est-il de l'eau de Cologne et du savon de Marseille, qui sont fabriqués sous ce nom en bien d'autres lieux que Cologne et Marseille.

— Les Champenois répondent : dans le vin de Cham-

pagne on reconnaît le produit naturel à travers le produit fabriqué ; le vin de Saumur une fois champagnisé n'a pas le même goût que le vin de la Champagne une fois champagnisé, on ne peut faire abstraction, même après la fabrication, des qualités du sol qui a produit le vin. Par contre, on peut réunir en n'importe quel lieu les substances minérales ou chimiques qui donneront, moyennant un mode de fabrication approprié, les produits anonymes que sont le Savon de Marseille et l'Eau de Cologne.

2° Le mot « Champagne ». — D'après l'usage courant, disait-on, certains catalogues d'exposition, réclames, etc., le terme « Champagne » serait utilisé comme synonyme de « vin mousseux », si bien qu'il y aurait équivoque pour le consommateur à dissocier les deux termes. Il est répondu à cet argument que non seulement la consultation des dictionnaires, Littré en tête, n'autorise pas cette confusion qui n'a jamais été faite par les codificateurs du langage, mais que, logiquement, « vin de Champagne » a un sens plus restreint, alors que « mousseux » est plus extensif.

3° La prescription acquisitive. — Il y aurait eu renonciation tacite de la part des bénéficiaires, les négociants champenois, le fait d'avoir toléré pendant de longues années l'emploi du mot « Champagne » faisant présumer l'abandon de leur droit d'exclusivité. En réalité nous avons indiqué plus haut que l'usurpation de l'appellation « Champagne » fût longtemps cas isolé ou manifestation larvée ; les premiers cas de fraude explicite datent seulement de 1871, le premier arrêt précis date de 1887 et dans l'intervalle les Champenois ont protesté fréquemment.

4° Les abus commis par les Champenois eux-mêmes. — A cet argument facile, il faut répondre que si des négociants champenois peu scrupuleux n'ont pas hésité à importer et champagniser des vins de Saumur, il est d'évidence qu'un abus ne saurait justifier un autre abus.

La jurisprudence a fait droit à la thèse du Syndicat du Commerce des Vins de Champagne. L'arrêt de principe

est de 1887 ; il a été confirmé par la Cour de Cassation, qui a rejeté le pourvoi du négociant saumurois (1). D'autres décisions ont suivi et se sont conformées au même point de vue, faisant application de l'article 1 de la loi du 28 juillet 1824 qui protège en même temps que la nature des objets fabriqués les lieux de fabrication. Ainsi fut donc consacré, avec l'aide des syndicats, le principe même de la protection.

2. — *La question d'application : Délimitation.*

Une fois résolue la question de principe, d'autres difficultés se présentèrent ; il ne suffisait pas de dire que le vin auquel on donne le nom de Champagne doit avoir une origine conforme à son appellation, il fallait préciser ce qu'on devait entendre par « Champagne » ou « ancienne province de Champagne », éclairer ainsi la définition du vin « de » Champagne par une énumération précise des territoires constituant « la » Champagne. Trois phases correspondent aux solutions successivement adoptées :

1° Phase administrative.

2° Phase judiciaire.

3° Phase arbitrale et légale.

1° *La délimitation administrative.* — Un ample mouvement se dessina ; bien qu'il soit dans une grande mesure extérieur au cas particulier champenois, les produits vinicoles y étaient volontiers mis en avant comme donnant l'exemple des abus les plus courants et les plus faciles : la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes en fut l'aboutissement. Notamment, en ce qui concerne les appellations régionales et les crus particuliers, son article 11 précise que des règlements d'administration publique émanant du Conseil d'État « statueront sur les mesures à prendre ». Il apparut clairement,

(1) 15 décembre 1891, D. 95-1-71, Cass. rej. 9 avril 1894 (Ann. 96-169).

les travaux préparatoires eux-mêmes en témoignent, que la première mesure à prendre était de délimiter.

Mais il fallait auparavant éclairer la religion du Conseil d'Etat. C'est alors que les Champenois déjà organisés ou en voie d'organisation eurent un rôle intéressant à jouer.

Si le procédé administratif auquel le législateur avait décidé de recourir était en lui-même autoritaire, étatique, en fait l'Etat ressentit aussitôt le besoin de s'appuyer sur les intéressés. Trois formations leur permettaient alors d'entrer en scène pour faire entendre leur voix : le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, la Fédération des Syndicats de la Champagne, l'Association Viticole Champenoise ; le second nommé était un organisme frêle encore, fondé depuis une année à peine ; quant à l'Association Viticole Champenoise, née de la crise phylloxérique, elle s'efforçait de donner aux négociants et aux vignerons fraternellement unis dans son sein, des armes pour lutter contre l'ennemi de la vigne. Un questionnaire très précis fut envoyé à ces organismes qui essayaient de rassembler, d'encadrer, de faire converger les individualismes ; malgré d'évidentes difficultés, ils existaient et prenaient peu à peu conscience de l'importance de leur rôle ; au fait, déjà ils pouvaient compter et jouer un rôle extrêmement utile.

Des réponses à cette consultation, la Commission des Boissons de la Chambre pouvait facilement conclure dès ce moment à l'exclusion de l'Aube et à l'admission partielle de l'arrondissement de Château-Thierry. De plus, une double enquête fût entreprise ; l'arrêté du 21 février 1907 en chargea d'une part une commission locale où les intéressés eux-mêmes étaient appelés à définir les usages locaux constants, d'autre part une commission technique où les inspecteurs de la viticulture et les professeurs départementaux d'agriculture devaient préciser les caractères distinctifs du vignoble champenois.

Un contretemps survint : le Conseil d'Etat, estimant trop généraux les termes de la loi de 1905, se déclara

incompétent pour délimiter. L'affaire traîna, il fallût attendre le 5 août 1908 pour que le législateur complète la loi de 1905 en énonçant explicitement la mission qu'il voulait confier au Conseil d'Etat. Celui-ci rendit alors son avis qui devint le décret du 16 décembre 1908 : il consacrait les conclusions de la commission technique, notamment exclusion de l'Aube et admission dans l'Aisne de 25 communes de l'arrondissement de Château-Thierry et 36 de l'arrondissement de Soissons.

Quelles furent les réactions des Champenois ? Déception de se trouver exclus de la part des vigneron de l'Aube, mais aussi mauvaise humeur des vignerons marnais se rendant compte de l'impuissance du seul décret délimitatif à réprimer une fraude nouvelle : celle des négociants marnais qui continuent d'acheter dans l'Aube alors que les caves des vignerons de la Marne restent pleines.

Ainsi fermentaient les ressentiments qui, lorsqu'arriva l'année 1911, éclatèrent en révolte. En **février** fut votée une loi importante : création de magasins séparés pour les vins de Champagne, acquits spéciaux, apposition du mot « Champagne » sur le bouchon et l'étiquette. Ces mesures étaient propres à rassurer les vignerons marnais, elles furent prises sur les démarches répétées de leurs syndicats, particulièrement du Syndicat du Commerce des Vins de Champagne. En **mars** : les aubois, qui faisaient figure de parents pauvres, tentent l'impossible ; des délégations syndicales des 2 départements rivaux font démarches sur démarches auprès du Gouvernement qui déclare alors : « La délimitation est faite et bien faite ». A ce moment démissionnent successivement les conseils municipaux de Troyes, Bar-sur-Aube et de toutes les communes viticoles, ainsi que le Conseil Général ; au cours d'une manifestation formidable à Bar-sur-Aube, sous l'égide du Comité Central de défense viticole de Bar, les feuilles d'imposition sont brûlées sous les yeux du sous-préfet impuissant. **Avril** : le mouvement de désordre s'étend à la Marne. Le 11 avril, à la suite d'un

ordre du jour du Sénat voté à une majorité écrasante contre les délimitations, l'abcès de toutes les petites rancunes et querelles lentement accumulées se vida d'un seul coup, la nuit du 11 au 12 avril fût la St-Barthélemy des Vins. Le lendemain, des bandes se ruèrent sur les maisons de commerce soupçonnées de fraude, les bornes furent dépassées : destruction des vignes, des vins, du matériel (1).

Ces jours d'émeute portent en eux une leçon pour le Champenois d'hier comme pour le Champenois d'aujourd'hui, ils montrent comment se comporte à la première difficulté importante une communauté de fait lorsqu'elle est inorganisée et partant sans discipline ; les intérêts individuels, et les groupes d'intérêts, exercèrent des pressions que les groupements et syndicats champenois n'étaient pas encore assez forts pour canaliser. A plus forte raison n'était-il pas question de les harmoniser. La Champagne n'a pas avant la guerre de 1914 réalisé son unité, elle ne mérite pas d'être traitée comme une personne majeure, elle en est loin. Mais... tout viendra en son temps.

2° *La délimitation judiciaire.* — Dès l'année suivante le mouvement se dessinait dans le sens d'un abandon de la délimitation par voie réglementaire. En même temps on éprouvait intimement la nécessité de ne pas s'en tenir à une définition purement géographique, mais de la compléter par des éléments qualitatifs ; les termes de nature, composition, qualités substantielles, cépages, modes de culture, furent mis en avant. Un projet de loi déposé le 20 juin 1911 par MM. Pams et Klotz fut plusieurs fois remanié. La guerre interrompit les travaux législatifs. La loi aboutit finalement au Sénat le 6 mai 1919.

Quelle fût la part prise par les intéressés dans cette longue élaboration ? Leur rôle fût consultatif et relativement modeste, les représentants politiques ayant plus

(1) Lire : E. Clementel : « Un drame économique », Paris, 1914.

d'influence à cette époque que les représentants professionnels. Quant au système adopté il est le suivant :

1° Le critérium est double : à la condition d'origine s'ajoute la conformité aux usages locaux loyaux et constants.

2° Le récoltant qui veut bénéficier de l'appellation « Champagne » doit l'indiquer dans sa déclaration de récolte (enregistrement et publicité de ces déclarations).

3° Les tribunaux civils, d'Appel et de Cassation, sur action intentée, prononcent si les conditions sont remplies ou non.

4° Les producteurs des régions antérieurement délimitées bénéficient d'une simple présomption légale « juris tantum », c'est-à-dire susceptible de preuve contraire.

Remarque intéressante : un an avant la loi générale de 1920 sur les syndicats, la loi de 1919 sur les appellations d'origine reconnaît aux syndicats qu'elle intéresse le droit d'exercer ces actions sans aucune restriction sur le caractère du préjudice, « préjudice direct ou indirect » dit l'article 1.

Alors se situent les fameux procès à juste titre mémorables. Les producteurs aubois ayant comme l'on s'y attendait déclaré leurs récoltes avec l'appellation « Champagne », furent poursuivis devant les tribunaux civils de Bar-sur-Aube et Bar-sur-Seine : le Syndicat Général des Vignerons de la Champagne délimitée et le Syndicat régional de l'Aube croisèrent les lances. Nous n'analyserons pas les arguments échangés ni les thèses en présence. Toujours est-il que le tort fût donné aux poursuivants, c'est-à-dire au Syndicat Général ; sur appel interjeté, la Cour de Paris confirma les premiers jugements et le pourvoi en Cassation fût rejeté.

Si les Marnais ont perdu, c'est que la loi de 1919 n'a pas osé être assez précise et que les juges n'ont pas voulu se charger de lui faire dire ce qu'on attendait, ils en sont restés à une notion d'origine purement géographique et

ont donné aux « usages locaux » le sens d' « usages commerciaux », alors que les aspirations à la qualité demandaient le sens d' « usages de production » (encépagement, modes de culture, composition du sol, etc...).

Ces escarmouches se soldèrent pour les Syndicats en présence par des frais considérables (assignations individuelles aux⁴ vigneron aubois); par ailleurs les liens entre le Syndicat Général des Vignerons et le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne s'en trouvèrent renforcés, ils furent côte à côte en appel et en cassation où ils partagèrent la même déconvenue.

Mais le Syndicat aubois ne se déclarait pas entièrement satisfait lui non plus, plusieurs communes de l'arrondissement de Bar-sur-Seine ayant été « rognées » de l'ensemble par le jugement d'appel.

3° La délimitation arbitrale. — La loi de 1927 mit fin à la grande querelle de famille champenoise. Au cours de l'année 1926 en effet, stimulés par le dépôt de la proposition de loi Capus consacrant définitivement les facteurs qualitatifs, Marnais et Aubois essayèrent de s'entendre; la Commission des Boissons de la Chambre entendit les deux délégations. Mais, malgré ses appels à la sagesse, la transaction proposée n'aboutit pas; la menace d'une proposition de loi excluant la Champagne du bénéfice de la loi Capus, amena enfin le rapprochement. L'arbitrage fut confié à M. Barthe, Président de la Commission des Boissons. Les groupements et syndicats intéressés furent sur place à nouveau entendus et interrogés. L'accord intervint: les communes viticoles de l'Aube étaient acceptées au sein de la Champagne moyennant engagement d'adopter les cépages marnais. La loi de 1927 consacre les termes de cet arbitrage et complète la définition du vin de Champagne grâce aux éléments « aire de production » et « encépagement ».

A côté de la délimitation en elle-même, il resterait à parler des problèmes accessoires et des mesures complé-

mentaires prises qui depuis le début firent cortège à la question principale, ainsi que du rôle que jouèrent les syndicats dans leur solution. Disons seulement que dans ce domaine les professionnels furent les véritables instigateurs, parce qu'éprouvant eux-mêmes les difficultés, ils se trouvaient mieux placés, plus clairvoyants quand il s'agissait de les résoudre. C'est ainsi qu'en 1906 la Fédération des Syndicats de la Champagne (futur Syndicat Général), répondant au Ministre de l'Agriculture, lui souligne la nécessité d'instituer la déclaration de récoltes, que consacrera la loi du 29 juin 1907. Plus pressantes encore furent les démarches et interventions répétées des Syndicats Marnais, le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne en particulier, relatives aux titres de mouvement particuliers au Champagne (acquits verts : 1911), aux magasins et entrepôts séparés, etc. Mentionnons aussi les péripéties auxquelles donna lieu la question de la réglementation des vins mousseux en Champagne : finalement cette fabrication, grâce aux manœuvres du Syndicat Général et malgré l'opposition des négociants, est interdite sur le territoire délimité depuis la loi du 22 mars 1934.

On ne saurait, par contre, passer sous silence, l'influence exercée par l'*invasion phylloxérique* sur les débuts du mouvement d'organisation champenois. Cette préoccupation fut parallèle au début de ce siècle à celle de la fraude et laissa une empreinte profonde : la lutte contre le phylloxéra est en effet à l'origine du mouvement syndical vigneron. En même temps, elle fournissait dès le début un point commun entre les organisations du commerce et de la propriété, car l'anéantissement du vignoble eût amené la ruine du vigneron comme celle du négociant. Des heurts et erreurs de démarrage devaient d'ailleurs accompagner ce mouvement.

C'est le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne qui prit l'initiative ; la loi de 1888 venait en effet d'autoriser la création d'associations syndicales de lutte contre

le phylloxéra à condition de réunir les $\frac{2}{3}$ des propriétaires représentant les $\frac{3}{4}$ des surfaces de vignes, ou bien l'inverse. Une commission assistée de trois techniciens fût donc créée, puis la double majorité requise atteinte de justesse.

Mais bientôt la résistance vigneronne, particulièrement dans les secteurs non encore atteints, devint violente ; les vigneronns refusèrent même de payer la modeste cotisation qui leur était demandée. Le Grand Syndicat Antiphyllloxérique, tel était son nom, avait été un échec total. Lorsqu'en 1896, après avoir vivoté cinq ans, il arriva à expiration, personne n'en demanda le renouvellement.

La méthode était vicieuse : cette tentative de paternalisme du commerce prenant l'initiative d'embrigader les vigneronns dans un grand corps créé de toutes pièces, les froissait à juste titre. C'est d'eux-mêmes que le salut devait venir, c'est-à-dire d'en bas et non pas d'en haut.

Peu à peu on vit en effet des syndicats locaux, modestes mais constitués d'hommes de bonne volonté, éclore spontanément et piquer le vignoble marnais d'autant de points de défense contre l'ennemi de la vigne.

En même temps s'était créée l'Association Viticole Champenoise (1898), sous l'égide de négociants propriétaires de vignes, clairvoyants enfin. Son rôle fut d'encourager la création de ces syndicats locaux, puis, ceux-ci constitués, de les soutenir au moyen de subventions en nature et en espèces ; c'est ainsi qu'au fur et à mesure de l'extension du mal, un réseau serré de syndicats s'est mis à recouvrir bientôt toute la Champagne.

Section II. — « LA COMMISSION DE CHALONS ».

On se rendit vite compte que la loi de 1927 n'apportait pas aux régions de vins fins ce qu'elle avait promis.

1^o La prime à la médiocrité subsista dans la plupart des cas pour une double raison : en premier lieu la timidité ou la réticence coupable du législateur : parler « aire de production », « encépagement », c'est rester à mi-che-

min, il fallait aller jusqu'aux éléments finaux qui s'appellent le rendement à l'hectare, le degré alcoolique, les procédés de vinification. En second lieu, et ceci atténuera notre premier regret, on conçoit l'incompétence des juges auxquels on demande d'apprécier de tels éléments ; et quel remède possible à un embarras aussi excusable sinon d'infliger aux plaideurs le risque des experts : mauvais remède.

2° Multiplication du nombre des appellations d'origine par espérance de la plus-value dont bénéficient ces produits : ce foisonnement est témérairement facilité par la loi puisqu'il suffit, une fois indiquée l'appellation dans la déclaration de récolte, qu'il n'y ait pas de contestation : il en résulte qu'en dehors d'un litige la loi de 1927 ne joue pas.

Quel remède fallait-il donc apporter à cette situation qui paraissait sans issue ? N'avait-on pas d'ailleurs fait successivement l'expérience de toutes les voies de droit offertes ? Méthode administrative, judiciaire, légale, toutes ces techniques avaient leur lacune : ainsi, il ne fallait pas s'en remettre purement et simplement au législateur, car on avait appris que moins encore que les magistrats les membres du Parlement ont la compétence technique qu'exige les éléments demandés ; ils n'ont pas davantage indépendance et impartialité, si bien que leurs attitudes seront toujours vues à travers les verres déformants de la politique. On ne s'adressera pas non plus à l'Administration, quand bien même il s'agirait des services techniques de l'agriculture, car sauront-ils se mettre à l'abri des influences, auront-ils la sérénité nécessaire ?

Finalement, les enseignements à tirer de toutes ces expériences, c'est que toute technique, toute discipline, toute réglementation est en l'espèce un cadre vide dans la mesure où elle ne s'appuie pas sur les intéressés. Jusqu'au point où nous sommes arrivés, nous nous sommes rendus compte qu'au cours de cette évolution champenoise, les résultats acquis, le terrain peu à peu gagné l'a été dans

la mesure où les intéressés ont donné leur impulsion ; on les devine derrière toutes les mesures prises, préparant le terrain, si bien qu'il ne restait plus à l'Etat ou au législateur qu'à lancer le pont qui franchisse l'obstacle. Seuls en effet les professionnels sont compétents.

C'est vers eux que l'on va délibérément se tourner.

Le décret-loi du 30 juillet 1935 institue sur le plan national un Comité des Appellations d'Origine.

Les membres du Comité devaient dans les projets primitifs être choisis par le Ministre de l'Agriculture sur listes présentées par les syndicats viticoles, mais cette solution ne s'est pas imposée ; aux termes du décret, les trois Ministres de l'Agriculture, de la Justice et des Finances, ont le choix absolument libre. Le recrutement a varié : à la suite des décrets du 18 septembre, 27 novembre et 20 décembre 1935, il se composait de 39 membres, dont 23 représentants des syndicats viticoles, 2 représentants du commerce, le reste (14 membres) des fonctionnaires et des parlementaires. On remarquera la prépondérance de l'élément professionnel, par contre il est étrange que le commerce ait été à ce point désavantagé au profit de la propriété.

Il est prévu en outre la création de comités d'experts régionaux qui secondent le Comité National. Ces comités régionaux ont leurs membres désignés par les syndicats et associations viticoles ; une soupape est prévue : le Ministre peut choisir parmi les personnes dont le concours lui paraît utile des experts qui s'ajoutent aux précédents.

Le Comité d'Experts de la Champagne Viticole, institué par arrêté du 20 décembre 1935, comprend 27 membres parmi lesquels on compte 14 négociants, 7 viticulteurs, 3 représentants des Chambres de Commerce de Reims, de l'Aisne et de l'Aube, 3 représentants des Chambres de l'Agriculture des mêmes régions et départements ; composition intégralement professionnelle par conséquent.

Comment fonctionnent ces organes, quel est leur rôle ? Ils sont précisément chargés de « définir » les appellations en faisant application à chaque cas particulier des facteurs qualificatifs finaux que nous avons déjà mentionnés : ils définissent non seulement les cépages et l'aire de production, ce que voulait déjà la loi de 1927, mais encore le rendement, le degré alcoolique, la composition du sol : ces appellations, ainsi meublées des éléments qui leur donnent leur contenu et leur sens, forment la catégorie des « appellations contrôlées ».

Le Comité National est par la force des choses la pièce essentielle du système, les régions particulières étant à ce moment insuffisamment organisées pour qu'on puisse envisager une décentralisation ; observons toutefois que cette remarque ne s'applique pas à la Champagne, qui a été largement émancipée de ce cadre. Ce Comité National a seul l'initiative : il doit d'abord s'attacher aux appellations qui ont fait l'objet d'une délimitation judiciaire, il choisit parmi les autres celles qu'il juge mériter une protection particulière.

En même temps que l'initiative lui appartient la délibération et le vote, le Comité régional se contentant d'un rôle analogue à celui d'une commission parlementaire, rôle de préparation. Ainsi le Comité National est-il le véritable organe de décision, tandis que le Comité régional n'a qu'un caractère consultatif, chargé seulement de « concourir aux travaux », dit l'article 1 de l'arrêté du 20 décembre 1935.

Il est pourtant regrettable que l'on n'ait pas ménagé en germe la possibilité d'un développement plus considérable de ces Comités de région : ils ne peuvent en effet se réunir que pour étudier les questions concernant leur région soumises au Comité National, et ne peuvent donner leur avis, semble-t-il, que sur ces questions. Réduire ainsi leur rôle équivaut presque à les étouffer.

Quant au Pouvoir Exécutif, il sanctionne par décret signé du Ministre de l'Agriculture les décisions du Comité National, sans pouvoir d'ailleurs les modifier.

*
**

A vrai dire, dans toute cette affaire, nos Champenois se sont délibérément individualisés et ont suivi un processus indépendant amorcé depuis plusieurs années déjà.

Dès 1930, en effet, ils se ressentaient d'un malaise économique profond. Les exportations qui, avant la guerre, dépassaient en général 20 millions de bouteilles par an, n'ont jamais retrouvé ce niveau ; bien plus, 1930 accuse une chute de 14 millions à 9 millions de bouteilles, et 1931 abaissera le chiffre à 6 millions et demi. Il est vrai que la consommation française maintient son volume d'avant la guerre et même tend sensiblement à s'accroître, mais ce mouvement compensateur ne suffit pas à freiner la courbe de descente des expéditions totales. Le tableau suivant donne la cause profonde du mal :

Tarif douanier et taxes frappant la bouteille de Champagne

Pays	1914	1933
Angleterre	0,78	11,40
Perse.	2,40	85
Bulgarie	1,60	66
Portugal.	2,20	57
Brésil.	7	45
Pologne.	4,50	37
Allemagne	4,40	30
Argentine.	1,40	22
Turquie.	1,10	135
Etc...		

Quant au marché américain, principal atout auparavant la prohibition l'a fermé ; quand il sera réouvert en 1933, sa situation ne sera pas plus encourageante : droits de douane, revenu intérieur, droits sur le verre, droit du timbre de gouvernement, impôt Etat de New-York, licence, contribution à la lutte contre les bootleggers, soit un total de 300 francs environ par caisse, alors que cette caisse est offerte couramment à 495 francs.

En un mot les barrières douanières, rançon de la crise, menacent d'asphyxie le marché champenois.

Du côté de la production, il n'y a pas eu d'imprudence, on n'a pas fait de plantations excessives puisque le nombre d'hectares cultivés est inférieur à celui de 1914, la reconstitution après la crise phylloxérique a été normale et progressive ; c'est donc bien d'une sous-consommation qu'il s'agit, non d'une surproduction.

Telle étant en 1930 la situation, il apparût que le salut ne pouvait résulter que d'une action commune de tous les intéressés, propriétaires et négociants. C'est à ce moment qu'ils s'adressèrent au Préfet de la Marne, M. MAGNY, et lui suggérèrent de provoquer le rapprochement. Ainsi fut constitué sous l'égide préfectorale la « Commission de Propagande et de Défense du Vin de Champagne ». Elle comprenait des éléments politiques à côté des éléments professionnels, par contre l'Administration y était presque absente, ce qui étonne ; seule la présidence du Préfet ou de son représentant établit le lien et l'arbitrage entre ces éléments divers que sont : les parlementaires de la Champagne viticole, les conseillers généraux et d'arrondissement des cantons viticoles, les maires des principales communes du vignoble, les bureaux et les délégués des Syndicats de Négociants et de Vignerons, un représentant de la corporation des tonneliers et cavistes de Reims, un représentant de la corporation des tonneliers d'Epernay, des membres des Caisses régionales de Crédit agricole, de la Chambre d'Agriculture de la Marne et de l'Office agricole enfin.

A remarquer une présence significative et qui constitue vraiment une innovation, celle des représentants des agents de la production : ouvriers tonneliers et cavistes.

Parmi les principales réalisations de cette commission (1931 à 1935), citons : les travaux ayant abouti à la suppression des vins mousseux ordinaires en Champagne (loi de 1934), à l'interdiction de vente avec appellation « Champagne » des vins de rebêche, lies et marcs de dégorgement ; signalons enfin le rétablissement de la Foire aux Vins d'Epernay et la création d'un Comité permanent de Propagande.

La Commission était entrée quelque peu en sommeil lorsque deux récoltes exceptionnellement pléthoriques vinrent aggraver sensiblement la situation : celle de 1934 avait été vendue à un prix de famine, le commerce aurait peine à absorber celle de 1935 qui s'annonçait du même ordre de grandeur. Le marché international était toujours fermé par la crise, l'inquiétude régnait.

Il s'imposait d'apporter à ce malaise critique une solution immédiate, avant même les vendanges : or, le Comité National des appellations d'origine, institué deux mois plus tôt, n'existait encore que sur le papier ; bien mieux il serait trop loin, il fallait voir et agir de près.

C'est alors que M. Doyard, secrétaire général du « Syndicat Général des Vignerons », élaborait un projet qui fut discuté et remanié par la « Commission de Propagande et de Défense » à la Préfecture de la Marne, puis finalement adopté par elle. C'est ce projet qui devint le décret-loi du 28 septembre 1935.

Deux parties dans ce décret-loi d'importance décisive et qui, comme on le voit, est l'émanation presque directe des intéressés :

I. — Complément apporté à la réglementation du vin de Champagne par adjonction de nouveaux facteurs de qualité, à savoir :

1) Au stade « culture de la vigne » :

Limitation du rendement à 50 hectos à l'hectare, au delà le vin obtenu aura seulement l'appellation « vin originaire de la Champagne viticole ».

Exigence d'un degré alcoolique minimum, établi chaque année par la Commission de Châlons.

Interdiction de l'incision annulaire.

2) Au stade « pressurage » :

Limitation du rendement en volume à 100 litres de vin par 150 kilogs de raisins mis en œuvre.

3) *Au stade « vinification » :*

Déclassement des lies et marcs de dégorgement.

4) *Au stade « champagnisation » :*

Exigence du minimum d'un an de bouteille.

II. — **Institution de la Commission de Châlons :**

En effet, les promoteurs du statut champenois se sont rendu compte qu'il n'y a pas de règles figées valables pour une échéance non définie, mais des moments successifs auxquels il faut ajuster des moyens souples. En même temps qu'ils mettaient à profit le décret-loi en question pour édicter les règles nécessitées par les besoins de l'instant, ils créaient l'organe propre à « déterminer, au moins une fois l'an, les soins que réclame la corporation pour se maintenir en bonne santé » (1). D'où cette « Commission Spéciale de la Champagne Viticole » bientôt connue dans le langage courant sous le nom de « Commission de Châlons », son siège étant à la Préfecture de la Marne.

Il ne s'agissait de rien moins que d'un véritable petit Parlement champenois de 39 membres ; dans sa composition on peut distinguer trois éléments, l'élément professionnel, l'élément politique, l'élément administratif :

1° *Elément professionnel :*

8	Délégués des organisat. de Négociants en Vins de Champagne	
8	— — — — — Récoltants	— — — — —
3	— — — — — des Chambres de Com. de la Marne, Aisne, Aube	
3	— — — — — des Chambres d'Agricul.	— — — — —

22

2° *Elément politique :*

4	Parlementaires desdits départements (2 pour la Marne, 1 pour l'Aube, 1 pour l'Aisne)
5	Conseillers généraux des régions intéressées

9

(1) Rapport de M. Doyard.

3° *Elément administratif :*

6 Fonctionnaires : Directeurs des Contributions Indirectes et des Services Agricoles des 3 départements.

2 Fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture désignés par le Ministre

8

Au sein de la Commission était prévue une Sous-Commission, dite Sous-Commission des prix, composée exclusivement des 22 membres représentant l'élément professionnel et dont le rôle était pratiquement plus important que celui de la Commission elle-même.

Attributions. — La « Commission de Châlons » avait deux attributions bien déterminées.

1° Mission principale : « assurer le respect des usages locaux, loyaux et constants, dont l'observation est nécessaire pour maintenir la qualité du vin de Champagne ». Cette formule est, à notre sens, un exemple de mauvaise rédaction ; « assurer le respect » est insuffisant et ambigu, car c'est viser le but sans indiquer le moyen ; le texte dit bien par la suite qu'il s'agit de « décision », mais s'agit-il de décisions particulières, individuelles, ou de décisions générales, en un mot de règles, de normes ? Ce second sens est évidemment le bon car l'esprit général du texte vient au secours de la lettre. Ajoutons que le second membre de la phrase ne doit pas être interprété comme une restriction par rapport au début, les usages loyaux et constants concernant la qualité ne sauraient être vus comme une catégorie dans un ensemble d'usages plus vaste où ils feraient ménage avec les usages concernant d'autres aspects que la qualité. En fait, la qualité apparaît comme le dénominateur commun de tous les autres éléments et de toutes les règles et usages concernant le vin de Champagne. Préciser ces règles, c'est donc entrer dans la voie de la qualité, s'éloigner du même pas de la quantité, ainsi la Commission trouvera-t-elle remède aux maux champenois.

Ses décisions ne sont pas exécutoires par elles-mêmes ; de même qu'un Parlement vote les lois mais que le Pouvoir Exécutif les promulgue, de même la Commission vote des décisions, mais les Préfets de chacun des trois départements intéressés doivent les sanctionner par des arrêtés et sans avoir à leur égard un droit de réformation.

2° Mission secondaire : Etudier chaque année les modifications éventuelles à apporter au rendement de 50 hectos à l'hectare, au rendement en volume au pressurage, à la déduction de volume pour prise en charge dans les magasins spéciaux. Il s'agit ici d'adapter la réglementation déjà acquise à des conditions nouvelles non prévues : dans ce cas la Commission ne légifère plus, elle fait seulement des propositions. Après avoir étudié la question, elle transmet au Ministre de l'Agriculture qui prendra s'il y a lieu le décret nécessaire.

On voit la portée exacte des attributions de la « Commission de Châlons » : elle peut créer du droit supplétif, c'est-à-dire des règles nouvelles, mais non aller contre une règle déjà posée par une loi ou un décret.

*
**

La Sous-Commission prévue à l'art. 3 est un dédoublement de la Commission dont elle ne comprend que l'élément professionnel. Ses attributions consistent à fixer annuellement, 8 jours avant les vendanges :

Le prix minimum par catégorie de crûs.

Les degrés moyens dans ces catégories de crûs et le degré minimum de tout vin ayant droit à l'appellation « Champagne ».

Les primes ou abattements suivant les degrés alcooliques en puissance dans les moûts.

Les mesures de nature à empêcher que les vins défectueux, refusés par la clientèle ne soient repris en charge par les négociants en compte « Champagne ».

Les règles et conditions des prix pour la livraison des vins clairs.

Comme les décisions de la Commission, celles de la Sous-Commission doivent, pour être exécutoires, faire l'objet d'un arrêté préfectoral dans chacun des trois départements intéressés.

Spécialement en ce qui concerne les prix, on se rend compte sans peine du caractère exceptionnel des décisions de cet organisme, unique alors en son genre dans cette branche de l'économie. Mais, sur ce terrain, elle recueillait simplement l'héritage d'une tradition déjà entrée dans les mœurs champenoises.

C'est pour la première fois en 1904 que la Fédération des Syndicats de la Champagne sollicita un accord avec les principaux négociants de Reims en vue de la fixation des prix ; après discussion serrée, les vignerons obtinrent 25 fr. de plus que la proposition de base du commerce. Quant au Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, se retranchant derrière l'article 1 de ses statuts, il s'abstenait prudemment de la combinaison ; d'ailleurs la méfiance régnait vis-à-vis des dirigeants de la Fédération et nous avons vu que la Champagne traversait alors une période orageuse. Sept ans après, en 1911, les négociants prirent l'initiative ; une échelle de crûs fut établie qui, cotée de 0 à 100, permettait de donner automatiquement le prix pour chaque crû par application de son pourcentage au prix de base correspondant au crû le plus élevé (100 %).

Les négociations eurent lieu directement dans chaque commune avec les délégués locaux, mais les bases de discussion de ces derniers avaient été adoptées en commun à la réunion fédérale.

Les années 1912 et 1913 virent l'entente intervenir entre les principaux négociants d'une part, et d'autre part une commission composée des représentants des différentes contrées de vignoble, émanation à peine camouflée de la Fédération : mais les vignerons des grands crûs manquèrent de discipline et n'observèrent pas les prix obtenus en leur nom par la Commission Fédérale.

En 1919, le Syndicat du Commerce, ayant modifié ses

statuts, entre pour la première fois en contact avec le Syndicat Général des Vignerons, successeur de la Fédération : l'échelle des crûs fut modifiée, mais l'accord ne put intervenir sur les prix. L'année suivante, 1920, un accord complet intervint, non seulement les vignerons obtinrent une amélioration sensible du prix proposé par le commerce, mais les modalités furent soigneusement précisées, notamment les échéances de paiement. Les deux années suivantes, 1921 et 1922, années de crise : pas d'entente. Mais les années qui suivirent furent plus calmes et chaque fois l'accord intervint dans d'heureuses conditions. 1929, année pléthorique, un nouveau maillon manque à la chaîne, les prétentions réciproques n'ayant pu s'ajuster. Par contre en 1930, un simple échange de correspondance entre les secrétaires des syndicats réalise l'accord. Mais, avec 1931, c'est déjà la crise profonde, le lien se dénoue par la force des choses, tandis qu'un autre se noue : « La Commission de Propagande et de Défense ». Enfin est venu 1935 et sa Sous-Commission des Prix : désormais les prix ne sont plus fixés par seule entente entre les représentants des syndicats, dont la décision n'a d'autorité que dans la mesure de la bonne volonté de leurs adhérents, mais propriété et commerce se retrouvent, par émanation des mêmes syndicats, au sein d'un organisme légal dont les décisions s'imposent à tous.

*
**

La Commission de Châlons a vécu 5 ans. Sans s'arrêter aux polémiques qu'elle a suscitées de la part des réfractaires, on peut juger avec le recul de quelques années de l'utilité de l'œuvre qu'elle a accomplie. Enumérons les principaux titres qui constituent le palmarès de ces premières années d'action organique :

D'abord, l'assainissement du marché en 1935, qui, par le jeu du rendement maximum et du degré alcoolique, s'est vu soulagé de 120.000 hectos sur 600.000, tandis que la dévalorisation du vin à la propriété était arrêtée.

En 1938 : les capacités du commerce se révélant impuissantes à absorber une nouvelle récolte pléthorique, une partie importante de la récolte (les quantités produites en sus de 30 hectos à l'hectare) fût bloquée avec appellation provisoirement réservée ; le marché fut ainsi heureusement décongestionné.

Citons enfin une réglementation annuelle minutieuse des conditions de vente de la récolte et des vins à la propriété (établissement de catégories de crûs, modalités et prix des tailles, achats à la moyenne, transactions à la goulotte, échéances de paiement, escompte, etc.), réglementation des cuvées collectives, rétablissement des méthodes de pressurage champenois, enfin importante réglementation de la taille.

Cette œuvre, à notre sens, n'est pas modeste ; il est utile de souligner que pour la première fois en Champagne, et sans doute en France, se trouvait légalement consacrée l'union intime du commerce et de la propriété. Les réalisations ont suffisamment montré que la voie était la plus courte, la plus autorisée, la plus féconde.

Ainsi, toute l'évolution champenoise depuis 1905 montre que grâce aux intéressés on progresse, mais qu'au contraire, sans leur support, toute réglementation n'est qu'un cautère sur une jambe de bois.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DANS L'ORDRE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE ET NAISSANCE DU COMITÉ PRINCIPES DIRECTEURS

Ainsi donc, le décret-loi du 28 septembre 1935 apparaît comme l'aboutissement d'une période longue de tâtonnements et d'essais plus ou moins heureux, et marque le terme d'une longue évolution.

Mais aujourd'hui, il prend figure d'un point de départ : c'est à partir de ce moment que l'organisation champenoise entre dans la phase institutionnelle. La Commission de Châlons n'est à vrai dire que le premier monument qui jalonne une route qui sera longue. Un chemin utile a été parcouru depuis, si bien que cette première borne semblera bientôt loin derrière nous.

Répondant aux vœux des intéressés, le législateur leur avait fait confiance. Il n'avait pas tort de miser sur une union étroite de la propriété et du commerce. Ce faisant, il consacrait ce qui est, à notre sens, une vérité de base : les intérêts du commerce et de la propriété sont de bout en bout parallèles. Ils ne s'opposent qu'une seule minute

par an : l'instant où la récolte passe des mains du vigneron dans celles du négociant, il s'agit alors pour le premier de vendre le plus cher possible et pour le second d'acheter le moins cher possible : sur ce point, d'ailleurs, la Sous-Commission des Prix apparaissait l'organe né pour localiser le débat et le résoudre par le haut amiablement.

Ainsi était confié à la profession (car quoique les mots n'y fussent pas, la chose y était d'ores et déjà reconnue) le soin de s'administrer dans certaines limites nettement définies, sous le contrôle des Pouvoirs Publics représentés par le Préfet. C'est à ce moment que la guerre a surpris le développement de l'expérience, alors que cinq années de pratique, en dépit des difficultés rencontrées, permettaient de dégager un pronostic très favorable.

Section I. — FORMES DE PASSAGE.

Quelle était la situation en Champagne au lendemain de l'Armistice ? Hélas, il se trouve que depuis toujours cette région prédestinée est l'une des voies qui mènent au cœur du pays. Pour être plus courte qu'en 1914-1918, alors que les tranchées courraient dans les vignes du front de Champagne, la perturbation causée par ce nouveau passage des armées n'en fût pas moins profonde et destructrice. Toute la région fût abandonnée et vidée de ses habitants ; des combats mirent à mal les coteaux de la Montagne de Reims, et si le passage de la Marne ne donna pas lieu cette fois à une bataille, le bombardement n'épargna pas les villages vigneron.

Quand les champenois retrouvèrent les lieux familiers, ils mesurèrent courageusement l'étendue du désastre : plus de 25.000 hectos de vin étaient perdus et plusieurs récoltes paraissaient compromises. Particulièrement, l'abandon du vignoble au moment des traitements annuels indispensables augurait pour les prochaines vendanges une récolte ridiculement infime. Comment pour-

raient vivre les vignerons ? Quelle situation résulterait pour les maisons de commerce d'une pareille pénurie de leur matière première ? C'est à ces deux questions qu'il fallait répondre à brève échéance.

D'autre part, une troisième question, immédiate et pressante, était posée : le vainqueur désirait entrer sans plus tarder en relations d'échange avec la production champenoise.

En face de ces nouveaux problèmes, la Commission de Châlons était-elle en état d'agir efficacement ? Certainement non, son pouvoir réglementaire était limité presque exclusivement à définir ce qu'on peut appeler des « standards de qualité », or il s'agissait de faire front à des questions d'une toute autre portée et d'une ampleur qu'on n'avait pu prévoir. C'est pourquoi le lien ancien ne pouvait être renoué, d'autant plus qu'au même moment on avait la nette impression que la composition de la Commission ne convenait plus à l'ambiance nouvelle. Nous avons vu en effet que cette composition était tripartite, or la présence de l'élément politique n'était plus désirée et l'expérience passée justifiait ce sentiment.

Allait-on revenir à zéro ? C'eût été faire aveu d'impuissance et compter pour peu les ressources de vitalité des Champenois.

Bientôt, en effet, après ce court temps d'arrêt, les réflexes propres à la vie animaient de nouveau le grand organisme, ce qui aboutit aux premiers jours de septembre 1941 à la création d'un « **Bureau de Contact** », destiné à entrer en rapport, au nom de l'économie champenoise avec la puissance occupante. La constitution de cet organisme était conforme aux directives générales données par le Ministre de la Production Industrielle à toutes les organisations économiques.

Ce Bureau de Contact se présentait comme un organe collégial composé des Présidents des divers Syndicats de Négociants en Vins de Champagne. Composition très restreinte par conséquent et où l'élément vigneron n'était

même pas appelé à participer : d'ailleurs, l'objet en vue duquel il avait été spécialement créé, ne les touchait pas directement : en l'espèce l'organisation et la régularisation des échanges avec l'autorité allemande.

L'un de ses membres, choisi par les autres en tant que délégué, était chargé, à ce titre, d'assurer les relations d'intermédiaire.

Aussi bien, il n'entre pas dans le cadre de cette étude de définir et commenter les rapports engagés par le Bureau de Contact, notons cependant qu'en permettant cette centralisation et cette représentation des intérêts du Commerce champenois, son existence s'est révélée mieux qu'utile.

Ainsi, non seulement purent être mises au point les modalités de ces échanges, mais de nombreuses questions nouvelles qui déjà à ce moment se posent : répartition de sucre pour la chaptalisation, essence, bouchons, bouteilles, etc...

Au point de vue organisation matérielle, un secrétaire et une sténo-dactylographe suffisaient à faire face à un travail déjà multiforme ; une permanence était assurée à la fois au Siège du Syndicat à Reims et à Epernay, où, deux jours par semaine, il était loisible aux négociants de se procurer tous les renseignements nécessaires et prendre rendez-vous pour les cas particuliers qu'ils auraient à soulever.

Mais le « Bureau de Contact », nous l'avons vu, avait été créé pour parer au plus urgent ; son objectif était forcément limité, et il ne pouvait sortir impunément de ce cadre étroit quand on considère qu'il n'était, en somme, qu'un simple groupement de fait intersyndical, sans statuts ; de moyen d'action légal, il n'en avait aucun ; son autorité était celle que donnent les faits et la nécessité, autorité morale, discipline d'adhésion volontaire. Il était donc clair que l'ampleur des problèmes à résoudre dépassait considérablement ses forces ; il fallait aussi, pour ce faire, s'appuyer sur la participation des autres membres de la famille champenoise.

Le 15 novembre 1940, le Bulletin d'Information n° 3 du « Bureau de Contact » faisait part des projets concernant une nouvelle organisation et de sa mise en route prochaine. Il disait notamment : « Notre commerce est trop spécial pour être organisé suivant le cadre qui pourra être adopté pour le vin français en général, aussi a-t-il paru prudent de prendre les devants et de nous organiser rapidement dans un cadre purement « Champagne », à titre provisoire, comme le prévoit la loi, et pour prendre rang en attendant une forme définitive ».

Or, la loi du 27 septembre 1940 venait de prévoir la création de Bureaux Nationaux de Répartition (B.N.R.), c'est dans ce cadre que l'on s'est installé en attendant les « formes définitives ».

Un arrêté du Ministre de l'Agriculture du 20 novembre 1940 créa donc le **Bureau National de Répartition du Champagne**, un second arrêté daté du même jour en nomma les membres.

Le caractère de cet organisme fût dès le début précisé ; dans sa première circulaire, le 3 décembre 1940, le B.N.R. du Champagne déclare en effet qu'il ne se considère que comme le « premier stade de la nouvelle organisation », il énonce, en même temps, le double but qu'il se propose de remplir : « Répartir au mieux de l'intérêt général et de l'intérêt particulier de chacun les obligations qui nous sont faites et les ressources en approvisionnements dont nous disposons ».

On peut se demander, d'ailleurs, dans quelle mesure le cadre ainsi adopté n'apparaît pas comme un cadre d'emprunt ? La loi du 27 septembre 1940 vise, en effet, les produits agricoles et les denrées alimentaires, et l'exposé des motifs semble bien indiquer que l'on a surtout pensé, sinon exclusivement, à la répartition des denrées de consommation courante ; de plus, le fait que la création et la tutelle des B.N.R. est assurée par le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture mais conjointement avec le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, confirme dans ce sentiment. Toujours est-il que le produit de luxe champenois, qui

n'est en somme qu'une denrée agricole transformée par une industrie agricole, a été provisoirement doté du cadre assez souple prévu par la loi du 27 septembre, et sous la seule dépendance du Ministre de l'Agriculture.

Aux termes de l'arrêté du 20 novembre 1940, le Bureau National de Répartition du Champagne est composé de trois organes distincts :

1° *Le Bureau National proprement dit :*

2 Représentants des organisations de Négociants
2 — — — — — Récoltants

4 Membres.

2° *Le Comité Consultatif :*

8 Délégués des organisations de Négociants (ex Membres de la Commission de Châlons)

8 Délégués des organisations de Récoltants (ex Membres de la Commission de Châlons)

1 Représentant des Coopératives de Vinification

1 Représentant des Courtiers et Commissionnaires

1 Représentant des Industries annexes

1 Représentant du Personnel

1 Délégué du Comité National des Appellations d'Origine

22 Membres.

3° *Le Commissaire du Gouvernement.*

Les Membres du Bureau National comme ceux du Comité Consultatif sont nommés par arrêté du Ministre de l'Agriculture dans la profession elle-même, mais ce choix est, remarquons-le, absolument discrétionnaire, aucun droit de présentation n'étant prévu de la part des organisations intéressées.

Sans vouloir insister longuement sur cette étape à présent dépassée, nous concentrerons nos réflexions sur deux points :

1^{er} point : *Structure de l'ensemble.* — A cet égard le B.N.R. du Champagne se présente comme un intermédiaire entre la Commission de Châlons (1935) et le Comité Interprofessionnel qui lui succèdera bientôt, en re-

marquant toutefois que sa physionomie l'apparente déjà davantage au second qu'au premier.

En effet, le premier progrès apporté réside dans le caractère différencié de la structure nouvelle. La Commission de Châlons était un organe double plutôt qu'un organe différencié, car la « Commission de Châlons proprement dite » était dédoublée en une « Sous-Commission des Prix » plus restreinte, sans qu'il y ait hiérarchie entre les deux, mais simplement juxtaposition ; chacune émettant des règles sur des points différents, il s'agissait d'un partage de la matière à réglementer et non d'une spécialisation de fonctions. A noter toutefois que, sous la pression des besoins de la pratique, deux Secrétaires avaient été désignés, l'un pour le commerce, l'autre pour la propriété, chargés chacun dans sa branche de l'exécution des mesures prises. Ils constituaient un embryon de pouvoir exécutif.

Par contre, nous trouvons à la tête du B.N.R. un groupe de 4 personnes investies des attributions de décision et d'exécution, aux côtés duquel un Comité de 22 membres assure celles de la consultation.

En ce qui concerne sa composition, le Comité Consultatif apparaît simplement comme un perfectionnement de la « Sous-Commission des Prix » et réunit le même nombre de membres. Un des plus sérieux progrès consiste en l'élimination de l'élément administratif et de l'élément parlementaire, qui encombraient la Commission plénière d'éléments non professionnels, le premier étant avantageusement remplacé par le Commissaire du Gouvernement. Ainsi restent en place les 8 représentants du commerce et les 8 représentants de la propriété ; quant aux 6 autres (délégués des Chambres de Commerce et d'Agriculture de la Région), ils ont été remplacés par des membres authentiques de la famille champenoise, à tort oubliés jusqu'ici dans la distribution des fauteuils, à savoir : un coopérateur, un courtier, un agent de vente, un membre du personnel, un représentant des industries annexes.

2^e point : *Etendue des attributions.* — Trois parts peuvent être faites dans les attributions du B. N. R. du Champagne : 1) Il reçoit la plénitude des attributions de l'article 2 de la loi du 27 septembre 1940 fixant les pouvoirs des B.N.R. en général : « l'établissement ainsi que le contrôle d'application de toutes les règles concernant l'acquisition, la répartition, le commerce, le stockage et la vente des vins produits en Champagne ». Les termes employés suffisent à caractériser l'ampleur du rôle ainsi dévolu à l'organisme nouveau ; à remarquer enfin que, s'il fixe les règles, ses pouvoirs s'arrêtent là et il n'a pas qualité pour effectuer lui-même les opérations indiquées, c'est-à-dire acheter, stocker, etc. (1) ; 2) Il recueille l'héritage des attributions de la Commission de Châlons, c'est-à-dire le soin d'assurer par des règles appropriées le respect des usages locaux loyaux et constants. 3) Enfin il succède aussi à la Sous-Commission des Prix, il lui est donc par là-même imparti de fixer les prix de la récolte, ce qui est nettement exorbitant du droit commun, les B.N.R., comme les autres organismes économiques créés en vertu de la législation récente, n'ayant ordinairement en matière de prix qu'un pouvoir de proposition (2).

Remarque finale : une discrimination est faite entre les décisions, celles qui sont supplétives d'une part et pour lesquelles le Bureau National est pleinement compétent, et d'autre part celles qui vont à l'encontre des

(1) Ne pas confondre les B.N.R. avec les Groupements Départementaux d'Achat et de Répartition de Denrées Alimentaires (GARDA) et certains Groupements d'Importation et de Répartition qui sont constitués comme de véritables Sociétés et peuvent à ce titre faire des opérations de caractère commercial.

(2) En ce qui concerne les modifications apportées à l'organisation de 1935, on peut se demander jusqu'à quel point un arrêté, l'arrêté du 20 novembre 1940 créant le BNR du Champagne, a pu faire juridiquement novation à un décret-loi, le décret-loi du 28 septembre 1935. A supposer que des Membres Parlementaires de l'ex-commission de Châlons se soient trouvés vexés d'être à présent exclus, ou que les autres membres qui étaient tous « décidants » au sein de la Commission de Châlons et qui ne sont plus que « consultants » invoquent cette « capitis deminutio », un recours en annulation devant le Conseil d'Etat eut été certainement accueilli.

lois et décrets constituant à ce jour le statut spécial à la Champagne ; ces dernières sont aiguillées par le Commissaire du Gouvernement vers le Ministre, qui, seul, a pouvoir pour prendre la décision (art. 5, alin. 3). Or, s'il est normal que les intéressés ne puissent aller « *contra legem* », par contre il est anormal que le Ministre s'en accorde le droit, il y avait là un lapsus juridique grave.

Section II. — CRÉATION DU COMITÉ INTERPROFESSIONNEL PRINCIPES DIRECTEURS

Le COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DU VIN DE CHAMPAGNE constitue la dernière mûe de l'organisation champenoise. Il apporte avec lui un cadre qui, peut-être, n'est pas définitif, qui sans doute même évoluera sensiblement dans l'avenir, mais qui représente, c'est certain, les derniers perfectionnements du moment.

Le texte de base est intervenu sous la forme d'une loi, la loi du 12 avril 1941 ; cinq mois après le décret du 8 septembre 1941 en précise les conditions d'application.

Dans quelles conditions s'est effectuée la genèse de cette loi ? Sans doute est-ce sur les prescriptions gouvernementales que ses éléments furent mis à l'étude, puisqu'il s'agissait, aux termes des directives nouvelles de l'économie, d'organiser chaque branche de l'activité économique dans le cadre de la profession. Or, dès novembre 1940, le Bureau de Contact et les dirigeants de la Viticulture champenoise donnaient leur adhésion spontanée à ces directives et entraient sans plus tarder en contact avec le Ministère de l'Agriculture. De ces entretiens se dégagèrent les grandes lignes de l'organisation qui devait finalement intervenir.

C'est sur ces entrefaites que le « Bureau National de Répartition du Champagne » avait été créé ; mais il restait entendu dans l'esprit de ses promoteurs qu'il ne s'agissait là que d'une forme de passage. Les travaux furent donc repris par les dirigeants du Bureau National, qui n'étaient

autres, nous l'avons vu, que les représentants des organisations du commerce et de la propriété. A leur tête, citons tout particulièrement M. Robert-Jean de Vogüé, secrétaire général du Groupement Syndical des Négociants en Vins de Champagne de la région d'Epernay, ancien secrétaire de la « Commission de Châlons » et ex-délégué du « Bureau de Contact » ; pour les seconds, M. Doyard, l'actif secrétaire du Syndicat Général des Vignerons de la Champagne délimitée, sur la brèche depuis 20 ans pour défendre les intérêts du vigneron champenois, et qui, l'on s'en souvient, rédigea le rapport présenté à la Commission de Propagande et de Défense, devenu le fameux décret-loi du 28 septembre 1935.

Ce sont ces mêmes dirigeants qui vont jouer un rôle actif dans la rédaction de la loi du 12 avril 1941. Dès janvier, le texte d'un avant-projet, rédigé sur la demande du Ministre de l'Agriculture, fut diffusé aux ressortissants du Bureau National aux fins de les tenir au courant des travaux en cours et recueillir commentaires et suggestions. Le texte finalement retenu par le Ministre ne devait que peu s'éloigner des termes de ce premier projet.

En ce qui concerne le titre à donner à l'organisation, plusieurs vocables avaient été mis en avant : les mots de « Famille champenoise » et « Communauté champenoise », un instant envisagés, évoquaient un caractère uniquement culturel au milieu de préoccupations au premier chef économiques ; ils font penser par association d'idées à quelque nouveau paternalisme, voire aux conceptions fouriéristes : c'est pourquoi l'accord s'était vite réalisé sur le titre de « Corporation du Champagne ». Mais, le Ministre attribuant au mot Corporation un sens restrictif excluant la notion interprofessionnelle, c'est finalement la dénomination de « Comité Interprofessionnel » qui fut retenue.

Sur les principes directeurs qui président à l'organisation nouvelle, l'exposé des motifs placé en tête de la loi se montre plutôt avare ; il se borne à présenter le Comité comme le résultat et le terme de l'évolution organisatrice

de ces dernières années, laquelle permet à juste titre de considérer les Champenois en « précurseurs », il donne enfin un raccourci de la construction qu'il met sur pied. Mais, ces principes, l'analyse du contenu de la loi et la connaissance de la pensée de ses initiateurs permettent de les dégager sans peine. Ainsi apparaissent les 4 caractères généraux suivants :

1. Autonomie de l'organisation champenoise.
2. Notion interprofessionnelle.
3. Maintien des rouages syndicaux.
4. Principe d'autorité.

I. — Autonomie de l'organisation champenoise.

Si l'on se reporte au début de la loi, on peut être étonné en effet de n'y trouver aucune référence à la loi du 16 août 1940, pas plus qu'à la loi du 2 décembre 1940.

En ce qui concerne la première, l'oubli se justifie facilement ; on sait que de cette loi procèdent les quelque 200 Comités d'Organisation créés depuis l'Armistice, mais son titre indique dès l'abord qu'il s'agit de l'organisation de la production industrielle, et l'article 2 précise : « il sera créé dans chaque branche d'activité industrielle et commerciale, dont la situation rendra cette création nécessaire, un Comité d'Organisation ». Or, si large que puisse être une interprétation, elle ne pouvait permettre de doter d'un Comité d'Organisation la production champenoise dans la mesure où celle-ci n'est pas purement industrielle et commerciale.

Il a été dit, il est vrai, plus haut, que le négociant en vins de Champagne pouvait être considéré en bonne analyse comme un fabricant, mais un Comité d'Organisation de la seule « industrie » du Champagne aurait été la plus mauvaise des solutions et n'aurait résolu en tout cas que la moitié du problème ; c'eût été en même temps nier les efforts constructifs de ces dernières années et prononcer une véritable séparation de corps entre la propriété et le commerce.

Qu'est-ce en effet que la production du Champagne ? Elle n'est pas de ces industries qui procèdent de la matière première, extractives, transformatrices ou productives d'énergie, elle est d'une autre famille, qui forme un camp délibérément à part, et que l'on a appelé « industries agricoles ». Ces industries se reconnaissent à un trait commun, qui permet en même temps de les définir : elles forment cycle avec une production agricole correspondante. Ainsi l'industrie sucrière et la betterave, la minoterie et le blé, l'industrie fromagère et le lait, de même le Champagne et la vigne champenoise.

Il apparaît donc que la production du Champagne, industrie agricole, ne pouvait se désolidariser de son stade agricole ; c'est pourquoi le législateur, suivant les précédents déjà institués en ce domaine, s'est orienté vers une organisation fondée sur une loi indépendante, écartant par là-même toute filiation avec la loi du 16 août 1940.

Mais, étant donné ces conditions, l'absence dans la loi créant le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne d'une référence à la loi du 2 décembre 1940 est propre à retenir l'attention.

Cette loi, comme la précédente, émerge de la législation-fléuve de ces dernières années, elle institue en effet la Corporation Paysanne. Or, le vigneron champenois n'est-il pas lui aussi un homme de la terre au même titre que le paysan des champs, ne vit-il pas en village et n'est-il pas pareillement indépendant ? S'il en est ainsi, pourquoi alors ne pas avoir tout de suite institué un syndic dans chaque village vigneron et n'y avoir pas créé un syndicat corporatif ? Cette organisation corporative de base une fois créée, il eut suffi de l'articuler avec l'organisation du commerce. Or, on n'a même pas consulté la Commission Nationale d'Organisation Corporative Agricole ; l'ayant fait, on eut certainement évité de créer cet îlot dans l'organisation d'ensemble.

En fait, le cas de la Champagne n'est pas resté isolé, car la même ignorance de la loi du 2 décembre 1940 s'est

manifestée 4 mois plus tard à l'occasion des lois qui, au « Journal Officiel » du 13 août, instituent : 1) le Groupement Interprofessionnel des Fleurs et plantes à parfum ; 2) le Groupement National Interprofessionnel linier ; 3) le Groupement National Interprofessionnel de la production betteravière et des industries de transformation de la betterave.

Dans le journal « Syndicats Paysans » du 1^{er} septembre 1941, Louis Salleron écrit : « Les lois récentes qui viennent d'être publiées au « Journal Officiel » sont véritablement incompréhensibles. Que des groupements interprofessionnels soient constitués pour le lin, pour la betterave, pour les plantes à parfum en dehors de l'organisation corporative agricole constitue un mystère que nous ne nous chargerons pas, pour notre part, d'éclaircir. Voici des textes signés par le Ministre, auteur de la loi du 2 décembre, et qui violent cette loi fondamentale. Voilà des textes auxquels n'a pu être étranger le Secrétaire Général à l'Agriculture, et qui contredisent expressément l'interprétation qu'il a donnée lui-même de la loi du 2 décembre. Le mystère est d'autant plus inquiétant que les Groupements interprofessionnels touchent à l'essentiel des intérêts agricoles ».

Ce que Louis Salleron écrivait au lendemain de la parution des trois lois en question, il l'eût aussi bien dit à propos du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, car l'hypothèse est en tous points la même.

Le problème s'éclairera d'une meilleure lumière une fois abordée l'étude du second caractère, qui se situe dans la notion interprofessionnelle.

D'autre part anticipons sur le prochain chapitre en annonçant que, 15 mois après la loi du 12 avril, le syndicalisme vigneron champenois s'est intégré solennellement dans la Corporation Paysanne. L'anomalie, la déviation originaire, se trouve donc, selon toutes apparences, à présent réparée.

2. — *La Notion Interprofessionnelle.*

Il n'est pas toujours édifiant de chercher ce que recouvrent les mots, car cette recherche s'accompagne le plus souvent d'une déception : sous un nom en apparence riche de signification, on s'étonne de trouver, sinon peu de matière, du moins une matière imprécise et vague. Ainsi en est-il de « Corporation ». Ce mot universellement employé aujourd'hui pour désigner l'ancienne association qui groupait maîtres et ouvriers d'un seul et même métier, peut en outre désigner aussi bien, au gré de chacun, la collectivité constituée par les ouvriers seuls (« Corporation des Ouvriers tonneliers et cavistes de Reims » par exemple) ou bien celle constituée par les patrons seuls (titre de « Chambres Corporatives du Commerce en Gros des Vins et Spiritueux » donné à de nombreux Syndicats de Négociants en Vins), ou bien encore la réunion dans un organisme plus vaste de plusieurs professions ou métiers d'une même branche, incluant chacun syndicat patronal et ouvrier ; c'est dans ce dernier sens qu'existent les corporations italiennes.

On ne voit pas pourquoi, dans ces conditions, le Ministère, s'agissant du cas particulier Champagne, a trouvé le terme de Corporation « trop restrictif et excluant la notion interprofessionnelle » ; pour notre part, nous le trouvons au contraire trop complaisant, parce que trop facilement sollicité pour recouvrir des contenus différents.

Quoiqu'il en soit, reste à définir l'interprofession.

En fait, c'est la définition de la profession qui va nous livrer celle de l'interprofession.

Les dictionnaires ne nous apprennent rien en énonçant que la profession c'est le métier, l'état que l'on exerce. Par contre, il semble que l'on puisse donner au mot une acception large et une acception étroite : 1° Au sens large le mot correspond à la question posée à un individu quelconque à qui on demande : quelle est ta profession ? C'est le sens « carte d'identité ». Le législateur l'emploie à l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1941 quand il dit : « Il est

créé un Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne auxquels sont intéressées les professions ci-dessous énumérées... ». Dans cette énumération, être caviste, ouvrier vigneron, constitue une profession au même titre que d'être négociant en vins de Champagne ou vigneron. Ici profession ne signifie pas activité d'un producteur indépendant, mais activité tout court normalement exercée, d'une façon dépendante ou indépendante, non évidemment l'opération elle-même, mais la relation instituée entre sujet et choses ; c'est métier sans doute qu'il faudrait dire là en donnant à ce mot son sens plein. En tout cas, si l'on tient à « profession », il suffirait de la réunion des patrons (négociants) et personnel (caviste), constituant par conséquent un seul et même stade d'une production commune, pour constituer à elle seule une interprofession. 2° Mais dans son sens plus précis, qui est le bon, la profession est précisément cette réunion des patrons et des ouvriers d'une même catégorie d'entreprises considérées comme formant une entité de production. C'est là, quant à nous, le sens le plus exact ; il en résulte, par exemple, que le commerce des vins de Champagne (négociants) constitue une « profession » homogène qui inclue des « catégories » : les patrons, les cavistes, les employés de commerce du Champagne.

Il apparaît donc, finalement, que pour constituer une interprofession, il faut réunir plusieurs compartiments constituant autant de professions distinctes, autant de « corps ».

S'il nous a fallu, d'ailleurs, ce détour pour définir la notion en examen, c'est que la doctrine générale de l'organisation nouvelle n'existe pas, ou tout au moins ne préexiste qu'inconsciemment à sa création : c'est au fur et à mesure que se posent pratiquement des problèmes de structure, que les principes directeurs se dégagent, avec des imprécisions de contours qu'il faut éclairer d'une meilleure lumière.

En fait, ce n'est pas le pur hasard qui réunit en un groupe plusieurs professions, car il y a des familles na-

turelles de professions. Ce qui constitue ici la parenté c'est, de deux choses l'une, ou bien le produit ou bien la nature de l'opération. Dans le premier cas, il y a groupement par cycle (association par contiguité), c'est-à-dire réunion des professions qui constituent l'une après l'autre un stade de l'élaboration d'un même produit.

Dans le second cas, le produit ne sert pas de lien, c'est la nature de l'activité qui est considérée : il y a groupement par branche (association par ressemblance), exemple : ensemble des entreprises de caractère artisanal, quelque soit le produit à l'élaboration duquel elles participent. Le groupement par cycle est souvent appelé groupement vertical et le groupement par branche groupement horizontal.

Dans ces conditions, de quelle méthode s'inspire l'économie nouvelle ? Dans le secteur industriel et commercial (loi du 16 août 1940), le législateur dote d'un Comité chaque « branche d'activité », mais sans définir au préalable ce qu'il entend par branche. Dans ces conditions, le groupement a été purement empirique, certains Comités d'Organisation organisent des professions isolées, d'autres visent des groupes de professions, mais réunies suivant des critères d'une grande diversité : finalement, ces lignes de séparation et leur assemblage composent de l'organisation de l'économie un véritable habit d'arlequin.

Par contre, dans le secteur agricole, « semble » présider un ordre plus harmonieux. Si l'on s'en rapporte en effet au plan, on y trouve la parfaite ordonnance d'un jardin à la Le Nôtre, mais en réalité, nous l'avons vu plus haut, les déviations existent, qui déparent déjà cette ordonnance.

La pièce maîtresse est constituée par la CORPORATION PAYSANNE (loi du 2 décembre 1940) ; elle se présente comme le groupement horizontal unique du stade de base des diverses branches de la production agricole. Elle est donc, par définition, indifférenciée, en ce sens que son organisation s'étend à tous ceux qui vivent des produits du sol,

que ce produit soit le blé, le lait, la vigne, le lin, l'olive ou la betterave.

Pourtant, les producteurs d'une denrée déterminée ont des intérêts communs, non à l'encontre des autres producteurs agricoles, mais à l'encontre des industriels et commerçants qui greffent leur cycle de production sur ce produit. C'est pourquoi, d'ailleurs, s'étaient depuis longtemps créées des associations spécialisées ; nous citerons parmi les plus actives : l'Association des Producteurs de Blé, la Confédération des Planteurs de Betteraves, la Confédération Générale des Vignerons ; quant au Syndicat des Vignerons de la Champagne délimitée, il répond dans son secteur particulier au même type d'organisation spécialisée.

Suivant la loi du 2 décembre 1940, ces associations sont intégrées dans la Corporation Paysanne, mais réapparaissent comme « Groupements Spécialisés de la Corporation » (art. 13) à titre de simples « formations » particulières de l'ensemble, sans qu'il leur soit reconnu de personnalité morale. Ces groupements spécialisés ont uniquement pour but de permettre une articulation verticale, ou en hauteur, avec les professions non agricoles qui utilisent ce produit.

Ainsi s'éclaire la construction de l'ensemble.

Nous citerons deux textes. D'abord l'article 15 de la loi du 2 décembre 1940 : « Dans les Comités Interprofessionnels, provisoires ou non, qui se rapportent à des productions agricoles, les groupes spécialisés représentent l'organisation agricole syndicale corporative ».

D'autre part, parlant de la nécessité d'un organisme d'ensemble pour surplomber le marché d'un produit, M. Préaud, secrétaire général à l'Agriculture, s'exprimait ainsi : « Pour assurer le bon ordre d'un marché, il faut établir et maintenir une discipline qui soit commune aux producteurs et à ceux qui achètent les produits : elle est ainsi de caractère interprofessionnel et sa nécessité s'impose avec une particulière clarté entre les producteurs agricoles et les industries dites agricoles qui réalisent le

premier stade de transformation ou de conditionnement des produits. A côté de l'organisation corporative agricole, qui est représentée par son groupe spécialisé, il y a donc lieu de constituer, dans le domaine de telle ou telle production, un Comité Interprofessionnel, associant les agriculteurs, les commerçants et les industries intéressées ».

C'est dans ce plan que prennent place, dans l'ordre chronologique, les organismes suivants :

Comité Central des Groupements Interprofessionnels laitiers, loi du 27 juillet 1940.

Comité Central des Groupements Interprofessionnels forestiers, loi du 13 août 1940.

Office National Interprofessionnel des Céréales (ONIC), successeur de l'Office du Blé, loi du 17 novembre 1940.

Groupement Interprofessionnel de l'Olive, loi du 31 décembre 1940.

Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, loi du 12 avril 1941.

Groupement Interprofessionnel des Fleurs et Plantes à Parfum, loi du 13 août 1941.

Groupement National Interprofessionnel linier, loi du 13 août 1941.

Groupement National Interprofessionnel de la Betterave, loi du 13 août 1941.

Les trois premiers, créés avant la loi du 2 décembre, ont trouvé d'eux-mêmes, par la suite, leur raccordement par la base à la Corporation Paysanne. En ce qui concerne les suivants, nous n'examinerons que le cas particulier Champagne.

Il est évident que la singularité que constitue le défaut d'articulation à l'organisation corporative agricole, rompt l'unité de cette dernière, conçue comme devant être « d'un seul tenant ». Mais cette attitude était, à notre sens, provisoirement excusable pour 2 raisons :

1) La première résulte de ce que les Champenois ont une intéressante expérience d'organisation derrière eux,

menée par des organismes que l'on n'a pas voulu découronner, et qui justifie une certaine allure d'indépendance, non seulement vis-à-vis des autres producteurs agricoles, mais vis-à-vis des autres familles vinicoles.

2) Les groupements spécialisés prévus à l'article 13 de la loi du 2 décembre ne fonctionnent qu'à l'échelon national, or ici nous sommes dans un cadre plus restreint même que la région et au surplus dans un secteur très particularisé, en raison du débouché auquel il s'adresse.

3. — *Maintien des rouages syndicaux.*

Plusieurs solutions étaient possibles à l'égard des groupements syndicaux existants. Une première attitude eut consisté évidemment à les supprimer en confiant au Comité le soin de les remplacer purement et simplement. Une seconde attitude eut été de les tolérer seulement, le Comité se tenant alors non à leur place, mais à côté d'eux. Une troisième attitude consistait enfin à les reconnaître comme tels et à les intégrer dans l'organisation, le Comité se tenant alors au-dessus d'eux comme une sorte de supérieur hiérarchique.

C'est cette dernière solution qui était seule viable pratiquement. On conçoit, en effet, que c'eût été une gageure que de vouloir atteindre directement et sans intermédiaires la masse hétérogène des vignerons, négociants et membres des autres catégories du cycle champenois ; au surplus, on ne pouvait se passer des groupements professionnels en question sans nier d'un seul coup leur rôle constructif de ces dernières années.

Pour apprécier la position du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, il convient de s'élever de nouveau à un point de vue général. Si l'on considère en effet la loi du 16 août 1940, relative à l'organisation de la production industrielle et commerciale, il semble qu'elle envisage une opération en deux temps dont elle-même ne constitue que le premier temps. Elle prévoit, en effet, à titre provisoire et jusqu'à l'établissement d'un cadre défi-

nitif, un Comité d'Organisation dans chaque branche d'économie. Ce Comité a pour mission de faire le recensement des entreprises, de leurs moyens de production, des stocks, de la main-d'œuvre, tout en expédiant les affaires courantes, c'est-à-dire les difficultés qui résultent du bouleversement économique actuel. Ce faisant, il ne fait que préparer le second temps, c'est-à-dire le moment où, sa tâche accomplie, il fera place à un groupement vraiment animé par les professionnels.

Or, l'organisation des branches de production agricoles ne suit pas le même processus, ici on brûle le premier temps et on dote d'un seul coup les organismes créés de leur armature professionnelle.

Les avantages de cette situation sont évidents. Dans le premier cas, en effet, on a coiffé chaque profession d'un Comité d'Organisation, sans regarder souvent sur quoi on posait. Or, on a posé bien des fois à côté de l'armature existante, les syndicats ont été oubliés. La plupart du temps, une dualité en est résultée entre le Comité et l'organisation syndicale, d'où un malaise et une cristallisation autour des anciens organismes et à leur seul profit.

Au contraire, dans le cas qui est celui de la Champagne, nous constatons que cette opposition à la nouvelle organisation est éliminée dans la mesure exacte où celle-ci prend ses supports sur les syndicats.

C'est pourquoi, loin de les supprimer, ou d'en créer de nouveaux à la place, on a gardé les matériaux existants. Nous examinerons d'ailleurs dans le prochain chapitre si le syndicalisme d'avant-guerre est capable de s'intégrer sans de profondes modifications dans l'ordre professionnel nouveau. Ce qui est à retenir pour l'instant, c'est que, malgré la différence profonde de nature qui sépare le Comité et les Syndicats, l'existence du Comité, bien loin de menacer celle des Syndicats professionnels, la renforce. Nous verrons que jamais leur rôle n'a été plus utile et plus en vedette qu'aujourd'hui.

4. — *Principe d'autorité.*

En donnant ce titre au quatrième principe directeur de l'organisation du Champagne, nous nous proposons de souligner le caractère suivant :

Le Comité Interprofessionnel n'organise pas une sorte de démocratie du Champagne, dont le Conseil Interprofessionnel serait le Parlement et le Bureau exécutif le Gouvernement ; en d'autres termes, l'autorité ne vient pas d'en bas mais d'en haut, seule la confiance vient d'en bas.

Ces formules méritent un commentaire. En effet, on aurait pu concevoir, par exemple, un vote individuel des membres de la communauté champenoise ou, au second degré, de leurs syndicats, appelés à élire les dirigeants de leur Comité ; mais il eut été impossible que cette élection soit purement et simplement un choix, une discrimination du plus apte, et ne soit pas en même temps la délégation d'un pouvoir, le transfert d'une sorte de souveraineté, les intéressés aliénant au même moment à son profit une partie de leur liberté économique. On aperçoit les conséquences de ces principes, à savoir une sorte de mandat conféré par ses membres au Comité et inversement une responsabilité de ce dernier vis-à-vis de ses mandants. Or, si l'on connaît les dangers en matière politique de l'organisation d'une collectivité édifiée sur cette base, à plus forte raison en matière économique la question est plus hasardeuse encore.

En effet, la vie économique n'est pas basée sur le principe d'égalité, mais sur celui de la différenciation des valeurs individuelles, qu'exprime l'inégale répartition de la propriété privée. Par transposition, une organisation donnée à cette vie économique ne peut être construite que sur le principe de capacité. Il se résume dans l'adage ancien : « Non numerantur sed ponderantur ».

On comprend mieux dans cet esprit la position des membres du Bureau exécutif, ainsi que des délégués généraux : ils tiennent leurs attributions non des Syndicats

mais de la loi et du ministre. Et, pour refléter plus précisément notre pensée, on ajoutera une nuance à cette nouvelle proposition : somme toute, le pouvoir de ces dirigeants leur vient avant tout d'eux-mêmes, en tant qu'ils sont l'expression (et non les mandataires) de la Communauté. Car il est vrai que le groupe, la Communauté en tant que groupe, doit détenir un pouvoir propre. Le groupe est un fait, c'est la transposition de ce fait sur le plan du droit qui le transforme en ordre juridique autonome.

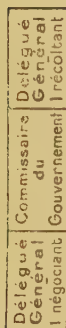
Considéré sous cet éclairage, l'intervention de l'Etat n'est dans un certain sens qu'une reconnaissance institutionnelle, et l'attribution de pouvoirs par le législateur nous apparaît plus déclarative qu'attributive. Ce point de vue sera à retenir quand nous examinerons le pouvoir réglementaire du Comité et ses rapports avec l'Etat. A notre sens, on ne saurait nier un certain droit de la Communauté à disposer d'elle-même, dans les limites évidemment où l'ordre de l'Etat n'en est pas troublé ; partant, on ne saurait nier au Comité Interprofessionnel un véritable pouvoir de décision autonome.



A présent que se trouvent dégagés les principaux caractères généraux du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, et avant d'entrer dans l'étude concrète de l'organisation, une remarque :

Ce serait participer à une illusion que de croire que le Comité, tel que l'a mis en place la loi du 12 avril 1941, est une œuvre sans reproche et définitive. Au contraire s'agit-il, en même temps que de décrire ses différents organes, d'exercer sur leur agencement un esprit critique rigoureusement neutre. Au surplus, il importe, non tant d'apprécier si l'architecture de l'organisation mise sur pied est harmonieuse en ses proportions, mais de révéler en fin de compte si elle répond aux buts poursuivis et aux données proprement champenoises.

**Schéma de l'organisation
du Comité Interprofes-
sionnel du vin de
Champagne, telle qu'elle
ressort de la loi
du 12 Avril 1944.**



Syndicat du
Commerce
des Vins
de Champagne

A S N C

G S N

G S N

G S N

A S N

AGM



Pallions

Turbouchage

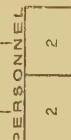
Bouchons

Imprimeurs

Bouteilles

Caisses

Transports



Ouvriers
Cavistes
Epernay

Ouvriers
Cavistes
Reims

Ouvriers
Vignerons



COMITE
NATIONAL
DES
PROFES-
SIONNELS
CHAMPAGNOIS

ASSOCIATION
DES
PROFES-
SIONNELS
DES
COURTIER



SYNDICAT
GÉNÉRAL
DES VIGNERONS

ASSOCIATION
VITICOLE
CHAMPAGNOISE

COMITE
DES COOP
DE
VINIFICATION

CHAPITRE II

SYNDICALISME ET GROUPEMENTS DE BASE

Le schéma de la page précédente donne une image de la structure du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne ; cette structure apparaît sous la forme d'une construction en pyramide.

Evidemment, on peut penser ce que l'on veut de l'engouement manifesté par les juristes pour ces figurations « architecturales ». De fait, toute étude concernant un Comité ou une organisation du Droit nouveau s'illustre d'un croquis détaillé de son armature ou de son compartimentage !

Pour l'objet présent, notre figuration n'a pas un caractère aussi conventionnel qu'on pourrait le penser, et nous ne l'adoptons pas pour la seule vertu de sa commodité. Nous défendant de vouloir trop styliser, nous exprimons le fait d'une hiérarchie établie entre des échelons qui sont à l'image de couches superposées, d'autant plus concentrées que l'on s'approche du sommet. La base la plus large n'est autre que l'ensemble des quelque 50.000 professionnels de toutes catégories qui vivent du Champagne, tandis qu'au sommet le Délégué général du Commerce, le Délégué général de la Propriété et le Commissaire du Gouvernement couronnent l'édifice de leur trinité. Entre les deux s'intercalent : au premier étage les Groupements de Base, au second le Conseil Interprofessionnel et au troisième le Bureau Exécutif. Nous allons dans ce chapitre essayer d'explorer le premier étage.

L'article 2 de la loi du 12 avril 1941 est rédigé ainsi qu'il suit :

Article 2. — Les décrets pris en application de la présente loi détermineront les organisations professionnelles existantes ou à créer, qui, réunissant les membres des professions visées à l'article 1^{er}, constitueront les Groupements de Base du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne.

L'idée qui inspire cette disposition est d'une grande simplicité ; le Comité, aux termes de l'article premier, réunit un certain nombre de professions ; mais une profession, c'est une constellation d'individus qu'il ne peut atteindre directement au risque de s'émietter lui-même, aussi s'adresse-t-il aux organismes qui sont, par nature, le résumé, la synthèse de ces professions. En d'autres termes, il s'adresse au contenant pour atteindre le contenu.

Faisant suite à la loi du 12 avril, le décret d'application énonce en son article premier :

Art. 1^{er}. — Les organisations professionnelles visées aux articles 1^{er} et 2 de la loi du 12 avril 1941, portant création du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, et constituant les groupements de base du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, sont les suivantes :

a) pour les propriétaires récoltants :

Le Syndicat Général des Vignerons de la Champagne délimitée.

L'Association Viticole Champenoise.

Le Groupement des coopératives de vinification de la Champagne délimitée.

b) pour les négociants :

Le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne.

L'Association syndicale des Négociants en Vins de Champagne.

Le Groupement syndical des Négociants en Vins de Champagne de Reims et de la région.

Le Groupement syndical des Négociants en Vins de Champagne d'Épernay et de la région.

c) pour les agents de vente :

Le groupement corporatif des agents du commerce du Vin de Champagne.

d) pour les établissements industriels ou autres spécialisés dans la fabrication ou la fourniture des marchandises accessoires :

Le Syndicat des Industries annexes de Champagne.

Le Syndicat des fabricants de bouchons de la Marne.

- Le Syndicat des Fabricants de paillons.
- Le Syndicat des Imprimeurs de la Marne.
- Le Syndicat des Transporteurs.
- Le Groupement des Verreries mécaniques.
- Le Syndicat des Caissiers de la Marne.
- e) pour le Personnel utilisé par les récoltants ou négociants manipulant dans leurs entreprises :
 - Le Syndicat des ouvriers cavistes et parties similaires de Reims et de la région.
 - Le Syndicat des ouvriers cavistes et parties similaires d'Epernay et de la région.
 - Le Syndicat des ouvriers vignerons de la Champagne délimitée.

On remarque que les Groupements de Base ainsi désignés sont tous des Syndicats, à l'exception de l'Association Viticole Champenoise et du Groupement des Coopératives, qui sont des associations de la loi de 1901.

Avant d'en venir aux points d'arrivée de l'évolution récente, et pour y conduire, il convient d'étudier d'importantes questions générales que nous grouperons en trois points : 1) Différence de nature entre Syndicat et Comité ; 2) Régime Syndical ; 3) Rôle des Groupements de Base dans le Comité.

1. — *Différence de nature entre Syndicat et Comité.*

Cette différence de nature est fondamentale. Si nous mettons en avant cette idée, c'est que certains esprits, partant d'une vue superficielle des choses, inclinent à penser qu'il eut suffi, au fond, de réunir tous les Syndicats intéressés et de monter un Syndicat de Syndicats, ou encore une Fédération de Syndicats. Ces esprits avisés auraient fait volontiers l'économie du Comité Interprofessionnel, le considérant comme un organisme inutilement nouveau et d'un type inusité jusqu'à aujourd'hui, alors qu'au contraire l'instrument syndical est depuis longtemps rodé, est entré dans les habitudes, a fait ses preuves ; il eut donc suffi de le rendre obligatoire et d'amplifier son cadre.

Il faut répondre à ces vues que le Comité n'est en au-

cune manière un Syndicat de Syndicats, qu'au surplus la profonde différence de fonction qui, même à présent, les sépare, empêche soit de les confondre, soit de penser que l'un puisse faire double emploi avec les autres.

On sait aussi qu'à côté de cette thèse, qui intègre ou confond l'organisation nouvelle dans le syndicalisme, une autre est possible qui consisterait à dissocier complètement les deux structures.

Suivant cette dernière tendance, il faudrait faire deux parts distinctes dans les intérêts des diverses catégories professionnelles en présence : les intérêts antagonistes et les intérêts communs ; la défense des premiers ressortirait exclusivement au syndicat, qui, par ailleurs, ne saurait sans renier sa véritable raison d'être, sans « mettre d'eau dans son vin » dirons-nous familièrement, s'occuper des seconds ; c'est cette tâche qui reviendrait à une organisation d'une autre nature.

C'est à peu près l'opinion de M. le Professeur Teitgen, quand il écrit (1) : « Il y a des intérêts antagonistes qui pour être « tels n'en sont pas moins légitimes et qui doivent donc trouver « expression dans des organismes antagonistes. Il serait à la « fois vain et injuste de leur dénier ce droit sous prétexte qu'il « existe par ailleurs entre ces mêmes antagonismes et en dépit « de leurs oppositions une réelle communauté d'intérêts qui exige une certaine collaboration. Et, de même, il serait vain et injuste de repousser toute collaboration sur le plan des intérêts « communs sous le prétexte de mieux assurer une action revendicative. L'une des deux tâches ne peut préjudicier à l'autre « que si l'on prétend charger précisément de l'une et de l'autre « les mêmes organes. Il suffit au contraire de spécialiser l'organisme à sa fonction pour que cette difficulté disparaisse ».

C'est ce point de vue qui, il faut le reconnaître, a guidé implicitement les promoteurs du Comité des Pêches Maritimes ; ce dernier constituait il y a quatre ans une singulière innovation et continue de susciter la curiosité : délibérément il ne s'occupe pas des Syndicats, mais regroupe parallèlement les individus et les entreprises intéressés dans une vaste association de la loi de 1901, douée de pouvoirs étendus.

(1) Droit social, 1938, page 282.

Quoiqu'il en soit, c'est aller trop loin, quant à nous, que de creuser un fossé entre Syndicats et organisation globale, et la différence de nature telle que nous l'envisagerons dans un instant, n'aboutit pas à cette conclusion rigide. Aussi bien semble-t-il d'un esprit étroit de toujours considérer les Syndicats comme des organismes de pure défense, et même d'antagonisme, il ne faut pas se résigner à juger le syndicalisme sur ce qu'il a été jusqu'à ces récentes années, c'est-à-dire un syndicalisme de revendication. C'est lui donner un caractère purement négatif qui ne lui nuit que trop.

En réalité, il doit et peut avoir un rôle constructif.

Lorsque, revenant au C.I.V.C., nous voyons ces mêmes Syndicats institués Groupements de base de l'organisation nouvelle, il nous vient que la différence de nature qui les sépare, en bonne analyse, ménage entre les deux une harmonieuse liaison. Ce qui peut se formuler ainsi : Comité et Syndicats sont sur des plans différents, l'un ne remplace pas l'autre, le Comité est sur le plan de l'*action économique et interprofessionnelle*, les Syndicats de base sur celui de la *représentation professionnelle*.

C'est donc cette différence de fonction qui les situe l'un par rapport à l'autre. Au premier appartient la fonction de traduire, d'exprimer, de dégager les règles qui constitueront l'hygiène particulière convenant à la Communauté, par là de la diriger, de lui donner des impulsions et de les sanctionner d'une discipline. Or, à l'inverse, chacun sait que la notion d'autorité n'est pas de l'essence normale du Syndicat, car il n'a pas de pouvoir propre et ne s'appuie que sur l'adhésion volontaire à ses directives.

2. — Régime syndical.

Le moment est venu de répondre à la question posée à la fin du précédent chapitre : le syndicalisme champenois est-il capable de s'intégrer sans de profondes modifications dans l'ordre professionnel nouveau ?

Cette question est neuve et mérite une grande attention ; on aperçoit de suite qu'il s'agit là d'une équation à plusieurs inconnues dont les données tiennent, les unes à la physionomie particulière des syndicats champenois, les autres aux principes eux-mêmes.

Quant à ces derniers, on sait que les deux axes, piliers de notre droit syndical, étaient :

1° Le principe de représentation.

2° Le principe de liberté.

En vertu du premier, le Syndicat incarne l'intérêt général et le bien commun de la profession qu'il représente. Il est, en vertu de la loi, et devant toutes juridictions, l'organe « officiel » de cette profession (qualité pour défendre en justice non les intérêts individuels de ses membres mais les intérêts collectifs de tous les professionnels contre tout fait leur causant un préjudice direct ou indirect). Nous avons vu la jurisprudence reconnaître de bonne heure ce caractère représentatif aux Syndicats champenois, dès le début de leur lutte contre la fraude, c'est-à-dire bien avant que le législateur ne le fasse expressément par la loi de 1919.

Quant au second principe, il parle clairement de lui-même. C'est au nom de la liberté syndicale que jusqu'ici le négociant et le vigneron champenois pouvaient précisément boudier le syndicat, c'est-à-dire n'appartenir à aucun ; évidemment, une minorité d'indépendants farouches avaient traditionnellement usé de cette faculté de se suffire à eux-mêmes, pour ne pas démentir l'opinion qui veut que les Français n'aient pas le goût de l'association. Par contre, dans l'autre alternative, si le vigneron ou le négociant décide d'adhérer à un syndicat, possibilité lui est donnée de choisir celui qui lui plaira ; par là même, possibilité est ménagée à des syndicats concurrents de se créer, exprimant chacun leur tendance à l'intérieur de la même catégorie professionnelle.

Quel usage a-t-on fait en Champagne de cette liberté et quelle était à cet égard la situation à la veille de la loi du 12 avril 1941 ?

— Du côté vigneron, on s'accordait à reconnaître l'influence prépondérante du « **Syndicat Général des Vignerons de la Champagne délimitée** ». Nous avons vu, au cours de la 1^{re} partie, la part prise par lui dans la défense de la vigne et la lutte contre la fraude, on n'oublie pas son rôle particulièrement actif dans le fameux débat de la Délimitation.

Les délégués de ses 130 sections locales, mandatés à raison d'un représentant (ou une voix) par 50 hectares syndiqués, se réunissaient en Assemblée Générale deux fois l'an, la première fois au printemps, la seconde fois à la veille des vendanges. Ces deux manifestations annuelles revêtaient une grande importance, tous les champenois tournant alors leurs yeux vers les débats de ce Parlement vigneron, reflet véritable des tendances de la communauté viticole. Au-dessus de lui, et élu par lui, siégeait de façon régulière un Conseil d'administration de 25 membres. Enfin, parmi ceux-ci, s'est dégagé la personnalité active et attentivement écoutée du Secrétaire Général, grâce à des individualités marquantes, telles que Perrin Fils pour le passé et Maurice Doyard pour le présent.

Le Syndicat Général faisait-il cavalier seul du côté vigneron ?

En fait, il faut réserver une mention au « **Syndicat Agricole et Viticole d'Epernay** », mais pour observer qu'il n'est pas vraiment représentatif de la profession vigneronne ; en effet, fondé en 1896, ce Syndicat comprend, à côté des vignerons, nombre d'autres membres qui ne le sont pas (agriculteurs, propriétaires, jardiniers, horticulteurs) et se trouve simultanément ouvert aux Négociants en Vins de Champagne, ce qui ressort de l'art. 3 de ses Statuts. L'évolution qu'il a suivie depuis la dernière guerre l'a mené à une défense moins active des intérêts viticoles ; au lieu de tendre à devenir une tribune de représentation professionnelle, il est devenu un syndicat-boutique, fort absorbé dans la vente des engrais et autres instruments de culture. Pourtant, au rang de ses initiatives, on ne saurait oublier le rétablissement en 1927 de la Foire aux Vins d'Epernay.

A côté du Syndicat Général, mentionnons pour être complet l'existence de quelques syndicats indépendants de caractère local.

En résumé, prépondérance du Syndicat Général qui, tant pour le passé que pour son importance présente, méritait d'être considéré comme l'organisation la plus représentative.

— A la veille de la loi du 12 avril, comme aujourd'hui encore, il n'y avait pas d'unité syndicale du côté des Négociants ; quatre Groupements se partagent leur représentation. La répartition des quelque 200 Négociants entre ces organismes ne s'est pas faite au hasard, mais suivant une certaine affinité entre les Maisons et entre les problèmes, comme on va s'en rendre compte.

Le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne, dont le Siège Social se trouve à Reims, constitue, nous l'avons vu, le plus vieux de tous les groupements champenois ; fondé en 1882,

il a mené au premier rang le bon combat pour la défense du champagne contre la fraude et les difficultés économiques de toutes sortes. Il est composé d'un nombre assez restreint de membres, une trentaine environ, mais qui représentent les plus importantes Maisons ; c'est pourquoi on le désigne volontiers, pour le distinguer des autres, le « Grand Syndicat », ou encore le Syndicat de la Grande Bouteille.

A côté de lui, on trouve l'Association Syndicale des Négociants en Vins de Champagne qui, fondée quelques années avant la guerre de 1914, groupe surtout la moyenne et la petite bouteille. Tombé un peu en sommeil depuis lors, il s'est réorganisé en 1933, au moment le plus aigu de la crise champenoise, et a pris une part active au mouvement que nous avons décrit.

Mais, tandis que ces deux premiers Syndicats se meuvent presque exclusivement sur le plan économique, les deux autres répondent à une vocation différente et s'appliquent sur le terrain social à régler les rapports professionnels (conventions collectives avec le Personnel, salaires, etc...). Ce qui explique que de nombreux membres des premiers Syndicats font aussi partie de ces seconds, le Groupement Syndical des Négociants d'Épernay, le Groupement Syndical des Négociants de Reims.

Quels rapports ces Syndicats entretenaient-ils entre eux ? La double différenciation que nous venons d'énoncer d'une façon un peu schématique, appelle quelques réflexions.

Il est certain, d'abord, que l'existence d'un groupement spécialisé dans la défense des intérêts du Négociant à l'extérieur (terrain économique, fraude, rapports avec la Propriété) à côté d'un Syndicat spécialisé dans la défense à l'intérieur (terrain social et professionnel), ne se nécessite pas du point de vue logique, cette orientation est donc la suite de circonstances de fait, qu'il est sans intérêt de retracer.

Par contre, la dualité que représentent le Syndicat du Commerce et l'Association Syndicale a, nous l'avons dit, une autre signification.

Ici les affinités qui rassemblent, et inversement qui séparent, sont économiques. D'un côté seront les grosses Maisons, de l'autre les moyennes et petites Maisons.

A savoir si ces deux groupes ont vraiment des intérêts distincts.

Il est de fait que les grandes Maisons dont il s'agit s'adressent surtout, en temps normal, à l'exportation ; c'est sa Marque qui fait vendre la grande bouteille, le client mérite de participer à ce privilège moyennant un prix élevé. Par contre, ne s'adressant pas à ce débouché, les autres Maisons ne rencontrent pas les difficultés spéciales aux Maisons exportatrices, leurs préoccupations économiques ne sont pas celles des Maisons à prix élevé. Leur véritable débouché se trouve être le marché intérieur, sur lequel elles cherchent, moyennant le bon marché, à atteindre des couches de consommateurs plus larges.

Apparemment il n'y a donc entre les deux que différence de méthode, débouchés différents et complémentaires, l'un ne pouvant remplacer l'autre, pas plus qu'il ne saurait lui faire tort. Telle pourtant n'a pas toujours été l'opinion de certains, au sein du Grand Commerce. A leurs yeux, la petite bouteille nuit considérablement au « vrai Champagne », car en fait de qualité elle constituerait une prime de médiocrité susceptible d'engendrer bientôt un nivellement par le bas ; on ne peut « standardiser » le champagne, pensent-ils, ou bien il faudra renoncer à ce qui fait sa supériorité sur le mousseux ordinaire.

A la question de principe ainsi posée, nous aurions mille bonnes réponses, qui nous éloigneraient de notre objet. Mais nous devons signaler que le vent de cette querelle a passé dans le camp des Négociants. Et le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne s'est presque tout de suite fermé aux nouveaux éléments pour former une petite féodalité assez jalouse de sa prépondérance.

Fermons cette parenthèse.

Au fond, on se rend compte que le Droit syndical ancien entretenait entre ses deux principes de base une intime contradiction. Prenons en exemple la multiplicité syndicale dans le camp des négociants. Elle est le résultat de la liberté. Pourtant, observera-t-on, la profession n'est-elle pas une, par définition ? Or si l'on dit au même instant que le Syndicat du Commerce des Vins de Champagne incarne et représente pleinement la profession de négociant, mais que tout aussi bien la représente l'Association Syndicale, c'est que l'intérêt général de la profession serait divisible, que chacun des quatre syndicats de négociants le représenterait dans la mesure du nombre de ses adhérents, que finalement il représenterait : ses adhérents.

La jurisprudence, en cette matière, s'était elle-même rendu compte qu'elle ne pouvait admettre un principe sans abandonner le second, d'où un réseau savamment aménagé de solutions transactionnelles ou de circonstance.

Dans cette situation, si l'on se penche sur les textes instituant le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, on conviendra qu'ils ne se sont prononcés que d'une façon tout à fait elliptique sur le régime syndical

à adopter ; ils se bornent en effet à énumérer limitativement ceux parmi les syndicats qui sont promus au grade de Groupement de base.

Du côté des récoltants, le Syndicat Général est seul désigné à côté du Groupement des Coopératives et de l'Association Viticole Champenoise (groupement à finalité technique), mais cela ne signifie pas en soi-même un monopole, c'est la consécration du plus représentatif.

Par contre, du côté négociants, les quatre syndicats existants sont habilités ; mais pour le personnel, le Syndicat des Ouvriers Cavistes de Reims, celui d'Epernay et le Syndicat des Ouvriers vignerons (tous trois ex-Cégetistes) sont désignés à l'exclusion des syndicats d'autres tendances, qui pourtant existent. Concernant les autres catégories de l'Interprofession (agents de vente, diverses industries annexes, courtiers), on a reconnu l'organisation existante ou on en a suscité une lorsqu'elle n'existait pas.

Or, sans chercher dans les textes ce qu'ils ne contiennent pas, il est intervenu un ensemble de faits vers lesquels nous allons nous tourner à présent et où nous découvrirons les tendances d'avenir du régime syndical.

1° Aux termes des statuts que s'est donné, à la suite de la loi du 12 avril, le *Groupement des Agents*, l'exercice de cette profession est lié au fait d'appartenir à ce groupement, seul habilité par le Comité pour accorder la délivrance de la carte professionnelle obligatoire. Même obligation pour les *Courtiers et Commissionnaires* d'être agréés et affiliés par leur Syndicat Corporatif, récemment créé, lui aussi distributeur des cartes professionnelles. Par conséquent, l'exercice de ces deux professions (agent de vente, courtier ou commissionnaire) n'est plus possible dans l'isolement, il faut faire partie du syndicat unique qui la représente, tout en jouant le rôle de groupement de base.

2° Au moins aussi significatif que ces récents statuts est l'acte de législation interne par lequel, un an après sa constitution, le Comité Interprofessionnel décide l'établissement de cartes professionnelles et en régleme la

distribution. Ce texte en 26 articles intéresse tous ceux qui « vendent » la bouteille de Champagne : négociants-manipulants, négociants non manipulants, coopératives de manipulation (il n'en existe que cinq), enfin récoltants-manipulants (minorité de vignerons qui champagnisent leur propre récolte). Restent donc encore en dehors de cette réglementation les récoltants proprement dit et les vignerons-vigneronnants du type traditionnel, qui, eux, vont être adoptés au sein de la Corporation Paysanne (voir *infra*).

Pour en revenir aux premiers nommés, l'article 17 de la décision de mars 1942 prévoit que, pour avoir droit à la carte désormais indispensable pour exercer la profession, il faut appartenir obligatoirement à l'un des groupements de base de la catégorie considérée. Seuls n'y sont pas tenus les négociants non-manipulants (1), qui forment une minorité non réunie en syndicat et reçoivent leur autorisation directement du Comité. Quant à l'article 18, il prévoit l'intervention desdits groupements de base dans l'accomplissement des formalités de délivrance. La portée de ces dispositions est la suivante : l'affiliation au syndicat-groupement de base est obligatoire.

Væ soli...

3° Un fait nouveau est venu changer la face des choses dans le camp du syndicalisme vigneron, il s'agit de *l'intégration de la viticulture champenoise au sein de la Corporation Paysanne*.

On a dit plus haut, et en partie excusé, l'étonnement de premier abord manifesté devant l'indépendance de la loi du 12 avril à l'égard de celle du 2 décembre. Cette lacune est désormais comblée. Le Syndicat Général des Vignerons de la Champagne délimitée est devenu « Groupement Spécialisé de la Champagne Viticole » : ainsi les décors seuls sont changés et l'on reprend les mêmes acteurs. Les choses se sont passées de telle sorte qu'il n'y a pas rupture de continuité entre les deux, les syndicats corporatifs

(1) Voir *supra*, page 20.

locaux sont purement et simplement les anciennes sections locales du Syndicat Général ; et ce sont les statuts du même Syndicat Général qui, à peine modifiés, deviennent ceux du Groupement Spécialisé. Ici, une fois de plus, nos Champenois se singularisent :

a) Les groupements spécialisés prévus à l'article 13 de la loi du 2 décembre ne fonctionnent qu'à l'échelon national. Dans ces conditions, il ne devrait y avoir qu'un groupement spécialisé global réunissant toute la viticulture française, et qui, d'ailleurs, n'existe pas encore ; profitant peut-être de ce retard, nous voyons se former un groupement spécialisé, de cadre purement régional, pour les seuls viticulteurs champenois.

b) Parlant plus haut (1) des associations qui, telles l'Association des Producteurs de Blé, la Confédération des Planteurs de Betterave, telle aussi dans notre secteur particulier le Syndicat Général des Vignerons de la Champagne, défendaient des branches différenciées de l'agriculture, nous disions :

« Suivant la loi du 2 décembre 1940, ces associations « sont intégrées dans la Corporation Paysanne, mais réapparaissent comme « Groupements Spécialisés de la Corporation » (art. 13) à titre de simples « formations » parcellaires de l'ensemble, sans qu'il leur soit reconnu de « personnalité morale. »

Or, dans le cas présent, le Groupement Spécialisé de Champagne a des statuts qui sont ceux du Syndicat Général, modifiés pour la circonstance, il a la personnalité morale (2).

Cette situation spéciale peut s'expliquer par les circonstances suivantes :

En premier lieu, le fait que le Syndicat Général avait par la loi du 12 avril été habilité comme Groupement de base du Comité Interprofessionnel, avec charge de repré-

(1) *Supra*, page 75.

(2) Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la poursuite des fraudeurs, préoccupation de tous les instants, rend nécessaire la capacité juridique.

senter officiellement l'élément vigneron dans l'institution nouvelle, lui donnait des droits à continuer le rôle de rassemblement et d'encadrement qu'il menait par ses sections locales. Il eut donc été maladroit de dire : « Les sections locales du Syndicat Général n'existent plus, remplaçons-les par des syndicats corporatifs locaux et considérons le tout comme le groupement spécialisé Champagne ». C'eût été repartir à zéro. Il était plus équitable et plus habile de réaliser l'opération qui, commuant automatiquement le Syndicat Général en Groupement Spécialisé, le fait entrer en pelotons organisés, avec armes et bagages, au sein de la Corporation Paysanne. Ainsi, après avoir posé l'égalité : Syndicat Général = Groupement de base, on devait par la force des choses être amené à poser l'égalité : Groupement de base = Groupement spécialisé.

En second lieu, le Syndicat Général n'a pas boudé la Corporation Paysanne. De son propre mouvement, quelques jours seulement après le 2 décembre 1940, il s'était rendu compte du bien qu'on pouvait attendre de l'application des nouveaux principes d'organisation paysanne. Témoin les paroles de M. Doyard, secrétaire général du Syndicat Général, délégué général des récoltants au Comité Interprofessionnel, devant l'importante assemblée du 29 juillet 1942, au cours de laquelle le Syndicat Général s'est mué en Groupement Spécialisé : « Disons avant toute chose, et c'est là notre fierté, que c'est le Syndicat Général et votre serviteur qui, spontanément, de leur propre initiative et sans attendre aucune directive, ont organisé les deux premières réunions dans la Marne pour montrer aux agriculteurs et aux viticulteurs tout l'intérêt qu'il y avait à s'adapter à la loi du 2 décembre 1940, même dans des communes déjà particulièrement bien organisées au point de vue terrien. C'est en effet à Vertus, le 20 décembre 1940, et au Mesnil trois semaines après, que le secrétaire général demandait, à l'instar de ce qui s'était déjà fait sur le plan départemental, de fusionner tous les groupements terriens locaux en appliquant la loi du 2 décembre 1940... ».

En troisième lieu, quand il s'est agi pour la Corporation de parcourir tous les villages pour y constituer les syndicats corporatifs locaux, cette dernière a tenu le Syndicat Général à l'écart de ses démarches et un syndicat viticole spécialisé a été désigné dans chaque commune où cela était nécessaire : or il s'est trouvé, dans la Marne en particulier, que le choix des syndicats viticoles spécialisés, dans plus de 120 communes, c'est-à-dire presque la totalité, s'est porté sur le président de la section locale du Syndicat Général. Dans ces conditions, le Syndicat Général était nettement « indiqué ». De fait, à la date du 20 novembre 1941, il était invité officiellement à préfigurer le Groupement Spécialisé Champagne. Cette désignation a été confirmée le 13 janvier, puis le 3 mars, et enfin, définitivement, le 27 mai 1942.

Après cette consécration par la « Commission des Trente » du Comité Provisoire d'Organisation Paysanne, il ne restait plus au Syndicat Général qu'à modifier ses statuts, ce qui eut lieu à l'assemblée générale extraordinaire du 29 juillet 1942. Outre le changement de titre, la seule modification importante porte sur la composition du Conseil d'administration ; alors qu'il se composait de 25 membres élus par l'Assemblée générale, il en compte à présent 32, dont 20 élus par l'Assemblée et 12 désignés par la Corporation Agricole Régionale, mais sur proposition de l'Assemblée générale.

*
**

Au tournant où nous sommes arrivés de nos démarches, faisons le point, pour autant que nous avons pu distinguer le carrefour des routes possibles et celles qui ont été suivies. Le Syndicat tend à être obligatoire, il l'est par suite de statuts spéciaux ou de simples circonstances dans presque tous les secteurs champenois. Sera-t-il unique, monopolisateur ?

La loi du 12 avril 1941 consacre la multiplicité du côté négociant, puisque quatre syndicats sont simultanément

habilités. Par contre, du côté vigneron, elle ne prend en considération que le Syndicat Général. Et la transformation de ses sections locales en groupements spécialisés corporatifs ne change pas les choses, si ce n'est qu'elle accentue encore l'inégalité avec d'autres groupements syndicaux éventuels. En effet, ici, rien n'empêche d'autres syndicats que le Syndicat Corporatif d'exister, avec il est vrai un rôle comparativement réduit ; dans la mesure où il existait des concurrents du Syndicat Général, il leur est possible de continuer, en marge du groupement corporatif obligatoire, à exprimer leur tendance propre. Suivant ces principes, on peut simultanément être affilié au syndicat corporatif obligatoire, officiel (groupement de base du Comité), et adhérer à un syndicat indépendant, facultatif. Avec toutefois cette réserve, que la Corporation Paysanne peut à un moment ne plus tolérer ce syndicat indépendant. Il suffit alors, pour le dissoudre, d'une décision de l'assemblée régionale corporative, exprimant qu'il est devenu indésirable, comme menant une action nuisible à l'intérêt général de la profession.

On peut, semble-t-il, d'une façon assez exacte, condenser la tendance actuelle en Champagne par la formule suivante : tendre à l'unité syndicale dans chaque catégorie professionnelle, et ménager le caractère vivant et libre de cet échelon de base. Il est en effet possible de concilier d'une façon harmonieuse ces deux préoccupations qui paraissent à première vue contradictoires.

On accordera d'abord que le pluralisme syndical, du côté négociant comme du côté vigneron, constitue un éparpillement de forces que ne justifient pas pour les premiers des intérêts vraiment distincts, et qui pour les seconds, tendrait, l'expérience porte à y croire, à n'être qu'une lutte confuse et inutile de conceptions, de compréhensions et d'opinions. Ceci posé, on conviendra qu'il faut être intolérant quand il s'agit d'imposer une conception juste : si la profession du négociant ou celle du vigneron ne constitue pas une communauté suffisamment homogène, il faudra tout tenter dans la limite de ce qui est

psychologiquement possible pour en faire un bloc résistant.

Même préoccupation d'unité en ce qui concerne le personnel. On a dit que la reconnaissance au sein du Comité d'un seul syndicat pour les ouvriers vignerons, d'un seul pour les cavistes à Reims et à Epernay, forçait la main au profit de ces derniers ; or, il faut précisément approuver les promoteurs du Comité d'avoir renoncé à admettre la coexistence de délégués ouvriers de plusieurs tendances dans les commissions mixtes comme dans le Conseil Interprofessionnel, car c'eût été par là même provoquer un cloisonnement renforcé au sein de cette catégorie.

Après nous être délibérément avancé sur ce terrain, comment à présent plaider la liberté sans refaire le chemin inverse ? Ce point de vue ne doit-il pas lui aussi compter dans la balance ?

Chacun est d'accord pour reconnaître que les syndicats existants se sont formés spontanément, qu'à titre de formations spontanées ils répondent à des tendances réelles qu'une contrainte pas plus qu'un trait de plume ne supprimeront, qu'au surplus, vouloir s'en passer, serait se priver de l'apport original de chacune d'elles. C'est une gageure, dit-on, d'encercler vignerons ou négociants dans des groupements délimités à base de contrainte et d'obligation. Où voit-on alors une conciliation possible ?

Or, prenons à titre d'exemple les vignerons, et supposons pour les besoins de la cause qu'ils soient vraiment très divisés, c'est-à-dire considérablement plus qu'ils ne le sont actuellement. Nous supposons donc qu'en l'hypothèse plusieurs syndicats se les partagent et sont en désaccord. Dans ces conditions, réunissons-les au sein d'un syndicat unique global et obligatoire, pour la simple raison que nous ne voulons pas voir au Conseil Interprofessionnel trois syndicats représentant les vignerons, mais un seul, car répétons-le la profession de vigneron est une, par définition. Alors qu'à première vue on s'attendra à un échec, doublé d'une inutile brimade, rien n'empêche

au contraire de penser qu'une opération très judicieuse a été réalisée : en effet, au lieu d'un syndicat facultatif à côté d'autres syndicats facultatifs, qui sont les uns et les autres des syndicats d'unanimité concernant leur tendance, on a un syndicat unique et obligatoire, à l'intérieur duquel il y a une majorité composant avec des minorités.

Dira-t-on que cette simplification réalise une unité purement formelle, qu'elle dissimule le problème et restitue à l'intérieur du syndicat global la division qui pré-existait entre ses composants ? Tout porte à croire, au contraire, l'expérience actuelle du côté vigneron le confirme, que l'équilibre et l'harmonie sont au bout.

Du côté négociant d'ailleurs, des tentatives sont mises en œuvre actuellement pour réaliser l'unité pure et simple ; logiquement, elle répond à une meilleure économie des forces qu'une fédération des syndicats existants, idée qui avait été mise en avant au cours de ces dernières années. On s'orienterait donc vers une fusion.

Section III. — RÔLE DES SYNDICATS DE BASE AU SEIN DU COMITÉ.

Il y aurait beaucoup à dire sur le rôle auquel sont appelés les syndicats devenus groupements de base de l'organisation interprofessionnelle. Envisageant par avance ce problème, nous disions plus haut (1) qu'ils sont les supports du Comité, que sans eux il apparaîtrait, en quelque sorte, désincarné.

Aussi bien sont-ils là pour l'empêcher de planer, et de se trouver sans contact avec les éléments vivants et humains des professions dont il a la charge. Ce risque ne sera pas couru si les syndicats de base sont considérés comme les véritables auxiliaires et collaborateurs du Comité, s'ils y sont admis par la grande porte, si l'on compte sur eux et avec eux.

C'est bien dans cet esprit que les dirigeants du Comité

(1) Pages 77 et 78.

ont, dès le début, conçu ce rôle, bien que les textes légaux qui constituent la charte constitutionnelle de la communauté champenoise ne soufflent mot de ces rapports, se bornant, après avoir désigné les groupements de base, à leur donner mission de désigner des représentants au Conseil Interprofessionnel. Si la loi du 12 avril 1941 n'est pas entrée dans ces détails, c'est que, précisément, il est aisé de retrouver dans l'esprit de l'institution, voire dans le simple bon sens, ce qu'il doit en être.

Il semble, en effet, qu'un double courant d'échange doive s'établir entre le Comité et les Syndicats qui lui servent de groupements de base, le premier venant des Syndicats et remontant vers le Comité, le second empruntant le parcours inverse.

*
**

Les syndicats doivent d'abord être des organes d'information et, à ce titre, on peut les considérer comme les véritables agences locales du Comité ; ici c'est en particulier aux vigneronns que l'on pense, car ils sont les plus nombreux et les plus dispersés, mais cela s'appliquerait aussi bien aux membres du personnel caviiste comme à telle industrie annexe. Dans un sens général, les syndicats seront donc les plaques réceptrices et impressionnables par lesquelles vont être captés les suggestions, les réflexes, les réactions, les préoccupations, les soucis, les approbations des intéressés. Cette fonction, le syndicat s'en acquittera en grande partie par le canal de ses délégués au Conseil Interprofessionnel ; chaque représentant au Conseil ne parle pas en son propre nom, il a derrière lui son syndicat, dont il est le haut-parleur.

Du seul point de vue psychologique, cette fonction apparaît comme une véritable soupape de sûreté. Le syndicat vigneron local, comme le syndicat négociant d'ailleurs, lieu de réunion, moyen d'expression, représentera une opinion publique qu'il est important pour le Comité de connaître, non pour la suivre systématiquement mais pour ne pas gouverner contre elle. C'est pourquoi, il se doit

d'encourager les manifestations de la vie syndicale au lieu de chercher à les étouffer plus ou moins ouvertement, ou à les mettre en tutelle. Voilà qui met au point et renforce ce que nous disions il y a un instant du « caractère libre et vivant de l'échelon de base ».

*
**

C'est par le syndicat que le courant va de la base vers la pointe, à l'inverse, c'est souvent par ce relai que le flux descendant atteindra les intéressés.

Le Comité, en effet, prend des décisions, mais il ne lui est pas toujours possible en ce qui concerne leur exécution d'entrer en rapport direct avec les intéressés d'une façon individuelle, ce qui par ailleurs n'est même pas désirable. C'est pourquoi, afin de simplifier sa tâche, il aura recours aux syndicats, qui, dans bien des cas, se chargeront de diffuser ses ordres et de mettre en œuvre matériellement les détails d'application. Le syndicat sera alors comme « l'entrepreneur de services » du Comité. Il devra en même temps, et d'une façon générale, créer le climat favorable, faisant en sorte que les décisions du Comité soient pour le moins comprises et, bientôt, acceptées librement.

*
**

Reste à dire quelques mots de l'interventionnisme du Comité dans les Groupements de Base. Ce terme ne nous paraît pas trop fort, en effet, pour désigner la tendance manifestée depuis le 12 avril 1941, lors de la réorganisation de groupements déjà existants et de la création de groupements nouveaux, destinés, ceux-là, à représenter des catégories qui n'en étaient pas jusqu'ici dotées.

Pour les premiers, c'est à l'Association Viticole Champenoise que l'on pense. Il a été fait mention à plusieurs reprises de cette association au but principalement technique, qui ne groupe que les propriétaires utilisant du personnel salarié, c'est-à-dire de moyens et gros vignerons, et aussi des négociants propriétaires de vignobles.

Elle nomme 2 représentants au Conseil Interprofessionnel. Or, lors de la modification de ses statuts par l'Assemblée générale du 10 juillet 1941, de nouvelles dispositions ont été introduites qui instituent un contrôle évident du Comité Interprofessionnel. Il en est de même des statuts que se sont donnés, lors de leur fondation récente, l'Association Professionnelle des Courtiers et Commissionnaires en Vins de Champagne, et le Groupement Corporatif des Agents de vente des Vins de Champagne en France.

Les droits qui y sont reconnus au Comité relèvent des 3 chefs suivants : 1° Recrutement ; 2° Organisation intérieure ; 3° Statuts.

Recrutement. — Dans les récents statuts de l'A.V.C. on relève à l'article 11 en ce qui concerne l'admission d'un membre nouveau :

« Art. 11. — Les demandes sont soumises à l'Assemblée Générale qui, par bulletins secrets, donne son avis sur l'admission ou la non-admission des candidats, à la majorité des voix des membres présents. Elles sont ensuite transmises pour homologation au Comité Interprofessionnel du Champagne. »

Un peu plus loin, l'article 12, après avoir précisé les raisons motivant la radiation et les formes qui doivent l'accompagner, ajoute à l'alinéa 5 : « Cette radiation sera homologuée par le Comité Interprofessionnel du Champagne ».

Dans les statuts du Groupement des Agents, même préoccupation de contrôle :

Art. 14. — Toutes les admissions seront soumises à l'agrément du Bureau Exécutif du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, par l'intermédiaire du délégué général.

Le Comité se réserve aussi le droit de « démissionner » un Agent :

Art. 17. — Le titre de membre actif se perd par radiation à la suite : soit de démission, soit de la suppression de la carte professionnelle sur décision prise par le Bureau Exécutif du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne ou sur proposition du Bureau du Groupement Corporatif transmise au Bureau Exécutif du Comité Interprofessionnel et entérinée par lui.

Dans le Groupement des Courtiers et Commissionnaires, détail curieux, les admissions sont non seulement soumises à l'agrément du Comité Interprofessionnel, mais à l'approbation du Préfet de la Marne (art. 9) ; par contre n'est pas prévue la « sortie » du groupement, mais ici, comme dans le cas précédent, par le jeu de la carte professionnelle, en l'hypothèse par son retrait, le Comité peut à tout moment contrôler l'entrée comme le maintien de toute personne à l'intérieur de la profession.

Organisation intérieure. — Relevons, à titre d'exemple, que le Comité Consultatif prévu dans son sein par le Groupement des Agents, est désigné par le Comité Interprofessionnel sur la proposition de ce dernier. Il en est de même de la Commission de Discipline que prévoient les statuts de l'Association des Courtiers et Commissionnaires, et dont la composition, à part le Président, est à la discrétion du Comité.

Mais plus significative encore est la main-mise que rend possible l'intervention éventuelle du Comité dans la gestion financière des groupements de base en général. La décision de mars 1942 relative à la distribution des cartes professionnelles, après avoir prévu dans les articles 20 et 23 le versement des cotisations au Comité Interprofessionnel, énonce en son article 24 :

« En outre, la perception de la cotisation sus-indiquée substitue le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne à l'intéressé pour le paiement des cotisations ci-après, en partant des cotisations dues depuis le 1^{er} janvier 1942 :

Cotisations aux Groupements de Base.

Cotisations au Syndicat National du Commerce en gros des Vins, Spiritueux et Liqueurs de France.

Cotisations à l'Association Viticole Champenoise.

Cotisations à la Commission d'Exportation des Vins de France.

Cotisations aux Groupements interprofessionnels de Reims ou d'Epernay, ou à d'autres organismes analogues, après accord avec le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne.

Cotisations au Syndicat Général des Vignerons.

Il va de soi que, par la force des choses, ce système autorise un certain droit de regard du Comité dans la ges-

tion des deniers dont il est le pourvoyeur. Si c'est un avantage pour ces syndicats de base d'être affranchis du souci de collecter des cotisations, par contre c'est un risque pour eux de dépendre sur ce point vital du Comité, vis-à-vis duquel ils sont véritablement en nourrice. Comment, d'ailleurs, ce droit de regard s'exercera-t-il ? Aucune disposition ne l'a encore précisé ; à vrai dire, c'est une question de fait.

Cependant, la question est d'ores et déjà prévue dans les récents statuts de l'A.V.C. Aux termes de l'article 21 de ceux-ci, les comptes sont d'abord soumis à une Commission de Contrôle de 3 membres, dont 2 désignés par l'A.V.C. elle-même et 1 par le Comité Interprofessionnel. Le bilan est alors soumis à l'approbation du Comité, et ensuite seulement ratifié par l'Assemblée Générale de l'A.V.C.

Statuts. — Les statuts récents, dont il a été question dans ces derniers développements, mentionnent « *in fine* » qu'ils ont été soumis, avant publication, à l'approbation du Comité Interprofessionnel, et que toute modification ultérieure devra être précédée de son avis conforme.

Que faut-il penser de cette tendance interventionniste du Comité, de cette entremise dans l'organisation et la gestion des Groupements de base ? Doit-elle inquiéter ceux qui, comme nous, sont partisans de sauvegarder le plus possible le libre jeu et la spontanéité des éléments vivants et humains de la Communauté ? En fait, il ne faut pas s'en exagérer la portée : il n'y a pas immixtion en ce sens que le Comité ferait à sa place, ou même avec lui, les affaires du Syndicat, mais plutôt une sorte de supervision, comme le laissent entendre les termes employés : « agrément, approbation, homologation, avis conforme, etc... ». Au surplus, les droits d'intervention qu'il semble se ménager, dépendent de l'usage qu'il en fait ou qu'il se propose d'en faire : or, le Comité veut simplement empêcher que les Syndicats de base ne se servent

de leur organisation pour lui créer un jour des entraves. Une telle préoccupation est, à l'évidence, des plus légitimes.

*
**

Les développements du présent chapitre ont montré l'évolution des contours, les tâtonnements, qui signalent le passage du syndicalisme professionnel à un syndicalisme d'essence corporative. Partant des lignes de départ du syndicalisme classique, on s'est efforcé de distinguer les glissements qu'ont provoqué l'évolution syndicale récente en Champagne.

Nous nous refusons, pourtant, à qualifier cette évolution de période de liquidation, persuadé que ce serait une lourde erreur de nier l'étroite relation historique qui, nous l'avons montré, lie l'effort syndical d'hier au régime corporatif que l'on essaye de construire aujourd'hui en Champagne, et sur lequel on compte fermement pour demain.

CHAPITRE III

CONSEIL INTERPROFESSIONNEL ET BUREAU EXÉCUTIF

Le second et le troisième étages de l'édifice interprofessionnel sont occupés, respectivement, par deux organes collégiaux, dont la seule dénomination nous indique la différence de fonction qui les sépare : le Conseil Interprofessionnel donne conseils, opinions, avis, le Bureau Exécutif prend les décisions.

En ce qui concerne le nombre de leurs membres, on s'est inspiré de la préoccupation suivante : 1° asseoir les décisions à prendre sur une large consultation ; ainsi sont évitées les tendances personnelles ou les abus de pouvoir qu'une organisation trop centralisée fait le plus souvent naître. Cette consultation réunit tous ceux qui participent à un titre ou à un autre à la Communauté champenoise ; 2° concentrer néanmoins sur un organisme restreint, le Bureau exécutif, la responsabilité des décisions à prendre.

Dans cet esprit, le Conseil Interprofessionnel a été doté de 29 membres, tandis que le Bureau Exécutif n'en recevait que six.

Ces organes, on l'a déjà signalé, s'emboîtent véritablement l'un dans l'autre tout en se superposant, les groupements de base désignant les membres du Conseil et ceux-ci désignant à leur tour les membres du Bureau Exécutif. C'est pourquoi on a parlé de construction pyramidale.

Puisque l'occasion en est donnée, remarquons que cette structure est vraiment simple : pas de ramifications, pas de tiroirs, pas de groupes, de sous-groupes formant de petits sous-comités autonomes. De nombreux organismes de l'économie nouvelle sont, en effet, affligés de ces structures à compartimentages multiples où l'on se perd comme en un vrai dédale (1). Or, une organisation est d'autant plus forte qu'elle est plus simple. Il s'agissait précisément de signaler ce point à l'actif du C.I.V.C.

La première section de ce chapitre sera consacrée au Conseil Interprofessionnel et la deuxième section au Bureau Exécutif.

Section I. — LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL

Le Conseil Interprofessionnel est l'assemblée des 29 membres représentants des Groupements de base, obligatoirement consultée avant toute décision réglementaire du Bureau Exécutif.

Cette définition fait prévoir 2 parties : le premier membre de la phrase s'inspire, en effet, du point de vue descriptif, le second du point de vue fonctionnel.

1° Composition du Conseil. — Nomination de ses membres :

Le Conseil est l'émanation des Groupements de base.

La loi du 12 avril, nous l'avons vu, commence par procéder, en son article 1, à une énumération limitative des professions composant la communauté. Ce faisant elle définit concrètement le cycle champenois ; c'est là un acte important et qui n'a pas été sans poser des problèmes en ce qui concerne les professions qui sont à la frange, c'est-à-dire dont on se demande, à première vue, si elles doivent faire partie ou non de la communauté ;

(1) Comité Général d'Organisation du Textile, Comité Général d'Organisation du Commerce, etc.

on pense, par exemple, aux professions et industries dites annexes ; il s'agissait alors d'examiner la nature du lien qui les unit au Champagne. S'agit-il d'un contact permanent, et ce contact est-il pour la profession envisagée le titre principal de son activité ? Telle est, en bref, la question qu'il fallait résoudre. On jugera, par exemple, suivant ce critère, que l'industrie sucrière, tout en entretenant des rapports importants avec le Champagne (chaptalisation des moûts, composition de la liqueur de dosage), n'établit pas le contact permanent et principal qui permettrait d'en faire une industrie annexe ; au contraire, pour la caisserie et la bouillonnerie, cette condition de spécialité se trouve remplie, alors même qu'en fait les entreprises en question ne se trouveraient pas toutes sur le sol de Champagne.

Il fallait ensuite désigner les groupements qui, à l'intérieur de chacune des professions classées « champenoises », sont habilités comme groupements de base (article 1^{er} du décret du 8 septembre 1941).

La question se posait, enfin, de répartir équitablement les 29 sièges du Conseil, ce qui impliquait un double dosage.

Le premier concernait la répartition des sièges entre les différentes professions, car il est naturellement impossible d'accorder à chaque catégorie professionnelle le même nombre de représentants : il importait, au contraire, de donner à chacune la place qui lui revient logiquement, étant donné son importance économique et sociale. Les négociants et les vignerons, ceci est judicieux, ont obtenu une place prépondérante et égale : 10 membres pour le Commerce, 10 pour la Propriété. Les autres sièges sont ainsi répartis : 2 pour le personnel viticole, 2 pour le personnel caviste, 3 pour les industries annexes, 1 pour les courtiers, 1 pour le Comité National des appellations d'origine.

Secondement, après avoir attribué le nombre des sièges lui revenant à chaque profession, restait à déterminer, à l'intérieur de chacune d'elles, dans quelle proportion les

Groupements de base, tout-à-l'heure désignés, se les partageraient. Cette dernière détermination est faite par l'article 2 du décret d'application du 8 septembre :

Article 2 : Les dix propriétaires récoltants membres de ce Conseil, et qui formeront le conseil des récoltants, seront choisis parmi les groupements de base à raison de :

- 6 du Syndicat Général des Vignerons.
- 2 de l'Association Viticole Champenoise.
- 2 du Groupement des Coopératives de vinification de Champagne.

Les dix négociants manipulants, membres de ce Conseil, et qui formeront le Conseil des Négociants, seront choisis parmi les groupements de base à raison de :

- 3 du Syndicat du Commerce des Vins de Champagne.
- 2 de l'Association Syndicale des Négociants en Vins de Champagne.
- 2 du Groupement Syndical des Négociants de Reims et la Région.
- 2 du Groupement Syndical des Négociants d'Epernay et la Région.
- 1 du Groupement Corporatif des Agents du Commerce des Vins de Champagne.

Les trois représentants des établissements industriels ou autres, spécialisés dans la fabrication ou la fourniture des marchandises accessoires, seront choisis parmi les groupements de base à raison de :

- 1 du Syndicat des Fabricants de bouchons.
- 1 du Groupement des Verreries mécaniques.
- 1 du Syndicat des Industriels annexes du Champagne.*

Les quatre représentants du Personnel utilisé par les Négociants manipulants ou les récoltants dans leurs entreprises seront choisis parmi les groupements de base à raison de :

- 1 du Syndicat des Ouvriers cavistes et parties similaires d'Epernay et de la Région.
- 1 du Syndicat des Ouvriers cavistes et parties similaires de Reims et de la Région.
- 2 du Syndicat des Ouvriers vignerons de la Champagne délimitée.

N.-B. — A noter que pour les industries annexes, qui ne disposent que de 3 sièges pour 7 groupements de base (voir tableau de la page 80), 4 groupements de base ne sont pas directement représentés, ils chargent de leurs intérêts l'un des 3 autres.

Venons-en au mode de désignation.

Les 29 membres du Conseil sont nommés par le Mi-

nistre de l'Agriculture sur la proposition des groupements de base (1).

En réalité, ce système est libéral, par rapport à ceux ordinairement usités dans les formations du Droit économique nouveau. Si l'on recense les systèmes possibles, on en distingue essentiellement quatre, que nous rangerons dans l'ordre, du plus démocratique au plus autoritaire : 1° désignation par les intéressés eux-mêmes sans intervention de l'Etat (aucun exemple actuellement), 2° présentation individuelle par les intéressés et nomination par l'Etat (cas assez rare), 3° choix de l'Etat dans une liste proposée par les intéressés (plus fréquent), 4° choix discrétionnaire de l'Etat.

Le système retenu ici correspond au n° 2, il permet de considérer les membres ainsi désignés comme la libre émanation des groupements de base ; en ne laissant place qu'à une intervention négative de la part du Ministre, il sauvegarde le principe de la représentation professionnelle. Ceci résulte de ce que :

A) Le ministre ne peut choisir que les personnes qui sont proposées, or le nombre des noms proposés correspond exactement, en principe, au nombre de sièges auquel a droit le groupement en question.

B) Par voie de conséquence, le ministre a moins un droit de choisir qu'un simple droit de veto : il ne peut imposer au Conseil la présence d'une personnalité qui n'aurait pas l'agrément de son Groupement de base. En refusant son agrément, il exerce un simple contrôle de barrage.

Par suite, quel est le lien établi entre le groupement de base et son représentant au Conseil ?

Il faut partir de ce fait que la désignation résulte de la collaboration du Groupement de base intéressé et de l'Etat par l'organe du Ministre ; deux actes sont posés : d'une part acte de présentation du Groupement, d'autre

(1) Art. 5 de la loi du 12 avril 1941, art. al. 2 du décret du 8 septembre suivant.

part acte d'investiture du Ministre. Dans ces conditions, il semble qu'il suffise que l'un des deux actes tombe, pour qu'un membre du Conseil n'en fasse plus partie *ipso facto*. A notre avis, quoique les textes n'en disent rien, le Ministre, de même qu'il a donné son agrément, peut le retirer et demander au Groupement une nouvelle présentation. Inversement, si le Groupement de base cesse de témoigner sa confiance à l'un de ses représentants, il le manifestera par un vote de son Bureau ou de son Conseil d'Administration, inverse de celui par lequel il l'avait choisi ; d'où une nouvelle présentation, le Ministre étant par le fait même mis en demeure d'effectuer une nouvelle nomination.

Il en résulte, notamment, qu'un membre du Conseil est véritablement responsable devant son groupement, qu'il y a entre eux les rapports d'un mandataire avec son mandant, que, d'autre part, le représentant lie le groupement au nom duquel il parle. Ce caractère est nettement affirmé dans les récents statuts de l'A.V.C. :

Article 16. — Les délégués au Comité Interprofessionnel du Champagne représentent l'Association au sein de celui-ci. A ce titre ils apportent au dit Comité Interprofessionnel toutes les suggestions conformes à l'intérêt de leurs mandants. Leurs avis engagent l'Association.

2° Attributions du Conseil Interprofessionnel :

Nous avons déjà dit que son rôle était exclusivement consultatif, il s'agit présentement d'en apprécier la portée exacte.

De la confrontation des termes de l'article 9 de la loi du 12 avril et de l'article 1, alin. 1, du décret du 8 septembre, il résulte que son intervention n'est pas absolument générale. Une distinction est faite entre les mesures générales et les mesures particulières, seules les premières donnant lieu à consultation du Conseil. Mais, en attendant de revenir dans la suite sur cette distinction, qu'il suffise d'indiquer que les mesures particulières (ou individuelles) ne sont la plupart du temps, pour ne pas

dire exclusivement, que l'application des mesures générales ; par conséquent elles se trouvent, en quelque sorte, sous la dépendance de ces dernières. D'où il résulte finalement qu'il n'y a pas restriction sérieuse à la mission générale qui est celle du Conseil.

Cette réserve faite, il y a lieu de poser que toute décision doit être soumise obligatoirement, et au préalable, à l'avis du Conseil Interprofessionnel ; il n'y a pas une simple possibilité, facultative, ouverte aux délégués généraux lorsqu'ils sont désireux d'éclairer leur décision, ou de s'appuyer sur les représentants de l'opinion champenoise, il y a nécessité, obligation rigoureuse. Au surplus cette consultation n'est pas une ratification, elle n'a pas lieu *a posteriori*, mais doit s'intercaler entre l'initiative prise par les délégués généraux et le moment où leur projet sera soumis au Bureau Exécutif pour décision ; par suite, elle est à la diligence des délégués généraux.

En règle générale, c'est au Conseil tout entier que la mesure à prendre sera soumise. Par exception, aux termes des alin. 2 et 3 de l'article 4 du décret du 8 septembre, lorsqu'une question concernera uniquement les propriétaires-récoltants, le délégué général des récoltants pourra ne consulter que les 10 membres du Conseil pris parmi les récoltants et formant le Conseil des récoltants. De même lorsqu'une question concernera uniquement les négociants, le Délégué général des négociants pourra ne consulter que les 10 membres du Conseil pris parmi les négociants et formant le Conseil des Négociants.

Cette dernière disposition appelle quelques remarques. En premier lieu, il en résulte une individualisation au sein du Conseil, de deux formations particulières : le Conseil des Négociants et le Conseil des Récoltants. Mais il n'en est fait mention qu'à propos de cet article 4, ce qui confirme que ni l'un ni l'autre ne constituent une unité autonome, en dehors de ces cas de consultation spécialisée ; il n'y a pas organes permanents doués d'attributions propres.

En second lieu, il faut qu'il s'agisse d'une question intéressant uniquement la catégorie en cause, négociants ou vignerons. C'est là une question de fait qui, en général, apparaîtra au premier coup d'œil ; de toute façons, aucun critère n'étant envisagé pour les cas difficiles, il semble que la solution dépende alors de la seule appréciation du délégué général intéressé, et de l'accord de l'autre.

Il est important d'observer que le Bureau Exécutif n'est pas lié par l'avis du Conseil Interprofessionnel, il est libre de se rallier à son avis comme il est libre aussi de passer outre pour prendre une solution indépendante.

On conçoit finalement la véritable place qu'occupe le Conseil Interprofessionnel dans cette chaîne d'organes superposés que représente le Comité ; il s'étage à mi-chemin, il constitue la formation intermédiaire où l'impulsion, le courant venant d'en bas, aboutit et s'arrête. D'ailleurs, élargissant et complétant les vues un peu sommaires du législateur, il y a lieu de penser que le Conseil n'est pas seulement prêt à intervenir au moment précis d'une mesure générale à prendre, mais au contraire est appelé à émettre d'une façon quasi-permanente ses suggestions, ses idées, ses observations, ses critiques, et à guider ainsi efficacement l'action des délégués généraux.

Section II. — LE BUREAU EXÉCUTIF

Le Bureau Exécutif est l'organe de la décision.

Tandis que le Conseil Interprofessionnel se présente comme le tapis vert autour duquel font entendre leur voix tous les participants de l'interprofession, le Bureau Exécutif, organe collégial lui aussi, mais de composition plus restreinte, constitue le poste de commandement où se réunit l'Etat-Major de la communauté.

On étudiera successivement sa composition et ses attributions.

Composition : Le Bureau Exécutif n'est composé que

de 6 membres ; parmi ceux-ci, 3 représentent les négociants et les 3 autres les récoltants.

Il semble qu'il faille approuver sans réserve cette solution d'une équipe intentionnellement réduite et purement mixte. En effet, s'il faut, pour éclairer la décision, « délibérer en Grand Conseil », par contre, pour la prendre, mieux vaut à tous égards se constituer en comité restreint. Ces six membres représentent, au plein sens du mot, le pouvoir, le gouvernement communautaire ; or, on ne peut commander en troupe, une cohésion est nécessaire que compromettent le nombre et la diversité. Ce qui justifie donc l'absence des têtes de file des autres catégories. On jugera naturel que le commerce et la propriété partagent seuls cette situation dominante, tout les désigne à cette position-clé, et les autres éléments n'ont pas à craindre que soient prises « contre eux » des décisions qui ne sont pas prises « avec » eux.

Quant au personnel, l'absence d'un de ses représentants au sein de l'organe de direction, s'explique par la vocation presque exclusivement économique dévolue au Comité en lui-même. C'est un réflexe patronal bien connu, et tout à fait légitime, que cette méfiance non dissimulée vis-à-vis d'une immixtion de l'élément ouvrier dans ce domaine. Les ouvriers cavistes vont-ils intervenir dans les questions qui intéressent la gestion, la direction, la politique économique des maisons de commerce qui les emploient ? Non. Il est certain, par exemple, qu'on se représente mal le négociant discutant avec son personnel du prix de sa bouteille de Champagne, pas plus qu'on ne voit le propriétaire s'entretenir du prix de sa récolte avec les tâcherons de ses vignes. C'est pourquoi, si « corporatif » soit-on, ce n'est pas sur ce terrain économique qu'il faut s'avancer pour aborder le problème des classes, parce que le pied d'égalité manque. Pourtant, dira-t-on, on ne saurait nier que ces décisions n'exercent à brève échéance des répercussions qui soient intimement ressenties par le personnel ; mais c'est précisément dans cet esprit qu'une large place (4 représentants) leur a été

réservée autour du « tapis vert » (Conseil Interprofessionnel).

Concernant le mode de nomination, le procédé adopté est celui déjà utilisé pour le Conseil Interprofessionnel, à savoir : présentation par les intéressés et investiture par le Ministre ; avec cette différence que ce ne sont pas les groupements de base eux-mêmes du commerce et de la propriété, qui entrent en jeu, mais leurs représentants au sein du Conseil, le Conseil des Négociants et le Conseil des Récoltants, qui choisissent parmi eux ceux qui participeront à l'échelon supérieur. Ainsi le Bureau Exécutif naît-il du Conseil Interprofessionnel, de même que, dans un instant, les délégués généraux procéderont du Bureau Exécutif et, tout en ayant accès au degré suprême de la hiérarchie communautaire, cumuleront la participation aux trois autres ; la disposition de ces échelons qui s'emboîtent l'un dans l'autre est un peu celle d'un pied à coulisse.

Attributions. — C'est la question de la compétence du Comité lui-même qui se trouve ici posée.

Au premier rang de ses attributions, se place le pouvoir réglementaire dont il est doté vis-à-vis de l'ensemble de l'Interprofession, au second plan, une participation à l'exercice du pouvoir disciplinaire. Le développement de ce dernier point est réservé à la troisième section du prochain chapitre ; quant au premier, il constitue évidemment la fonction de base du Comité, celle dans laquelle se résume toutes ses virtualités d'action.

Le contenu de ce pouvoir réglementaire est détaillé à l'article 8 de la loi du 12 avril, tandis que, plus loin, l'article 10 vise les mesures individuelles à prendre à la suite de ces mesures générales. Les unes comme les autres sont du ressort du Bureau Exécutif, mais ce sont les mesures générales de l'article 8 qui vont retenir le principal de notre attention.

Ceux qui s'intéressent au jour le jour aux créations du Droit économique nouveau, sont à présent facilement

entraînés à la lecture des textes qui les organisent. Or, l'habitude aidant, ils reconnaîtront qu'ils ne s'arrêtent plus qu'aux quelques repères qui situent les organes principaux et les caractéristiques de leur fonctionnement, pour enjamber d'un coup d'œil rapide, qui l'effleure à peine, l'article qui énonce ses attributions.

Celui-ci, en effet, déçoit toujours ; on y trouve, selon les avis, trop ou trop peu. Celui qui a lu l'article 8 de la loi du 12 avril, même si c'est un Champenois fort averti de ces questions, interrogé à brûle-pourpoint, répondra certainement qu'il n'en a rien retenu.

Ce lecteur patient et doué de mémoire, nous nous contenterons donc de l'imaginer, c'est-à-dire de prendre sa place en supposant que, par l'effet du hasard, il cumule l'esprit d'analyse et l'esprit de synthèse.

La première réponse serait, alors, que l'article 8 exprime l'idée générale suivante : Le Comité est chargé, par émission de règles en matière tant économique que technique, et peut-être sociale, de la direction d'ensemble de la branche Champagne. En d'autres termes, l'article 8 paraphrase un peu une tautologie : le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne s'occupe de toutes les questions qui se rapportent aux vins de Champagne. Par contre, c'est notre seconde réponse, considérant un à un les 8 alinéas par lesquels le même article 8 énumère les missions ainsi confiées au Comité, on conviendra que du 1° au 8° on ne trouve trace d'aucun ordre, d'aucune gradation, mais au contraire l'hétérogénéité y règne, si bien qu'à la fin on n'a pas l'impression qu'on attendait, d'un contour précis de ces attributions (1).

Dans cet état de perplexité, c'est au juriste d'intervenir en renfort et de dire qu'il faut tout de même faire tenir le pouvoir réglementaire du Comité dans ses formules, que, quelque regret qu'on puisse avoir de n'y pas trouver, comme en un plan d'urbanisme, le programme tout tracé de l'œuvre à réaliser, c'est là pourtant, dans cet article 8,

(1) Voir texte de la loi du 12 avril, Annexes, page 209.

que se trouvent comprimées toutes les virtualités du C.I.V.C.

Par contre, loin de nous l'idée d'agencer l'article 8 et ses 8 alinéas comme un casier, si bien ordonné que l'on puisse mettre chaque décision dans l'un de ses huit tiroirs. Nous mettrons à part le paragraphe 5, qui s'occupe des prix, et le paragraphe 8, qui s'occupe du budget. Par contre le paragraphe 2 est si extensif, si général, si important, qu'il inclut à lui seul les 1°, 3°, 4°, 6° et 7° :

2°) organiser, contrôler, orienter la production, la distribution, la transformation et les échanges sur le marché national ou sur les marchés extérieurs des vins produits dans la Champagne délimitée, dans le souci d'assurer le respect des usages loyaux et constants et le maintien de la qualité ;

En ces quelques lignes tient, à peu de choses près, toute la compétence du Comité.

A remarquer la généralité des termes ; aux verbes « organiser, contrôler, orienter », on eût pu, sans réussir à exprimer davantage, ajouter vingt autres synonymes, tels « combiner, coordonner, régler, guider, diriger, promouvoir ». L'objet de cette activité normative est largement circonscrit, ce sont la production, la transformation, la distribution, les échanges des vins de Champagne, c'est-à-dire le cycle complet des opérations, et derrière elles les hommes qui les effectuent, le faisceau complexe de leurs rapports et de leur activité.

La portée de la mission ainsi dévolue au Comité est très grande ; elle recouvre tout le domaine économique, elle s'étend simultanément à tout le domaine technique, tant il est vrai qu'ils sont tous deux dans le prolongement étroit l'un de l'autre. Exemple : la réglementation de la taille a un caractère technique, elle conditionne l'élément qualité, qui est d'essence économique.

Il apparaît, donc, que le Bureau Exécutif peut tout faire dans le cadre de cette large mission. Il peut notamment, selon le paragraphe 1°, prescrire la remise de tous les renseignements économiques qu'il jugera utile, car, pour

organiser et orienter, il faut d'abord connaître. C'est en utilisant ce droit général d'enquête qu'il recense, par exemple, avant la vendange, les évaluations de récolte, et qu'il exerce sur les maisons de commerce une inquisition à peu près permanente. Ainsi a-t-il besoin de connaître à dates régulières les quantités de bouteilles et de vins en cercle qui reposent aux flancs de leurs caves, de même que l'état de leurs livraisons. Son pouvoir d'enquête est donc, on peut le présumer, l'égal de celui des contributions indirectes, et quand la loi dit « tous renseignements d'ordre économique », cela n'exclut sans doute pas les renseignements de caractère commercial, comme la lettre du texte semblerait l'indiquer.

Que le Comité puisse donc pénétrer dans l'intimité des comptabilités commerciales, des ventes et achats particuliers, la chose est, quant à nous, certaine. D'ailleurs qui peut le plus peut le moins, or, le même Comité est capable d'aller jusqu'à obliger des négociants à vendre à des acheteurs déterminés, comme il peut les obliger à acheter la récolte de récoltants déterminés.

De fait, le Comité paraît tout-puissant. Il peut discipliner, organiser, soumettre à des règles les rapports entre les professions intéressées (paragr. 3). De même, ce sera un moyen efficace de mener à bien ce contrôle et cette organisation de la production, de la distribution et de la transformation des vins de Champagne, dont parle le paragr. 2, que de décider l'établissement de cartes professionnelles (paragr. 7), de subordonner à leur délivrance l'exercice de la profession de négociant-manipulant (décision de mars 1942), celles de courtier et d'agent de vente (statuts des courtiers, statuts des agents de vente). Un autre exemple est donné au paragr. 6, aux termes duquel le Comité peut établir les conditions générales des contrats d'exportation et effectuer un contrôle de la qualité aux divers stades de leur distribution.

De son côté, le paragr. 4 nous propose une illustration intéressante des possibilités d'intervention tenues en réserve ; il suppose d'abord une production excédentaire :

dans ce cas, le Comité pourra prendre des mesures pour assainir le marché ; on pense à un blocage possible d'une partie de la récolte, à un échelonnement par tranches, à une réduction des quantités ayant droit à l'appellation, bref, toutes mesures par lesquelles le Comité s'efforcera d'« écluser » la récolte. Par contre, en cas de production déficitaire, il interviendrait pour un meilleur approvisionnement du marché, en modifiant, par exemple, les rendements-limites donnant droit à l'appellation : ainsi il s'efforcerait dans ces cas, on le sait, fréquents, étant donné l'irrégularité traîtresse des récoltes champenoises, d'agir sur les quantités en vue d'assurer indirectement la stabilité du prix à la production et à la consommation.

Jusqu'où va se manifester ce pouvoir général d'intervention du Comité ? Si l'on considère, par exemple, chaque négociant comme le centre d'un cercle d'impulsions volontaires qui vont atteindre ses ouvriers cavistes, ses employés, constituant ce réseau appelé « communauté de travail », et au delà de cette périphérie, le rayonnement de ses rapports avec fournisseurs, clients, vigneron-récoltants qui l'approvisionnent, dans ce faisceau d'ondes, est-il possible de tracer une ligne au delà de laquelle le C.I.V.C. peut intervenir et réglementer, mais en deçà de laquelle se trouverait un domaine réservé, inviolable ? En réalité, il faut convenir que, si la liberté individuelle existe toujours en principe, cette portion importante que constituait la liberté économique n'existe certainement plus ; les lois passent et les principes changent, si bien que l'exception devient la règle et la règle l'exception. Grâce à cet instrument réglementaire forgé par le législateur pour la Champagne viticole, c'est-à-dire dans la mesure où le Comité s'en servira, l'indépendance, le libre-vouloir de tout négociant, de tout vigneron, se trouvent paralysés et remplacés par ceux de cet organisme. Ajoutons, pourtant, à ces réflexions, qu'il est plus rassurant de voir la liberté confisquée par la communauté des professionnels que par l'Etat.

Après avoir laissé entendre que le Comité est dans son domaine à peu près omnipotent, il faut d'ailleurs préciser certaines limites.

1°) Le Comité est chargé de légiférer, d'émettre des règles, et, ainsi, d'organiser la production champenoise, mais il ne peut en aucun cas se substituer à ses ressortissants pour effectuer les opérations qu'il réglemente ; en un mot, il ne peut faire d'actes de commerce, par exemple acheter du vin, vendre des bouteilles, acheter des produits cryptogamiques, des engrais, les recéder. Ce n'est pas un professionnel, ce n'est pas non plus un syndicat, une coopérative, une société. Par contre, il peut évidemment répartir les contingents de produits qui lui sont attribués par les différentes sections de l'O.C.R.P.I., car dans ce cas il ne prend pas en charge l'opération, même s'il se fait l'intermédiaire des paiements, il n'est que sous-répartiteur.

2°) La compétence du Comité ne saurait dépasser les limites de sa spécialité. Que veut-on dire par là ? On entend mettre en évidence que l'objet du Comité, aux termes de l'art. 8, paragr. 2, ce sont « les vins produits en Champagne », et c'est par extension tout ce qui concourt à leur fabrication, bouchons, bouteilles, emballages, futailles, etc... dans la mesure où ces éléments s'incorporent à la fabrication des vins de Champagne.

Exemple : Au début de 1941, les caisseries spécialement équipées pour la fabrication des caisses en peuplier, tournaient au ralenti. En effet, ces caisses étaient utilisées pour l'exportation, en raison de leur résistance, qui les faisait préférer pour ces longs transports. Or, on sait la simplification depuis lors apportée au problème de l'exportation, si bien qu'à présent les négociants se sont orientés vers les emballages légers, en carton le plus souvent. C'est dans ces conditions que, pour ne pas laisser en chômage cette industrie, le Comité décida de demander aux négociants d'utiliser, au cours des 12 mois de 1941, autant de caisses peuplier pour l'exportation qu'ils en avaient utilisé avant guerre au cours de l'année 1939,

et des sanctions ont été envisagées contre les réfractaires. Ce faisant, le Comité n'a pas dépassé sa spécialité, qui est l'organisation de la production des vins de Champagne. Par contre, le même Comité ne saurait, sans sortir de cette spécialité, imposer aux mêmes caisseries un programme de fabrication ; il lui faudra, à cette fin, recourir à un accord amiable avec le syndicat des caisseries.

3°) Le C.I.V.C. a pleins pouvoirs pour réglementer l'économie champenoise, mais il est évident qu'on ne peut demander au disciple de faire plus que le maître ; ceci pour dire que le Comité ne peut, par ses décisions, aller « *contra legem* ». On sait qu'un statut législatif viti-vinicole propre à la Champagne a été laborieusement mis sur pied : lois de 1919, 1927, décret-loi de 1935 et 1938. Or, en vertu de la hiérarchie des textes, une décision du Comité, norme secondaire, ne peut contredire ni modifier les dispositions consacrées par ces lois qui, d'essence juridique supérieure, ont évidemment barre sur elles. Ainsi donc, en vertu des principes généraux du droit, les règlements du Comité ne peuvent que créer du droit supplétif et non du droit abrogatoire.



Restent dans l'article 8 deux îlots que nous avons signalés et mis à part dès le début (1) : la question du budget (paragr. 8) et la question des prix (paragr. 6).

La première ne soulève pas de difficulté : le Bureau Exécutif établit chaque année le budget du Comité, signe évident que ce dernier n'est pas en nourrice comme ces organismes qui reçoivent leurs subsides d'une voie extérieure, d'une administration de l'Etat, mais prouve qu'il est pleinement décentralisé et, comme tel, doté d'un patrimoine ainsi que de deniers propres. Mais, comme le pouvoir d'imposer est traditionnellement un droit régalien, que, par suite, l'Etat est si jaloux de cet attribut qu'il

(1) Page 116.

ne s'en est jamais dessaisi, il faudra un arrêté du Ministre des Finances pour autoriser le Comité à prélever sur la vente des produits champenois les taxes destinées à couvrir ses frais de gestion (1).

Quant au problème de la fixation des prix, il a donné lieu à discussion et tâtonnements, si bien que, l'incertitude régnant, la question a fait quelque temps figure de point névralgique. A présent, les idées sont sensiblement fixées et les positions mieux définies, pourtant, malgré cette sorte de stabilisation, on a l'impression que le dernier mot n'a pas été dit. Notre but est de retenir l'essentiel de la question, espérant y apporter quelque lumière et nous attachant, évidemment, non à ce qui est des prix eux-mêmes, mais à la compétence du Comité dans leur détermination.

L'article 8 de la loi du 12 avril renferme un 5° ainsi conçu :

5°) Etudier et proposer les prix et modalités de paiement applicables aux échanges entre récoltants et négociants, ainsi que les rémunérations des divers intermédiaires en cause, sous réserve des dispositions générales applicables en matière de prix.

Ce texte, selon toutes apparences, ne confie au Comité qu'un simple rôle de préparation et de proposition des prix, non seulement en ce qui concerne la bouteille de Champagne, mais, ce qui est plus troublant, en ce qui concerne les échanges entre propriété et commerce, ce qui est contraire, nous le savons, aux traditions instituées en Champagne pour la discussion et la fixation du prix de la récolte (2).

L'attitude du législateur est évidemment excusable, elle est la généralisation, le développement de la ligne de conduite qu'il s'est tracé en cette matière : l'Etat (Ministres, Préfets) fixe tous les prix, les organismes économiques et professionnels (Comités d'organisation, Comités interpro-

(1) Voir Annexes, page 217. Décret du 2 septembre 1942.

(2) *Supra*, pages 56 et 57.

fessionnels, Corporation Paysanne, etc...) les proposent, ce qui permet d'avoir une politique des prix et non cent. Mais, pourtant, n'était-il pas possible de trouver un moyen qui permette aux Champenois de conserver leur privilège ?

1^{er} point : Cette porte de sortie était ménagée. En effet, dans le décret d'application du 8 septembre, on relève à l'article 3 *in fine*, la mention suivant laquelle le Comité Interprofessionnel reprend à son compte, dès sa constitution, « toutes les missions dévolues au B.N.R. du Champagne ». Or, au premier rang des missions confiées au B.N.R. du Champagne, on note, article 1, alin. 2 du décret du 20 novembre 1940 :

Dans le cadre des dispositions générales du code du Vin ainsi que des dispositions particulières du décret-loi du 28 septembre 1935, le Bureau National prend à sa charge les attributions confiées par l'article 3 du décret précité à la Commission et à la sous-commission des vins de Champagne.

Ainsi retrouvons-nous intacte la ligne de filiation : le B.N.R. a hérité de la Commission de Châlons, il a transmis cet héritage au Comité Interprofessionnel. Conclusion de ce 1^{er} point : l'article 8 de la loi du 12 avril a fâcheusement oublié de marquer la continuité institutionnelle en vertu de laquelle le Comité n'est que le développement des organismes antérieurs. Or nous disons que, successeur légitime de la Sous-commission des Prix, il peut, à bon droit, fixer les « prix minima par catégories de crûs », et les « conditions de prix de vins clairs » (art. 3 du décret-loi du 27 sept. 35), c'est-à-dire conditionner tous les échanges entre propriété et commerce.

Observation : Une chose est le prix de la récolte ainsi déterminé à la Propriété et autre chose est le prix du Champagne à la consommation ; or, la sous-commission des prix s'insérerait dans les échanges entre Propriété et Commerce, mais non entre Commerce et Consommation ; il y a là deux secteurs distincts et successifs du cycle champenois ; à aucun moment il ne s'est agi pour elle de fixer le prix de la bouteille à sa sortie de la Maison de Commerce, ce dernier compartiment est en dehors de son influence.

2^e point : A supposer que le Comité soit revêtu des prérogatives dont nous parlons, on n'ignore pas que, par ailleurs, une législation autoritaire des prix a plaqué sur notre économie un réseau si dense, qu'aucun produit fabriqué, aucune denrée, ne doit passer entre ses mailles. En serait-il autrement du vin de Champagne ?

En fait, nous référant à la fameuse loi du 23 octobre 1940, siège de la matière et véritable Code des Prix, nous y relevons (art. 1, dernier alinéa) : « les présentes dispositions ne modifient en rien le statut du blé, du sucre et du vin ». Le vin compte donc provisoirement parmi les rares rescapés de cette législation.

Que, d'autre part, la réglementation champenoise rentre dans le statut du vin cela résulte des textes : le contenu du décret du 28 septembre 1935, créant la Commission de Châlons et sa sous-commission des prix, a été intégralement déversé dans les art. 152 et suivants du Code du Vin.

Conclusion : La fixation des prix des échanges propriété-commerce en Champagne continuera à s'effectuer comme avant, elle est en marge de la loi du 23 octobre 1940. Par contre, ne saurait y échapper le prix de vente de la bouteille par le négociant, car les échanges commerce-consommation sont, nous l'avons vu, un secteur hors statut ; ils seront soumis à la législation commune des prix, à savoir sur proposition du Comité, intervention du Comité Central des Prix, puis décision ministérielle de fixation.

Observation. — Depuis le 21 octobre 1940 on sait que la situation privilégiée qui était faite aux vins, par leur mise à l'écart du mécanisme institué par la dite loi, a été considérablement entamée. Presque toutes les familles vinicoles ont vu instituer chez elles la taxation à la Propriété : un arrêté du 8 février 1941 l'a organisée pour tous les vins de consommation courante (80 % des vins); deux mois après, l'arrêté du 1^{er} avril faisait subir le même sort aux vins d'appellation d'origine contrôlée (le reste de la production : 20 %). — A cet égard, ouvrons l'œil : ce texte ne dit-il pas viser tous les vins d'appellation contrôlée, le vin de Champagne ne fait-il pas partie de cette confrérie ? Tout en répondant affirmativement,

observons simplement qu'un arrêté ne saurait modifier une loi, ni un décret-loi, ni par conséquent le Statut champenois, qu'au surplus le texte visé ne pouvait s'appliquer à lui par la force même des choses : le système prévu est conçu pour la Bourgogne, le Bordelais, etc... où le propriétaire met en bouteille et vend sans qu'un stade de fabrication ne s'intercale ; par suite, les prix-limites à la propriété et les charges commerciales des grossistes qui suivent le parcours du produit sont sans rapport avec la situation en Champagne. Conclusion : le système champenois de fixation des prix à la Propriété reste sauf.

3^e point : Le privilège des Champenois, suivant nos deux premiers points, se limite donc aux échanges par lesquels la récolte passe des mains du vigneron dans celles du négociant. Toutefois, à l'intérieur même de ces limites, il faut observer que le décret-loi de 1935 donnait à la Commission de Châlons le droit de fixer des prix, mais prix qui étaient des prix minima. Si bien qu'il était illicite de payer les récoltes en dessous du tarif établi, mais que rien n'empêchait de les payer plus cher. Ce système, peut-on penser, était à sens unique : il s'agissait de protéger le vigneron contre le négociant et non le négociant contre le vigneron.

Or, à présent, la législation des prix ne fixe pas des prix planchers, mais des prix plafonds : il est interdit de vendre plus cher que le prix fixé, mais rien n'empêche de vendre en dessous du cours : c'est donc l'acheteur que l'on veut protéger non le vendeur, et, dans notre hypothèse, c'est le négociant qu'il faudrait maintenant protéger contre un prix exagéré de la part du récoltant.

Le décret-loi de 1935, observe-t-on, n'envisageait pas ce retournement de position, à savoir qu'il faudrait protéger le négociant contre le vigneron au lieu de protéger le vigneron contre le négociant, qu'il faudrait fixer des prix maxima au lieu de prix minima. Faut-il donc dire que les dirigeants champenois ne sont pas armés pour faire face à cette situation nouvelle, à ces conditions de l'économie inversées par rapport à celles de 1935 (on craignait la baisse, on craint la hausse).

A notre sens, les prix qui conviennent actuellement

dans les échanges en question sont des prix à la fois minima et maxima. Minima d'abord, comme l'entendait le décret-loi de 1935, de telle sorte qu'en dessous de ce prix, il n'y ait plus droit à l'appellation champagne, et puisqu'il s'agissait par là de sauvegarder la qualité du Champagne, on conviendra que ce souci doit rester naturellement le même aujourd'hui.

Mais ce prix doit être en même temps un maximum, pour s'accorder à la préoccupation générale du moment qui est, pour le gouvernement, d'empêcher les prix de monter ; d'où la hausse sera illicite au même titre qu'il y a un instant la baisse était et reste illicite. Il s'agirait finalement, en Champagne, d'un prix fixe (à la fois minimum et maximum) ; on accordera donc que l'Etat, en se situant du côté maximum, a son mot à dire dans cette détermination.

Après avoir analysé le pouvoir réglementaire du Comité sous les divers aspects où nous le révèle l'art. 8, reste à signaler pour finir, à côté de ce pouvoir de prendre des mesures générales, et comme pour lui faire pendant, celui de prendre les mesures individuelles correspondantes. Par exemple, puisque la loi se donne la peine d'énumérer elle-même ces deux cas : c'est une mesure individuelle que l'attribution ou le refus à chaque intéressé de sa carte professionnelle, une fois décidé l'établissement de ce système (mesure générale) ; c'est une mesure individuelle que d'engager et de révoquer le personnel administratif du Comité, après avoir prévu les crédits correspondants au budget de ce dernier (mesure générale). Ainsi, toute mesure particulière doit-elle rester dans la dépendance de la mesure générale qu'elle « individualise », qu'elle « particularise », elle a un caractère subordonné (1).

(1) Voir au sujet des mesures individuelles, *infra*, les délégués généraux, pages 131 et 132.

CHAPITRE IV

DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ET RÉGIME DES DÉCISIONS DU COMITÉ

Un groupe de trois personnes, couronnant le sommet de l'édifice interprofessionnel, semble dominer quelque peu la situation. Les trois personnages ainsi réunis ont évidemment parcouru des routes différentes : l'un est le délégué général des négociants et représente le commerce, le second représente le pôle symétriquement opposé, la propriété. Le troisième est le commissaire du gouvernement, prolongement tentaculaire de l'Etat (le désigner ainsi, c'est se représenter exactement l'Etat lui-même, qui, après avoir créé et enchevêtré 200 organismes professionnels, telle une pieuvre de grands fonds, s'est aménagé sur eux autant de prises).

Nous traiterons bientôt de ce personnage apparemment redoutable, c'est-à-dire après avoir défini au préalable le rôle des délégués généraux. Nous y enchaînerons une étude du régime des décisions du Comité, qui constituera ainsi une troisième section.

Section I. — LES DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX

Les deux délégués généraux jouent un rôle prépondérant.

Leur institution découle de préoccupations tout autant pratiques que théoriques, en même temps que l'on peut

y voir le souci poussé jusqu'à une grande rigueur d'une spécialisation des organes à leur fonction : de même que l'on isolait l'un de l'autre les organes de consultation et de décision, de même a-t-on ménagé sur un plan distinct les fonctions de l'initiative et de l'exécution.

Les deux hommes sur les épaules de qui pèsent la direction d'ensemble de l'organisation interprofessionnelle en sont, au plein sens du mot, les animateurs.

1° **Nomination** : La méthode est bien la même que celle utilisée pour les deux stades antérieurs ; nous avons déjà démontré le mécanisme de ses deux temps, de cette rencontre de deux éléments convergents : présentation et investiture.

C'est à dessein que nous employons pour ce rôle de l'Etat le mot investiture, parce qu'il ne comporte pas, comme celui de nomination, l'idée de choix. Il y a une sorte de consentement, il n'y a pas choix ; ce n'est pas une liste qui est présentée au Ministre, c'est un nom seulement que mettent en avant le Conseil des négociants d'une part, et le Conseil des récoltants d'autre part, chacun en ce qui concerne leur branche.

Le Préfet de la Marne est chargé de faire le relai et de transmettre, avec son avis personnel, au Ministre de l'Agriculture. Ce dernier est un peu loin pour juger, on ne peut lui demander de connaître les hommes qu'on lui présente, il s'en remettra donc au rapport que lui présentera le Préfet de la Marne. De toutes façons, de l'avis du grand nombre, on l'imagine mal refuser de reconnaître l'homme qui a la confiance de ses pairs. Ici tout changement non consenti par les intéressés mènerait le Comité dans une mauvaise voie du point de vue psychologique.

Dans ces conditions, qu'il soit permis d'insister, et de persister, sur le sens à attribuer à ce système de nomination, à savoir : la puissance publique intervient surtout pour insuffler à ces personnes privées qu'on leur désigne, l'autorité qui leur permette de s'acquitter d'une véritable fonction publique.

Des personnes privées chargées d'une fonction publique, telle est bien la physionomie des délégués généraux, comme elle est aussi celle des autres membres du Bureau Exécutif. Et quand nous disons tâche publique, ce n'est pas un mot en l'air, car il faut bien penser que l'organisation des rapports entre professions, la soumission à des règles impératives des activités économiques, cela dépasse la compétence des particuliers livrés à eux-mêmes, cela dépasse aussi leurs forces quand bien même, nous l'avons vu, ils seraient groupés en syndicats. C'est pourquoi l'Etat, par le canal de cette nomination, fait le geste d'en transmettre le dépôt aux personnes privées qu'on lui indique.

Ceci dit pour marquer, s'il en était encore nécessaire, que les délégués généraux ne tiennent pas leur pouvoir du Conseil des négociants et du Conseil des récoltants, qui ne sont à aucun titre leurs mandants. La désignation faite par ces derniers est choix, découverte du plus apte, non pas transfert d'une souveraineté, consentement, contrat. C'est de là qu'on peut dire qu'ils détiennent une autorité propre.

D'ailleurs, il n'est pas prévu à leur fonction une limitation de durée, une échéance quelconque ; or, à l'inverse, on sait que le propre d'un système électif est d'appeler périodiquement les intéressés à reconsidérer leur confiance, pour leur permettre de tenir la main à ceux qu'ils ont choisi.

Les actuels délégués généraux sont M. Doyard pour les récoltants et M. R.-J. de Vogüé pour les négociants : le premier est depuis longtemps la cheville ouvrière du mouvement syndical vigneron, le second est aussi un actif militant syndical ; à remarquer que les personnalités choisies du côté commerce, si l'on rapproche de M. de Vogüé les deux autres négociants, membres du Bureau Exécutif, appartiennent aux grosses entreprises de la branche ; quelle que soit la coïncidence, constatons que cette tendance est générale dans la direction de tous les Comités d'organisation : pourquoi d'ailleurs ne pas

penser que l'action du délégué général des négociants et de ses 2 acolytes en sera facilitée, puisque, outre leur compétence technique, ils ajouteront à l'autorité de droit qu'ils tiennent de la loi, l'autorité de fait que leur confrère leur situation dans leur profession.

2° Attributions : Elle peuvent tenir en 2 points : initiative, exécution.

INITIATIVE : Rapportons-nous en aux termes de l'art. 9 de la loi, qui nous donne en raccourci le rôle fonctionnel de chaque organe : « Les mesures générales à édicter par le Bureau Exécutif lui sont proposées par les délégués généraux, après qu'ils aient consulté le Conseil Interprofessionnel ». De ces termes et de ceux qui suivent, il est facile de déduire que l'initiative est la part réservée des délégués généraux.

Par voie de conséquence, des membres du Comité Interprofessionnel ne sauraient, de leur propre chef, mettre une question à l'étude, ni transmettre valablement le résultat de ces travaux au Bureau Exécutif ; nous sommes tentés de dire qu'ils travaillent « sur commande ». Le Bureau Exécutif lui-même ne peut rien décider, que ses chefs de file, les délégués, n'aient convenu de lui proposer.

On voit la responsabilité qui leur échoit, le risque couru par la communauté : ils peuvent faire les meilleures choses, comme ils peuvent, par leur réserve, leur silence, leur inaction, paralyser les réformes qu'il faudrait entreprendre ; les règles de l'hygiène communautaire vont dépendre en grande partie de leur inspiration et de leur zèle à les faire aboutir.

Les délégués partagent-ils, ou détiennent-ils chacun intégralement, ce droit d'initiative ? Les textes laissent entendre que chacun d'eux ne se suffit pas à lui-même et ne peut introduire une proposition sans l'accord de l'autre ; c'est donc conjointement, et sous leur double signature, qu'ils exercent cette prérogative.

A tout le moins en est-il ainsi dans la très grande ma-

majorité des cas, c'est-à-dire chaque fois qu'il s'agit de mesures individuelles qui intéressent des membres de plusieurs professions, et surtout chaque fois qu'il s'agit des mesures réglementaires de l'art. 8 ; par contre, les mesures individuelles qui concernent les négociants seuls, sont prescrites par le délégué des négociants, de même sont réservées au seul délégué des récoltants celles qui n'intéressent que les récoltants. Mais, cette réserve faite, la règle générale est qu'ils doivent agir conjointement.

A ce propos, on peut se demander ce qui se passera s'ils ne sont pas d'accord ensemble sur une décision à prendre. En présence d'une opposition irrémédiable, aucune solution de compromis ne serait, sans doute, possible.

Faudra-t-il invoquer ce manque de souplesse comme un défaut de l'organisation globale, un vice de construction, un point vulnérable. En réalité, il faut un peu s'étonner, mais, ensuite, s'en remettre à la psychologie des hommes, à leur compréhension réciproque, leur influence personnelle, cet ensemble complexe qui tient aux circonstances et aux personnes plus qu'aux principes.

S'il faut s'étonner, ce n'est pas avec quelque intention de blâmer, mais en considérant la chose un peu comme une curiosité : nulle part en effet, c'est-à-dire dans aucun Comité d'organisation, Comité interprofessionnel, etc..., on ne trouve, au sommet, cette sorte de bicéphalisme (1). L'organisation champenoise présente donc sur ce point, au sein de la législation économique nouvelle, le spécimen d'un type absolument inusité. C'est aux Champenois eux-mêmes qu'il faut s'en prendre, puisqu'ils ont tenu à insérer cette forme dans le projet qu'ils ont, dès le début, présenté au Ministre, et qu'ils ont dû vaincre par la persuasion, les hésitations et les objections de ce dernier.

(1) On trouve à leur tête soit, le plus souvent, un Directeur responsable omnipotent, assisté seulement d'un conseil consultatif, soit un organe de 4 à 7 membres doté en bloc de tous les pouvoirs.

Ce faisant, ils voulaient continuer la tradition des 2 secrétaires, l'un pour le commerce, l'autre pour la propriété, que s'était donnée la Commission de Châlons, et qui étaient chargés, chacun à l'égard de sa branche, de l'exécution de ses décisions. Nous relevons dans l'exposé des motifs de la loi du 12 avril, la phrase suivante : « Cinq années n'ont fait apparaître aucun conflit d'attribution dans l'exécution de fonctions analogues : elles ont au contraire confirmé les auteurs du statut dans un système qui élimine les causes d'incompatibilité, sans porter atteinte à l'unité de vues nécessaires ».

Il faut ajouter que dans le cas concret qui nous occupe, cette dualité était presque imposée par la nature des choses, elle pouvait seule réaliser sur le plan institutionnel l'équilibre des deux grandes forces en présence.

EXÉCUTION : Une fois les décisions prises par le Bureau Exécutif, les délégués généraux en assurent l'exécution. Ainsi, par rapport à la décision, ils s'insèrent à la fois avant et après ; ajoutons, pour mémoire, qu'ils s'insèrent également pendant, puisqu'ils font partie du Conseil Interprofessionnel et du Bureau Exécutif, leur propre part restant cependant l'initiative et l'exécution.

Au titre de cette dernière fonction, il leur appartient, c'est la première chose à faire, d'apporter leur diligence à la réalisation des formes qui rendront la décision du Bureau Exécutif exécutoire et définitive : approbation du commissaire du gouvernement, inscription au registre spécial, publication, et, suivant les cas, notification aux intéressés, aux groupements de base, etc... Mais il s'agira aussi de prendre, pour leur application, des mesures particulières, et, par des moyens appropriés, de contrôler leur mise en place.

A l'égard de ces mesures individuelles, précisément, on peut se demander quel partage d'attributions la loi du 12 avril a voulu ménager entre le Bureau Exécutif et les délégués-généraux ; les textes laissent planer une incertitude qui donne à penser qu'on n'a pas nettement aperçu leurs frontières.

L'article 10 de la loi (1^{er} alinéa) place les mesures indivi-

duelles dans les pouvoirs de décision du Bureau Exécutif, mais ajoute plus loin que les délégués-généraux les « prescrivent », prescription ayant le sens faible d'initiative. Par contre le décret d'application du 8 septembre apporterait une autre version : il parle comme si le Bureau Exécutif ne prenait que des décisions générales (1) et annonce ensuite, à l'article 6, que les délégués généraux prescrivent les mesures individuelles, sans laisser du tout entendre que c'est en fait le Bureau Exécutif qui prend la décision.

Dans ces conditions, deux moyens existent de sortir de cette impasse : Première solution : le Bureau Exécutif a pouvoir de prendre les décisions individuelles, mais parallèlement les délégués généraux ont le même pouvoir ; les circonstances, l'importance de la mesure, décideront, en fait, si c'est au Bureau ou aux délégués d'agir ; les délégués seront juges de cette situation. Deuxième solution : les délégués prescrivent, c'est-à-dire au sens plénier et véritable du mot, qui est « enjoindre, ordonner », le Bureau ne donne que le poids de son autorité collective, il est par avance d'accord : la procédure reste rapide puisque le Conseil Interprofessionnel n'intervient pas ; des mesures d'application demandent, en effet, célérité.

Pour en terminer avec cette question, quelques cas pratiques de mesures individuelles d'exécution : c'est, par exemple, la remise à chaque intéressé de sa carte professionnelle, ou son retrait ; c'est aussi l'acte de déclasser telle partie de la récolte de tel vigneron, etc... En fait, dans bien des cas, il entrera dans ces décisions une large dose de pouvoir d'appréciation discrétionnaire.

*
**

Ajoutons pour finir : ce sera, d'une façon générale, le rôle des détenteurs de l'exécutif que de représenter à tout moment le Comité Interprofessionnel, de parler et d'agir en son nom ; puisqu'il est doté de la personnalité civile, les délégués généraux le représenteront dans tous les actes de la vie civile, de même que dans les actions en justice. Quand ils parlent, quand ils agissent, quand on les consulte, ils engagent le Comité.

En résumé, on voit l'importance du double rôle joué

(1) Annexes, page 216.

par les délégués généraux. Ils sont la source d'où procède toute règle, tout projet, en eux réside le devenir de l'œuvre à réaliser ; en même temps, à eux revient « l'action », la mise en œuvre, l'exécution, ce sont les bras de l'organisation. Nous avons l'impression que notre pyramide repose sur sa pointe..

Section II. — LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Par contre, le Commissaire du Gouvernement est, dans cette construction, un peu comme une pierre qui ne viendrait pas de la même carrière que toutes les autres, car c'est le seul personnage, à bord du Comité, qui ne soit pas un professionnel. De fait, c'est un administrateur de l'Etat, un fonctionnaire, il ne fait pas partie de la Communauté, et on pensera bientôt : il n'est pas du même camp, c'est un personnage redoutable.

Mais, il ne s'agit pas ici de justifier la présence au Comité de cet agent de l'Etat, car, pour peu que l'on réfléchisse, cela va de soi ; ce lien empêche simplement un petit Etat économique de se constituer à l'intérieur du grand.

L'Etat entend être intimement relié à tous les organismes auxquels il a confié la tâche d'organiser une portion de l'ordre professionnel nouveau, chacun d'eux n'occupant qu'un pupitre, ne jouant qu'une partition de cette symphonie économique dont il est le chef d'orchestre attentif.

En principe, c'est le Ministre lui-même qui devrait opérer cette supervision, cette harmonisation, et dans les cas importants, c'est lui, effectivement, qui interviendra : mais pour le reste, il ne peut en personne suivre l'action Comité, il lui faut trouver quelqu'un qu'il puisse en charger spécialement, et placé de telle sorte que la liaison soit continue et efficace.

Théoriquement, ce représentant, baptisé Commissaire du Gouvernement, pourrait être aussi bien un profes-

sionnel, choisi comme ayant la confiance du Ministre et se trouvant au courant de sa pensée : pratiquement, dans plusieurs Comités d'organisation, le Commissaire du Gouvernement n'est pas un fonctionnaire, mais il s'agit évidemment de cas exceptionnels. On conçoit que dans le cas qui nous occupe, il faille un homme dégagé de toute attache d'intérêt avec la communauté champenoise, ainsi par avance d'une neutralité rigoureuse, un homme, en même temps, qui ait l'habitude-réflexe de penser du point de vue de l'Etat, de traduire l'intérêt général. En choisissant pour son Commissaire du Gouvernement le Directeur régional des Contributions Indirectes, le Ministre s'est ménagé les qualités et garanties qui étaient à trouver : il est proche du Comité, il a spécialisation technique.

Quelles sont donc ses prérogatives ?

1° Il donne son avis concernant les présentations faites par les Groupements de base de leurs représentants au Comité Interprofessionnel. Ses rapports avec le Conseil se bornent d'ailleurs à ce contrôle d'entrée.

2° Il a, par contre, ses entrées permanentes au Bureau Exécutif et assiste en principe à toutes ses délibérations ; par là, il est au courant de tout ce qui se prépare, il connaîtra les besoins, les difficultés, les aspirations, cette présence à la table du Bureau Exécutif est un moyen de tout connaître, de tout savoir : nous parlions tout à l'heure de tentacule, elle nous paraît, à la réflexion, un tube creux, et singulièrement acoustique.

3° Mais son rôle n'est pas seulement un rôle d'information ; en fait, rien ne peut être décidé sans son consentement ; c'est ce que nous dit l'article 6 de la loi. Il ne faut pas, en effet, considérer le Commissaire du Gouvernement comme un spectateur passif des délibérations du Bureau Exécutif, il est appelé à donner son avis au nom de l'Etat et à faire part de la position du Ministre sur tous les problèmes envisagés. Pourquoi ne pas le concevoir un instant comme un « délégué », au même titre que le délégué du commerce et celui de la propriété,

mais qui, lui, représenterait l'Etat, la puissance publique, l'intérêt général, le public et, précisément, les consommateurs.

A cet égard on nous permettra une courte digression. Quand on a commencé en France à faire de l'organisation économique, c'est-à-dire à créer des organes, on a imaginé de réserver, en général, une place à cette force économique et sociale que représente la consommation. On s'est aperçu bientôt qu'il est très difficile de la figurer avec vraisemblance, car on ne sait jamais où trouver les consommateurs, qui sont tout le monde. On s'est adressé à des Maires, des Présidents de Groupements familiaux, d'associations de propriétaires (Conseil national économique, Office du Blé, etc.) L'expérience a révélé que cette représentation ne satisfaisait pas l'intérêt qu'on en avait attendu et constituait un poids mort, si bien qu'on considère aujourd'hui que c'est finalement faire double emploi avec la présence de l'Etat, représentant-né de l'intérêt général. Il est à prévoir que les consommateurs ne seront pas représentés dans les Corporations futures.

Dans notre cas, le Commissaire du Gouvernement est précisément là pour empêcher qu'une entente puisse se faire entre négociants et récoltants dans un intérêt qu'ils arriveraient facilement à rendre commun, mais qui, égoïstement, ne satisferait qu'eux, et ne tiendrait pas compte des répercussions de leur accord sur l'intérêt des usagers et sur l'ensemble de l'économie du Pays. C'est pourquoi, représentant de l'intérêt général, il est là pour donner son acquiescement à toutes les décisions que prend le Bureau Exécutif ; c'est dans cet esprit qu'il faudra apprécier, au cours de l'étude du régime des décisions, quel est rigoureusement le poids de cette approbation.

Disons, pour l'instant, qu'une discrimination est prévue par la loi du 12 avril entre les décisions auxquelles il pourra donner son acquiescement immédiat, au cours de la délibération même du Bureau Exécutif, et celles pour lesquelles il se retournera vers le Ministre en lui demandant de fixer lui-même leur sort définitif. Il y a donc deux sortes de décisions, celles pour l'approbation desquelles le Commissaire du Gouvernement est compétent, d'autres pour lesquelles le Ministre se réserve personnellement

d'intervenir. Aucun critérium n'est donné d'avance de ce partage, il ne dépend pas de l'importance objective des décisions, il dépend uniquement des directives du Ministre à son Commissaire du Gouvernement.

4° Enfin, il est une prérogative que nous avons réservée en dernier rang, et qui, à première vue, est propre à inspirer quelque souci, d'autant que les termes qui la formulent s'expriment avec une certaine brutalité :

Article 12. — Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture peut, lorsqu'il s'agit des mesures générales prévues aux art. 8 et 9 ci-dessus, et ce sur la proposition du Commissaire du Gouvernement, se substituer au Bureau Exécutif du Comité Interprofessionnel pour lui imposer une décision que ce dernier refuserait de prendre malgré la demande qui lui en serait faite et notifiée par le Commissaire du Gouvernement.

On se rend compte des possibilités qui s'ouvrent au Commissaire du Gouvernement : ici, ce n'est pas un simple contrôle, s'ajoutant à la décision du Bureau Exécutif, mais une manifestation du pouvoir de commandement de l'autorité supérieure, se mettant à la place, se faisant l'égal du Bureau Exécutif. Si donc le Commissaire du Gouvernement peut à loisir servir de double au Bureau Exécutif, à quoi bon parler de pouvoir de décision du Comité, n'est-ce pas le moment de mesurer la déchéance de son autonomie réglementaire ?

Il existe heureusement des raisons pour nous incliner à plus d'optimisme, et, ce faisant, restituer à ces dispositions leur véritable portée. On peut noter d'abord, en passant, que l'art. 12 sus-visé n'a pas été rédigé à l'intention spéciale de la loi du 12 avril, c'est une formule passe-partout que l'on retrouve à peine modifiée dans tous les textes instituant Comités d'Organisations ou organismes de même famille. Aussi ne s'étonnera-t-on pas que le législateur ait, par habitude, glissé cette disposition au milieu du projet que lui présentaient les dirigeants champenois. Au surplus, l'opinion absolument générale des juristes, spécialement depuis que des rédactions un peu mieux circonstanciées sont intervenues, est que le Ministre ne peut se substituer à un Comité qu'en

cas de carence de celui-ci. Or la carence suppose inaction, laisser-aller, négligence coupable. C'est alors que le droit de substitution, tenu le reste du temps en réserve, permet de remédier à la situation compromise. La notification prévue aux termes de l'art. 12 montre le caractère de l'intervention : le Commissaire du Gouvernement ne veut agir qu'en dernière limite, il somme auparavant les intéressés d'agir par eux-mêmes.

Il n'y a donc rien là de permanent, il n'y a pas un « droit de commandement » du Commissaire du Gouvernement, tout au plus y a-t-il, d'une façon normale, un simple « droit de suggestion », mais qui ne saurait éclipser le droit d'initiative des délégués généraux. En définitive, un Commissaire du Gouvernement ne saurait jamais être qu'un Commissaire du Gouvernement, c'est-à-dire, traditionnellement, une autorité de contrôle.

Section III. — LE RÉGIME DES DÉCISIONS DU COMITÉ

Il est question ici des mesures générales prises par le Bureau Exécutif après consultation du Conseil Interprofessionnel, c'est-à-dire des décisions de caractère réglementaire. Leur caractère intrinsèque, comme leur portée, en font de véritables lois interprofessionnelles ; il s'agit précisément de saisir ce mécanisme législatif et de le démonter.

L'intérêt d'une pareille opération doit être, au préalable, compris. C'est une question de procédure, ou, si l'on veut, de technique juridique, liée à une question de principe : on saura finalement à quel moment précis la « décision », puisque tel est le nom donné aux actes-règles édictés, existe avec tous ses éléments, ce qui tient au fond et ce qui tient à la forme, ou encore ce qui est nécessaire et ce qui est surajouté : en même temps aussi on saura, de ceux qui y ont concouru, ceux qui jouent le rôle déterminant et ceux qui jouent un rôle accessoire, perfectif, en bref, si c'est le Bureau Exécutif qui détient

en propre le pouvoir réglementaire, si c'est véritablement lui qui donne l'impulsion, le Commissaire du Gouvernement ne levant qu'un obstacle, ne déplaçant qu'une barrière ; ou s'il en est autrement.

Or, l'examen des textes permet de reconstituer facilement l'enchaînement par lequel la décision, dotée de tous ses attributs, va entrer dans l'ordre juridique. Il se décompose en 4 moments successifs :

- 1° Délibération du Bureau Exécutif.
- 2° Approbation du Commissaire du Gouvernement.
- 3° Inscription au registre des décisions.
- 4° Publication.

Toute la question, ou presque, réside dans le fait de savoir si la décision existe à partir du premier temps ou seulement avec le second.

En fait, le diagnostic ne prête pas à hésitation. L'art. 7 énonce : « après approbation du Commissaire du Gouvernement, les décisions du Comité Interprofessionnel deviennent obligatoires », ce qui laisse entendre, en bon français, qu'auparavant elles ne possèdent pas ce caractère obligatoire. Et plus loin, art. 9, alinéa 2 : « les décisions ne sont valables que si le Commissaire du Gouvernement, ou le Ministre s'il y a lieu, ont donné leur approbation dans les délais prévus à l'art. 6 de la présente loi. Elles seront alors obligatoires pour tous les intéressés ». Par voie de déduction : sans l'approbation, elles ne sont pas obligatoires, et même, ce n'est pas nous qui le disons, c'est l'art. 9, elles ne sont pas valables.

C'est ici, pour parler net, que l'on prend contact avec le pied du mur. On y entend des voix dire : où est le pouvoir de décision du Bureau Exécutif, du Comité lui-même, le Commissaire du Gouvernement confisque tout, impuissance réglementaire du Comité, camouflage d'un étatisme grossier. Mais d'autres voix de répondre : quelle est cette mauvaise querelle, il n'est pas d'exemple d'une décision que le Commissaire du Gouvernement ait refusé

d'acquiescer depuis près de 2 ans, va-t-on dire qu'il fait tout, qu'il crée les décisions alors qu'il est plutôt depuis le début le témoin indifférent de leur défilé ?

En fait, que se passe-t-il ? Il se passe que le Commissaire du Gouvernement est muni non d'un droit d'opposition mais d'un pouvoir d'approbation. La différence entre les deux doit être comprise.

S'il n'avait qu'un simple droit d'opposition, son intervention s'effectuerait d'une manière négative et consisterait à imposer un obstacle extérieur à la réalisation d'un acte ayant par lui-même pleine efficacité juridique.

Au contraire, ici, l'intervention de l'autorité est positive, elle apporte à la décision un élément indispensable à son efficacité ; avant le deuxième temps, la décision est sans force obligatoire, elle est dans le néant juridique, tout acte fait par les délégués généraux pour son exécution est sans aucune valeur.

Dans le premier cas (droit d'opposition), il y a simplement, à partir du moment où le veto intervient, paralysie dans l'exécution de la décision, elle continue d'exister sans pouvoir s'exécuter. Dans notre cas (pouvoir d'approbation), il y a une sorte de vote du Commissaire du Gouvernement, s'ajoutant au vote du Bureau Exécutif et apportant un élément de confection à la décision.

Ceci dit, qu'on nous suive de près :

Dans ce dernier cas : Approbation refusée. — Quelle solution interviendra-t-elle ? La décision est paralysée avant de naître, elle avorte, le Bureau Exécutif peut former un recours hiérarchique devant le Ministre concernant le refus d'approbation de son Commissaire du Gouvernement ; le Ministre tranchera.

Dans le premier cas : Veto. — La décision était exécutoire et s'exécutait, le veto la paralyse pour l'avenir. Le Bureau Exécutif peut demander au Commissaire du Gouvernement de revenir sur son veto ; s'il n'y consent pas, un recours hiérarchique sera formé devant le Ministre : si le veto est maintenu, la décision est paralysée

à vie, elle n'existe plus ; s'il annule le veto, au contraire la décision revit, elle est définitivement valable.

Ainsi, il se révèle que l'écart entre les deux solutions est minime : droit d'approbation, droit d'opposition, les conséquences sont en fin de compte les mêmes, le seul intérêt résidant dans la courte période de temps qui sépare délibération du Bureau Exécutif et intervention du Commissaire, et au cours de laquelle l'exécution est possible dans un cas, impossible dans l'autre. On se trouve, au Comité Interprofessionnel du Champagne, dans le cas où cet intervalle est un temps mort, puisque, dans l'attente de l'approbation, la décision est comme si elle n'existait pas, ou plutôt, réellement, elle n'existe pas, l'approbation étant un élément de sa confection. Mais il y a un autre fait : cet intervalle, on le sait, est réduit à zéro toutes les fois que le Commissaire du Gouvernement approuve en personne, puisque, selon l'art. 6, il assiste à toutes les délibérations et « donne son acquiescement immédiat ». D'autre part, lorsqu'il ne se juge pas compétent pour approuver lui-même (1) et transmet au Ministre, ce dernier doit se prononcer dans les quinze jours de la délibération sinon son silence vaut approbation. En résumé, l'intervalle est nul dans les cas les plus ordinaires et de 15 jours au maximum dans les cas exceptionnels.

Que faut-il en conclure ?

Conclusions provisoires :

a) On ne s'explique pas bien comment le législateur a pu rédiger d'une façon aussi distraite les passages que nous avons cité. C'est bien le mot distraction qui convient ici, car les rédacteurs en question, plus praticiens que juristes, ne se sont certainement pas rendu compte des conséquences, purement théoriques d'ailleurs, des formules employées, et précisément parce qu'elles ne sont que théoriques. Ce ne sont pas des Professeurs de Fa-

(1) Voir *supra*, page 135.

culté de Droit qui rédige les textes de lois, hélas et heureusement.

b) Or, le projet présenté au Ministre de l'Agriculture par les dirigeants champenois, quelques mois auparavant, laissait nettement apercevoir que les décisions du Bureau Exécutif étaient parfaites et obligatoires par elles-mêmes, le terme de veto étant en même temps employé pour qualifier l'intervention du Commissaire du Gouvernement.

c) Le décret instituant un an auparavant le B.N.R. du Champagne, prédécesseur immédiat du Comité Interprofessionnel, était, sur ce point, mieux rédigé ; le pouvoir propre du Bureau National était expressément mentionné ainsi que la position « en barrage » de l'autorité de contrôle. Est-il besoin, par ailleurs, de rappeler pour mémoire l'esprit dans lequel était conçue la Commission de Châlons. Faisant suite à celui-ci et à celle-là, on imagine mal la sorte de régression, de « capitis deminutio », que constituerait cette tutelle réglementaire du Bureau Exécutif.

d) Dans un cas, en effet, il y a autonomie réglementaire, pouvoir propre de décision, dans l'autre, ces deux caractères sont compromis par une participation « effective » du Commissaire du Gouvernement à ce pouvoir réglementaire. Cette dernière situation a été créée artificieusement et contre toute attente au Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, mais les formules employées, telles « après approbation du Commissaire du Gouvernement, les décisions deviennent obligatoires », « les décisions prises ne sont valables que si le Commissaire du Gouvernement... », ces formules sentent de loin leur Comité d'Organisation ; de fait, la grande majorité des Comités d'Organisation, suivant en cela la ligne tracée par la loi du 16 août 1940, répondent uniformément à ce type. Mais, dans ce cas, on ne voit pas davantage pourquoi cette façon de concevoir a déteint sur cette façon de rédiger la loi créant le C.I.V.C.

e) La lecture de l'exposé des motifs de cette dernière

loi se charge d'ailleurs de nous renseigner, s'il en était encore besoin, sur l'esprit général de l'institution. Suivant cet esprit, tout s'organise autour de la notion de l'autonomie de l'organisme créé ; le principe est bien la liberté d'action de ce dernier, le pouvoir de contrôle ne constitue que l'exception : il est donc beaucoup plus normal que ce dernier s'exerce par la voie négative de la prohibition.

f) L'autorité du Bureau Exécutif sort-elle donc diminuée de cette discussion théorique ? Rien n'est moins sûr. Théorique est à tous égards le mot juste, puisque dans notre cas les conséquences sont, elles aussi, théoriques ; le décalage, on l'a démontré, est à peine perceptible « en pratique », il réside en ce que les décisions qui, c'est l'exception, seront transmises au Ministre, ne pourront être exécutées dans l'intervalle. Si, sur le terrain pratique, l'intérêt de la question est réduit à zéro, il y aurait mauvaise grâce, sur le terrain strictement théorique, à exploiter ce mauvais texte. D'autant que, tout nous porte à le croire, et au premier rang l'esprit général de l'institution, il y a eu simple inconscience du législateur.

Conclusion définitive :

Après avoir, dès le début, opposé droit d'approbation d'une part et droit d'opposition de l'autre, comme deux conceptions diamétralement contraires, nous sommes amenés à reconnaître, sans prétendre généraliser et en nous cantonnant à l'hypothèse champenoise, que c'est une cloison qui s'amenuise, parce que le législateur est plus praticien que juriste, et, qu'au surplus, la réalité vivante se rit de nos schémas, quelque déception que nous en éprouvions dans notre désir d'architectures symétriques.

*
**

On a indiqué, plus haut, les quatre temps qui composent une sorte de procédure à la décision. Après avoir insisté sur les deux premiers : délibération et approbation, reste à parler des deux derniers : inscription au registre et publication.

Ils constituent davantage des éléments de forme que de fond. En tout cas, en ce qui concerne l'inscription au registre, il s'agit d'une formalité pure et qui n'ajoute rien à la décision. Malgré l'analogie possible, il n'y a rien de comparable à la signification qui s'attache à la promulgation d'une loi, et il n'était d'ailleurs pas besoin de compliquer les choses.

Par contre, de même qu'une loi doit être publiée au *Journal Officiel* pour être opposable aux tiers, de même les décisions du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, pour acquérir ce caractère d'opposabilité, devront être rendues publiques par insertion à la même date dans trois publications à grande diffusion, dont la liste a été approuvée par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Il faut se féliciter de voir ici constituer un mode de publicité efficace prévu par la loi elle-même, ce qui constitue un progrès assez considérable par rapport aux autres organismes économiques du moment, auquel un tel procédé manque, et pour qui aucune mesure d'ensemble n'a été prise à ce jour. Certains Comités (textiles, caoutchouc, sections de l'Office de Répartition) recourent parfois aux colonnes du *Journal Officiel* (1), mais plus généralement ils recourent, selon les cas, à la notification individuelle, à la lettre recommandée, à la circulaire. Ces procédés sont sans doute, aussi, utilisés par le C.I.V.C., mais ils ne sont pas toujours indiqués ; la circulaire, par exemple, est un bon moyen ordinaire d'information, mais pour les décisions elles-mêmes, les décisions importantes en particulier, elle n'apporte qu'une garantie insuffisante contre des ressortissants de mauvaise foi ; au surplus, s'il est facile d'envoyer une circulaire à 200 négociants, il est presque impossible d'adresser la dite circulaire à 20.000 vignerons, il faut donc, dans ce cas, se limiter à toucher les présidents locaux.

(1) Ces cas doivent rester exceptionnels car le *J. O.*, pour des raisons administratives autant que matérielles, ne saurait être utilisé à cette fin.

Or il allait de soi, étant donné le cadre, pour nature limitée, du ressort du C.I.V.C., que les quotidiens régionaux se trouvaient particulièrement indiqués pour s'acquitter de ce rôle de publication (1). L'effet juridique qui s'attache à celle-ci est l'opposabilité. La décision devient opposable en ce sens que les personnes physiques ou morales à qui elle s'adresse ne peuvent, dès lors, invoquer l'ignorance (« nul n'est censé ignorer la loi ») et qu'elle les oblige à partir de ce moment précis. Mais, on le sait, cette décision existe déjà et cela n'ajoute rien à sa valeur : le Comité pourra donc exécuter une décision non publiée dans la mesure où elle ne produit pas de conséquences vis-à-vis des tiers. Ainsi il pourra réaliser la création d'établissements ou de services qu'il aura décidée, un Institut Oenologique par exemple, même sans avoir avisé ses ressortissants, qui ne sont pas considérés comme intéressés, quelles que soient les incidences techniques ou fiscales qui peuvent en résulter pour eux (2) (3).

Reste un souhait à formuler, c'est celui de la création d'un journal ou bulletin officiel de l'interprofession, dans lequel serait publié non seulement les décisions du Comité, mais tout ce qui a trait à la Communauté. Ce projet existe et le Bureau Exécutif l'a approuvé, seuls les obstacles matériels empêchent de le réaliser pour le moment.

(1) Les journaux désignés, au nombre de trois, sont « l'Eclaireur de l'Est » et « le Nord-Est », dont le siège social est à Reims, et d'autre part « la Vie Industrielle ».

(2) Il pourra également se servir d'une décision non publiée, donc inopposable aux ressortissants, pour baser sur elle une seconde décision, qui aura force exécutoire vis-à-vis d'eux dès qu'elle sera portée à leur connaissance et avant même la publication de la première.

(3) A signaler, à l'art. 9, alinéa 4, de la loi du 12 avril 1941, l'emploi tout à fait impropre du qualificatif « exécutoires » pour désigner l'effet juridique qui s'attache à la publication.

CHAPITRE V

LA CAISSE DE LA COMMUNAUTÉ

Au cours des précédents chapitres, l'organisation interprofessionnelle a été rebâtie à l'aide des données de la loi du 12 avril, chacun des échelons créés figurant à son tour un étage nouveau. Evidemment le mot de construction est à la fois commode et dissonnant, ce sont les choses que l'on « construit », ici ce sont des hommes entre qui sont posés et superposés des rapports de relation. En tout cas, il n'y a pas un simple cadre, statique et figé.

En effet, le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne peut non seulement édicter des règles, codifier des usages, en un mot être un centre émetteur de normes, il peut se fabriquer des rouages nouveaux, des organes où sa vie même circulera.

Il a donc créé cette Caisse de Solidarité dont nous allons maintenant parler.

Inspirée évidemment lors de ses débuts par les nécessités du moment, il ne paraît pas douteux que, depuis lors, sa signification s'est élargie, si bien qu'elle est appelée par ses transformations récentes à constituer une pièce essentielle du système. Ce qui explique la place que nous lui consacrons.

Car, il est exact que ce qui fait l'indépendance d'un corps social, comme d'un individu, c'est son pécule. Une corporation, c'est le pouvoir réglementaire, mais c'est aussi l'existence d'un patrimoine corporatif. C'est pour-

quoi, dans la mesure où cette Caisse de Solidarité va constituer véritablement le patrimoine de la communauté champenoise, nous aurons, ou non, un précieux argument en faveur de notre point de vue d' « organisation corporative ».

Trois phases divisent son développement : la première est celle des premiers pas, le but reste encore limité ; la seconde voit la Caisse de Solidarité se transformer en Caisse de la Communauté ; la troisième résulte du supplément d'autorité apporté par le décret du 2 septembre 1942.

Première phase :

Les événements de juin 1940 ont eu pour effet, on le sait, de compromettre gravement la récolte de septembre suivant. L'abandon des vignes au moment précis où les menacent leurs ennemis traditionnels que sont le mildiou et l'oïdium, l'absence, par conséquent, de tout traitement pendant un mois et demi, et dans bien des cas deux et trois mois, c'était aller à la catastrophe quand on connaît les soins constants que requiert la vigne champenoise. De fait, le rendement total devait se révéler infime.

De plus, outre cette situation commune à presque tous les vigneron, certains avaient plus particulièrement souffert, leurs vignes ayant été totalement ou en partie endommagées à la suite des combats qui accompagnèrent le passage et la défense de la Marne entre le 10 et le 12 juin.

Telle étant la situation, il fallait y apporter un remède immédiat ; car on sait que le vigneron champenois, qui est le plus souvent un petit vigneron, n'a pas, comme le négociant, de capital de réserve, ni non plus beaucoup d'économies, heureux encore s'il n'est pas endetté ; un certain nombre d'entre eux se trouvait ainsi ruinés. Il fallait donc encourager à rester au vignoble, pour autant qu'il était possible de le faire, ces malheureux vigneron, spécialement victimes de l'exode. Or, au même moment,

on ne pouvait guère compter sur l'Etat, traditionnellement trop lent dans ses procédures d'indemnisation et occupé à panser d'autres plaies, si bien que les Champenois ne pouvaient finalement compter que sur eux-mêmes.

Peu de temps après le retour de l'exode, la Commission de Châlons se réunissait donc, et pour la dernière fois de sa carrière. A la suite de ses délibérations du 16 août fut pris, par le Préfet de la Marne, l'arrêté du 17 août 1940. Cet arrêté débloque les vins mis en réserve obligatoire en 1938 (1) et en fixe les prix, il énonce en son art. 3 :

Art. 3. — Sur les prix réellement payés aux vendeurs une retenue de 15 % sera opérée par les acheteurs, conservée par eux en comptabilité, et réservée à une Caisse de Solidarité champenoise suivant les instructions qui seront ultérieurement publiées.

Ce sont les mêmes initiateurs, à peu de choses près, qui, devenus Bureau National de Répartition du Champagne, ont, pour de bon, créé cette Caisse et en déterminèrent les modalités de fonctionnement. Quelques mois après, en effet, en février 1941, l'organisation matérielle nécessaire à la marche de cet organisme était mise au point avec la collaboration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole.

a) Collecte. — Le taux de la retenue est de 15 %. Y sont assujettis tous les échanges entre propriété et commerce, c'est-à-dire à la fois les achats de vins en cercle et les achats au kilo de vendange. Celle des parties qui supporte la retenue est le vigneron seul, le négociant étant chargé de comptabiliser les sommes. A cet effet, il remplit simplement un bordereau de modèle imposé, où il consigne tous ses achats à la propriété depuis la date des vendanges, en mentionnant les noms des vendeurs, les quantités, lieux d'origine, prix totaux ; après avoir

(1) Voir *supra*, page 58.

ainsi fait apparaître le montant de la retenue, il envoie cet état à la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Reims accompagné du montant du versement par chèque ou virement.

b) *Résultat.* — Un an après, le 31 juillet 1942, M. Doyard déclare : « Nous avons réussi le tour de force de ne rien demander à personne en dehors de la Champagne et avons trouvé un peu plus de 18 millions, alors que nous étions dans une situation lamentable, et que, théoriquement, il devait être impossible d'espérer quoi que ce soit du vignoble ». Le résultat exact de cette collecte des 15 % s'élève à la somme de 18.778.512 fr. 98.

c) *Répartition.* — A la date du 17 juin 1941, un Comité Consultatif de Gestion, réuni à la diligence de M. Doyard, décida de procéder à la répartition d'une première tranche de 10 millions, d'indemniser ainsi les vigneron situés au nord de la rivière Marne, rentrés après l'interdit de leur zone (15 août 1940) et qui avaient eu toutes leurs vignes détruites par le mildiou, les modalités étant les suivantes : il était alloué au vigneron sinistré d'un crû de 100 %, n'ayant rien récolté en 1940, une somme maxima de 25.000 fr. à l'hectare : dans les crûs inférieurs à 100 %, l'indemnité maxima était constituée par un pourcentage de cette somme de 25.000, égal au pourcentage du crû. En outre, dans chaque crû, la somme maxima allouée était réduite de 1/8 par pièce récoltée à l'hectare, le vigneron ayant récolté au moins 8 pièces à l'hectare n'ayant droit à aucune allocation.

Il fut distribué de ce chef pour 7.962.439 fr. 35.

Par la suite (décision du Bureau Exécutif du C.I.V.C. du 10 décembre 1941), le bénéfice de ces indemnités fut étendu à tous les récoltants quelle que soit leur résidence, à ceux de la rive sud de la Marne par conséquent, qui, par suite d'évacuation lointaine et des impossibilités de transport, n'avaient pu rentrer qu'après le 15 août ; en outre, étaient assimilés aux bénéficiaires déjà cités les

prisonniers de guerre et les mobilisés. Il a été distribué de ce second chef : 961.651 fr. 10.

La distribution des indemnités s'est faite suivant le mécanisme suivant :

1° Des imprimés sont mis à la disposition des vignerons-récoltants. L'intéressé remplit lui-même sa déclaration, en indiquant, entre autres, la superficie exacte cultivée en vigne champenoise et la récolte faite aux vendanges 1940 (à condition, comme on l'a dit, qu'elle soit inférieure à 8 hl. à l'hectare, soit 1.200 kg.).

2° La fiche une fois remplie est remise au Président de la Sous-Commission de crû locale. Dans chaque commune viticole, il a été en effet constitué à l'occasion des vendanges 1941, une sous-commission de crû composée de trois personnes : le Maire, le Président de la section locale du Syndicat Général, un courtier. Cette Commission examine donc les demandes et exerce, s'il y a lieu, un contrôle de leur exactitude, puis les transmet au Comité Interprofessionnel.

3° Le délégué général des vignerons, le Comité de gestion de la Caisse au sein du Comité Interprofessionnel, décident d'accorder ou non la prestation.

4° Si la prestation est accordée, la Caisse Régionale de Crédit Agricole, où tous les fonds sont déposés, reçoit l'avis de mandater le montant de l'indemnité et le versement est fait par ses soins, en utilisant chaque fois que cela est possible les Présidents de ses Caisses locales.

Deuxième phase :

L'entrée dans cette seconde phase se place à la veille des vendanges 1941. A ce moment, la Caisse élargit le cadre de ses objectifs et se transforme en Caisse de la Communauté.

a) *Collecte.* — Jusqu'ici, en effet, ce sont les vignerons seuls qui ont alimenté la Caisse, le prélèvement de 15 % était à leur charge exclusive. Or, il s'est trouvé que le

commerce a voulu affirmer la solidarité agissante dans laquelle il se sentait tenu vis-à-vis du vignoble ; il apercevait, en même temps, que du concours apporté au vignoble sinistré dépendait en grande partie la possibilité pour ce dernier de cultiver ses vignes, de faire face aux financements nécessaires jusqu'au jour où elles pourront de nouveau lui rapporter normalement, et du même coup alimenter efficacement les besoins du commerce lui-même. Dans cet esprit, le Règlement des Vendanges 1941 institue un droit de 6 % « ad valorem » sur les échanges entre propriété et commerce et dont le montant, destiné à la Caisse Commune, est supporté par parts égales entre vendeurs et acheteurs. Le vigneron-vendeur supporte donc 3 % et le négociant-acheteur 3 %. Le droit total, comptabilisé par les acheteurs, est versé par eux à la Caisse de Crédit Agricole, en quatre échéances trimestrielles.

b) *Résultat.* — Bien que la récolte de 1941, avec ses 250.000 hectos, soit restée en dessous d'une récolte normale, le prélèvement des 6 % a vu entrer dans la Caisse de la Communauté une somme qui avoisine 27 millions. Si l'on considère qu'au même moment restait disponible le reliquat des 18 millions (retenue de 15 % 1940), dont la moitié seulement avait été distribuée, c'est donc à la tête d'une somme de 36 millions que se trouvait la Caisse de la Communauté.

c) *Emploi.* — On a vu, il y a un instant, suivant quelles modalités ont été indemnisés les deshérités de la récolte 1940 ; or, il était à prévoir que les mêmes seraient récidivistes dans le malheur. De fait, la récolte de 1941 fut presque nulle dans les parties du vignoble qui avaient déjà terriblement souffert en 1940, tandis qu'elle était mieux que bonne dans les régions du Sud de la Marne, qui avaient été moins endommagées.

Une nouvelle distribution d'indemnités vient donc d'être décidée et se trouve présentement en cours d'exécution. En bénéficient tous les vignerons qui n'ont pas

récolté 2.000 kg. à l'hectare aux vendanges 1941. Les modalités et le mécanisme sont les mêmes que la première fois, la seule différence réside dans le chiffre de base de l'indemnité, qui est relevé à 4.000 fr. l'hectare pour les crûs à 100 %, alors que tout à l'heure il n'était que de 2.500.

On espère répartir ainsi une dizaine de millions.

En réalité, on le dira plus loin, cette œuvre, non de bienfaisance mais de justice, qui était tout l'objectif de la Caisse de Solidarité, est devenue pour la Caisse de la Communauté, qui est son développement, un simple point de départ.

Pourtant, qu'on ne s'attende pas à nous voir sous-estimer cette fonction indemnificatrice. ne serait-ce qu'en raison de sa quasi-permanence ; car chacun sait que grêles, orages, gelées, menacent chaque année la fragilité du vignoble champenois. En ce domaine, grâce à sa Caisse de la Communauté, le Comité Interprofessionnel, comme il l'a déjà montré, est en mesure d'appliquer un système infiniment plus souple et plus simple que celui employé pour distribuer les indemnités de l'Etat. Il n'est pas encore parfait, mais les intéressés eux-mêmes reconnaîtront qu'il est bien supérieur à celui employé autrefois, attendu qu'il leur apportera beaucoup plus et plus vite que ce que l'Etat-Providence ne pourrait leur octroyer. Citons les paroles même de M. Doyard, délégué général des vignerons :

« Nous ne pouvions pas continuer les errements passés, c'est-à-dire constituer des dossiers s'accompagnant d'expertise, de contre-expertises, de sur-examens par la commission cantonale et bien d'autres formalités, pour aboutir en fait à des discussions interminables, à des mécontentements sans nombre du fait que les évaluations ne tenaient aucun compte de la valeur de la perte subie, mais au contraire se référaient aux prix pratiqués, 3, 4 ou 5 ans auparavant, pour recevoir finalement, au bout d'une attente de 2 ans 1/2 ou 3 ans, l'aumône de 250 à 300 fr. à l'hectare. »

Mais, nous avons dit que le secteur « Calamités » ne constituait que le premier objectif de la Caisse Commu-

nautaire ; hâtons-nous de signaler, en effet, que ce qu'elle poursuit actuellement est d'une portée tout à fait considérable et ce que l'entreprise comporte d'audacieux ne laisse pas d'étonner : il s'agit, grâce au financement de la Caisse, de doter la Champagne d'un équipement viti-vinicole qui la mette, autant que faire se peut, à l'abri des à-coups de la production ; en d'autres termes, ménager des possibilités de stockage qui pourront avoir l'effet d'un volant régulateur.

Il n'est pas besoin de démontrer l'intérêt de cette œuvre. Qui a l'expérience du comportement de la vigne en Champagne sait qu'on reverra des années de grosses récoltes, comme on reverra aussi des années de moyens et faibles rendements ; il ne dépend pas du vigneron que ces productions, chaque année, soient régulières et adaptées, sinon calquées, sur les besoins du Commerce. Vient une succession de récoltes abondantes, alors que le commerce pourrait encore connaître des périodes difficiles dans le placement de sa bouteille, les vignerons seront de nouveau à la merci de ce dernier et, faute de pouvoir loger leur récolte, acculés aux expédients d'avant-guerre.

Cette instabilité, que l'on a, dès le début, signalée comme à l'origine de tous les grincements de la mécanique du cycle champenois, la Caisse de la Communauté, et, à travers elle, le Comité Interprofessionnel, espère lui trouver remède par cette politique d'équipement.

Le programme envisagé prévoit la construction de 150.000 hectos de logement dans les trois années qui vont suivre. Ce chiffre est important ; pour apprécier son ordre de grandeur, il n'est que de prendre comme référence le volume de la récolte annuelle, qui est en moyenne de l'ordre de 400.000 hectos, mais qui peut aussi bien s'élever à 700.000 (1935) et descendre à 250.000 (1941) ; par suite, on apercevra qu'un volant régulateur de 150.000 hectos est propre à constituer l'élément d'équilibration recherché.

Suivant ce plan, 50.000 hectos doivent être réalisés

dans chacune des trois années, et une Commission d'Équipement du Vignoble Champenois a reçu délégation du Bureau Exécutif du C.I.V.C. pour diriger cette réalisation. La première tranche aurait dû être exécutée cette année même, ce qui eut pallié, dans une large mesure, aux difficultés de la récolte en cours (1), mais les restrictions considérables de l'approvisionnement en fers et en ciments ne l'ont pas permis ; cependant, les travaux actuels ont d'ores et déjà demandé près d'un million. Quant à la tranche de l'exercice 1943, il est prévu qu'elle absorbera 12 à 15 millions.

D'autre part, en même temps qu'elle poursuit la mise en place de ces instruments de stockage, et dans le cadre aussi de l'équipement champenois, la Caisse de la Communauté vient de créer (août 1942) une Station Oenologique qui rendra ses services à tous, négociants comme vignerons, sous l'égide du Comité Interprofessionnel, et, par suite, d'une façon indépendante de tout souci commercial. L'absence jusqu'ici, en Champagne, de cette réalisation, constituait un handicap par rapport à d'autres régions vinicoles ; cette lacune est à présent comblée.

Ci-dessous les grandes lignes du bilan de la Caisse de la Communauté, tel qu'il se trouvait arrêté au 31 juillet 1942 :

Entrées :

Prélèvement de 15 % sur la récolte 1940....	18.778.512 fr. 93
Intérêts à courir	354.500 fr.
Intérêts acquis	172.177 fr. 10
Retenue de 6 % sur la récolte 1941	26.901.024 fr. 82
Don de la Fédération des Vins doux naturels.	20.000 fr.
	46.226.214 fr. 90

(1) 1942.

Dépenses :

Indemnités Nord-Marne	7.962.439 fr. 35
Indemnités Sud-Marne	951.651 fr. 10
Avances à une Coopérative sinistrée, en attendant réalisation d'un prêt du Crédit agricole	23 636 fr. 35
Terrains et immeubles en vue de la Caisse d'Equipement	150.000 fr.
Installation de la Station Oenologique	50.000 fr.
Equipement champenois (ciments, fers)	720.837 fr. 90
	9.858.564 fr. 70

Mais la Caisse de la Communauté n'a pas voulu en rester là. En effet, après de longs pourparlers, le C.I.V.C. vient d'obtenir, en juillet 1942, une revalorisation de la bouteille de Champagne. Le commerce aurait pu garder pour lui seul cette majoration, mais, sur l'initiative de son délégué général, M. de Vogüé, il a été décidé qu'une notable partie de cette augmentation, 30 % en moyenne, va alimenter la Caisse Communautaire. Cette retenue fournira 3 à 6 francs par bouteille, ce qui permet d'escompter d'ici la fin de 1942 une rentrée supplémentaire d'une vingtaine de millions. Une partie de cette somme, qui s'ajoute aux 30 millions encore en caisse, sera affectée à un fonds de réserve. De plus, une décision du Bureau Exécutif du C.I.V.C. en date du 21 août 1942, décide de faire une dotation de 10 millions aux Comités Sociaux d'Entreprise des Maisons de Champagne de Reims, Epernay, Châlons, et leur Région, et ainsi d'aider à leur démarrage.

On peut s'arrêter là, car l'on peut à présent affirmer en connaissance de cause : la Caisse de la Communauté a bien le caractère d'un patrimoine corporatif ; elle n'est pas la simple Caisse-Providence substituée à l'Etat-Providence, que l'on verra se profiler dans les circonstances de calamité ; elle se déploie d'une façon constructive sur

le terrain économique (équipement destiné à parer aux à-coups de la production), sur le terrain technique (Station Oenologique), sur le terrain social enfin (démarrage des Comités Sociaux).

Troisième phase :

Cette troisième phase, en réalité, n'en est pas une ; ce n'est pas une évolution, le changement intervenu intéresse non le fond mais la forme.

Il s'agit du décret du 2 septembre 1942 et de l'arrêté ministériel du même jour (1), dont le but est simplement d'intégrer, ou de réintégrer, dans la légalité, tout ce qui s'est fait depuis deux ans dans le cadre de cette Caisse de Solidarité devenue ensuite Caisse de la Communauté, et en premier lieu son existence elle-même.

En effet, le germe légal de la Caisse résidait en tout et pour tout dans la décision de la Commission de Châlons devenue arrêté préfectoral du 17 août 1940, et dont on a reproduit plus haut les termes de l'art. 3 ; toutes les modalités d'organisation sont l'œuvre du Bureau National, puis du Comité Interprofessionnel ; notamment, c'est une simple décision du Bureau Exécutif du C.I.V.C. entérinée suivant les formes des décisions ordinaires par le Commissaire du Gouvernement, qui établit la taxe de 6 % sur la récolte 1941.

Or, que l'on réfléchisse un moment qu'il s'agit là de la création d'un organisme de gestion financière à caractère public, que n'importe qui ne peut n'importe comment gérer une Caisse extra-privée ; que l'on se remémore, enfin, que le droit d'imposer est traditionnellement un droit régalien, que nul, hormis l'Etat, n'est qualifié, suivant le droit commun, pour lever des taxes à caractère obligatoire sur des opérations commerciales comme en toute autre matière. Seul un arrêté ministériel, un

(1) « Journal Officiel » du 15 octobre 1942.

décret, une loi, peuvent dispenser une parcelle du pouvoir financier.

Les Champenois responsables auraient d'ailleurs dû tirer leur profit des termes de l'art. 14 de la loi du 12 avril, ainsi conçu :

Art. 14. — Le C.I.V.C. peut être autorisé par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à prélever, soit sur la vente des produits soit par d'autres moyens, des taxes destinées à couvrir ses frais de gestion, ainsi que, selon les cas, à constituer des fonds de péréquation en vue de stabiliser les prix sur des marchandises commercialisées par eux, à faciliter par tous moyens utiles l'assainissement du marché, ou enfin à permettre la réalisation de tout autre but d'intérêt interprofessionnel.

Etant donné ces faits, on imagine la saine réaction du Ministère des Finances : il déclara ne pas connaître la Caisse de Solidarité, puis s'inquiéta du même coup de l'existence de cette sorte de « Caisse noire » qu'il trouve à la tête d'un magot de quelques 45 millions.

Le décret du 2 septembre 1942 (1) intègre à l'avenir les recettes et les dépenses de la Caisse de la Communauté dans le budget du C.I.V.C., dont elles constitueront une section spéciale : elles seront donc soumises, comme le budget lui-même, à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement, approbation donnée par arrêté.

Quant à l'arrêté d'application du même jour, il autorise, rétroactivement, la perception des taxes de 15 % (récolte 1940) et 6 % (récolte 1941), de même qu'il autorise, pour le présent, la retenue dont il était parlé il y a un instant sur les majorations à la vente de la bouteille de Champagne. Il avalise en même temps les modalités de recouvrement qui avaient été organisées par les organismes antérieurs que l'on connaît.

En résumé : cette troisième phase ne touche qu'à la forme, c'est une consécration légale, la Caisse de la Communauté est un enfant naturel qu'on légitime.

(1) Annexes, page 217.

CHAPITRE VI

RECOURS ET SANCTIONS ORGANISATION MATÉRIELLE

Section I. — RECOURS

Il faut distinguer les recours concernant les mesures individuelles et les recours concernant les mesures générales.

1° *Mesures individuelles.* — Ces mesures sont exécutoires par elles-mêmes, contrairement au système décrit et déploré pour les mesures générales. Un recours est possible devant le Commissaire du Gouvernement (art. 10, alin. 7, de la loi du 12 avril), qui intervient alors pour la première fois (la mesure étant prise sans lui). S'il fait droit à ce recours, la mesure visée est paralysée pour l'avenir, sinon elle continue de produire son effet comme si rien n'était advenu ; dans aucun cas, d'ailleurs, le simple fait de se pourvoir contre la décision n'est suspensif de l'exécution.

Le Commissaire du Gouvernement peut se déclarer incompétent et transmettre finalement au Ministre. Mais les possibilités, comme les chances, d'une réformation, sont limitées par un double fait : d'une part, aucun recours n'est plus admis passé un mois (art. 5 du décret d'application), d'autre part, le silence du Commissaire du Gouvernement ou du Ministre pendant 15 jours vaut

approbation de la décision attaquée et, par conséquent, échec du recours.

2° *Mesures générales.* -- Ici, rien n'est prévu dans les textes : il faudra recourir aux voies de droit qui semblent recommandées en la matière. En premier lieu, on pourra évidemment demander au Commissaire du Gouvernement d'exercer son rôle naturel d'arbitre, mais la persuasion seule pourra amener le Bureau Exécutif à revenir sur la règle édictée : le même Commissaire du Gouvernement étant auparavant intervenu pour l'approuver, elle échappe dès lors à son contrôle.

Pourtant, si la décision en cause viole un texte de valeur supérieure, une loi par exemple, ou bien si elle dépasse les attributions du Comité, ou bien encore si elle est entachée d'un vice de forme, et que le Commissaire du Gouvernement l'ait cependant approuvée, il y aura possibilité, pour tout intéressé, d'intenter le recours normal en annulation devant le Conseil d'Etat. Comme on le remarque, un tel recours ne peut s'inspirer que de raisons de droit et non de raisons d'opportunité. Comme tous les recours semblables, il ne pourra s'intenter que dans les deux mois de la publication du règlement attaqué.

Section II. — SANCTIONS

L'art. 11 de la loi du 12 avril énumère toute une gamme de sanctions ; on peut les classer dans l'ordre logique suivant :

1° Confiscation de tout ou partie des denrées ou produits faisant l'objet du litige (au profit de l'Etat).

2° Amendes dont le montant pourra atteindre 500 fois le coût de la carte professionnelle de l'intéressé, par infraction.

3° Retrait de la carte professionnelle pour une durée égale ou inférieure à un mois (ceci vise les courtiers, commissionnaires, agents de vente).

4° Fermeture temporaire, pendant une durée n'excédant pas un mois, des établissements industriels et commerciaux des contrevenants (ceci vise, en fait, les négociants et les industries annexes).

5° Retrait de la carte professionnelle pour plus d'un mois, ou son retrait définitif.

6° Fermeture de l'établissement pour plus d'un mois, ou fermeture définitive.

On sait que le pouvoir de police est l'un des attributs caractéristiques où l'on reconnaît une collectivité douée d'une certaine autonomie. Quelle part le C.I.V.C. prend-il donc à l'exercice de ce pouvoir ? Il a l'initiative exclusive de ces sanctions, il les propose, par l'organe de son Bureau Exécutif et de son Commissaire du Gouvernement, au Préfet Régional de la Marne, chargé seulement de les « prononcer » au nom de l'Etat. Ce dernier peut d'ailleurs s'y récuser. Il y a donc, dans la mise en œuvre de ces sanctions, collaboration, une fois de plus, entre le C.I.V.C. et l'Etat, et, pour un peu, nous allions dire consentement mutuel.

Il faut approuver cette répartition des rôles : la police est faite par les intéressés, qui commissionnent eux-mêmes les agents chargés de rechercher les infractions ; enfin, l'Etat contrôle, dans le souci de protéger les délinquants eux-mêmes contre une sévérité excessive ou partielle, apportant en même temps le poids de son autorité : il apparaît finalement, dans l'exercice de ce pouvoir disciplinaire, comme une sorte de bras séculier venant en aide au Comité Interprofessionnel.

Le prononcé de la sanction est confié en principe au Préfet de la Marne, mais réservé, dans les deux derniers cas, au Ministre.

Section III. — ORGANISATION MATÉRIELLE

L'activité du Comité Interprofessionnel suppose un personnel administratif et des bureaux importants.

Le Bureau de contact avait commencé avec un secré-

taire et une sténo-dactylographe, qui suffisaient à faire face au travail qu'il y avait à assurer ; mais depuis cette époque (septembre 1940), ce personnel s'est accru, puisqu'il compte une cinquantaine d'employés, chefs de services...

Il arrive tous les jours environ 100 lettres, et il en part à peu près autant. En outre, il y a environ 130 conversations téléphoniques par jour.

Le Secrétariat administratif est calqué sur le principe des Etats-Majors et des grandes administrations.

Sous la direction d'un directeur, doublé d'un directeur-adjoint, directement responsable devant les délégués généraux, on trouve 5 bureaux comprenant chacun :

1 chef de service ;

1 chef de bureau ;

des rédacteurs ;

des sténo-dactylographes.

Les cadres sont très jeunes : la moyenne d'âge des directeurs et chefs de service est de 30 ans.

Le premier bureau traite des questions d'approvisionnement en matières premières, de répartition des vins livrés à l'armée allemande par les maisons de Champagne, des statistiques.

Le deuxième bureau s'occupe de l'organisation professionnelle : cartes professionnelles, contentieux pour les litiges d'ordre professionnel ; il a été chargé d'exécuter la répartition des vins à la vendange entre les acheteurs ; enfin on y trouve la section « importations et exportations ».

Le troisième bureau est celui de la comptabilité : il a la charge de la gestion des budgets communs de la propriété et du commerce ; il est responsable de la partie administrative de la Caisse de la Communauté Champenoise (caisse de calamités) ; enfin, il gère, du point de vue administratif, le personnel et le matériel du Comité Interprofessionnel. Il comporte une section financière d'études particulières, telles que : provisions pour renouvellement des stocks et du matériel, taxes à la production

et sur les transactions, droits sur les vins et les alcools.

Au quatrième bureau est confié le soin d'effectuer les contrôles et inspections. Comme dit ci-dessus, tous ses membres sont commissionnés par la Répression des fraudes.

Enfin, le cinquième bureau est celui de la propriété : équipement champenois, approvisionnement en matières indispensables au vignoble (sulfate de cuivre, produits oenologiques, etc...). Il est en contact étroit avec les organismes spécialisés en la matière (A.V.C. notamment).

TROISIEME PARTIE

L'ORGANISATION DANS L'ORDRE SOCIAL

PREAMBULE

OU L'ON PASSE DE L'ORDRE ÉCONOMIQUE A L'ORDRE SOCIAL

L'économique et le social sont, suivant le langage usité, deux « domaines » différents, que séparent une frontière plus ou moins symbolique. Nos cerveaux cartésiens sont définitivement rompus aux « catégories », nous sommes donc prêts à adopter la catégorie du Social, qui fera pendant, contraste, et, si l'on veut encore, symétrie, avec la catégorie de l'Economique.

Où commence le social ?

Comme en matière de Droit on donne aux mots un sens précis, on a peut-être remarqué déjà que l'économique ne parle pas la même langue que le social, il parle chef d'entreprise, forces de travail, ici on parle « patron » et « ouvrier », le social c'est toute la couche d'air comprise entre ces deux termes.

On dit de plus en plus souvent, par paresse évidemment, que les phénomènes sont « complexes », qu'ils forment un faisceau continu où l'économique, le juridique, le social, l'éthique, le technique, se mêlent et sont tout un,

cette tendance ne saurait nous empêcher de fendre le flot et faire passer le social à droite de notre étrave et l'économique à gauche.

Ce qui reste vrai, c'est qu'un même phénomène est à la fois social et économique, il a une double face, un endroit et un envers. Ainsi, le salaire, en tant que prix de revient pour le chef d'entreprise et pouvoir d'achat pour l'ouvrier, est typiquement économique, il est social en tant que rapport entre employeur et salarié et dans l'établissement de ce rapport ; ou encore, il est social en tant que résolution du binôme patron - ouvrier.

Il y a deux façons de penser, il y a une justice sociale qui est un décalage de la justice économique, le point de vue économique restant parfaitement neutre, étant ce qui est, établissant une justice « numérale » ; et il y a une politique sociale qui est une attitude consciemment étrangère à l'économie. Ce sont deux moments successifs.

Puisque nous sommes arrivés au moment « social », on est un peu curieux de voir comment l'organisation interprofessionnelle, dont a défini les aptitudes économiques, va aborder ce domaine nouveau.

CHAPITRE PREMIER

LE CENTRE INTERPROFESSIONNEL ET SOCIAL

L'action se situe en octobre 1940 à Epernay, capitale du Champagne.

Ici comme ailleurs, maints différents s'étaient élevés au cours des cinq dernières années entre syndicats patronaux et ouvriers. Pourtant, même alors, l'expérience avait montré aux uns et aux autres que la soit disant irréductibilité de leurs intérêts était à base de malentendu, d'ignorance des conditions réciproques.

Il semble que l'aplanissement des voies est venu de ce qu'on a réappris progressivement, à Epernay, que, pour s'entendre, il faut se rencontrer, apprendre à se connaître. C'est un peu la raison pour laquelle leurs dirigeants patronaux et ouvriers y ont évité aux pires heures de 1936 et 1937 que les mouvements de grève puissent se prolonger et s'étendre. Lorsqu'ensuite, fin 1937, s'est constitué le G.I.P.E.R., Groupement Interprofessionnel Patronal d'Epernay et de la Région, des relations courtoises d'abord, confiantes ensuite, s'étaient établies entre lui et les syndicats ouvriers. Le Secrétaire Patronal n'ignorait pas le chemin de la Bourse du Travail et le Secrétaire de l'Union locale connaissait celui de la Maison Patronale.

En 1939, quelques mois avant la guerre qui, hélas,

y mit fin brusquement, une convention collective spécifiait même que les deux parties (patronale et ouvrière) « s'engagent à envisager en commun tous les différents pouvant surgir dans le cadre interprofessionnel avant de décider de toute action ».

Que s'est-il passé tout de suite après juin 1940 ? Les syndicats ouvriers locaux se sont montrés plus désorientés que les syndicats patronaux de se trouver coupés de leurs impulsions centrales (1); la dispersion de leurs dirigeants ajouta à l'incertitude ; il y eut ainsi, pendant quelques mois, une sorte d'éclipse syndicale. Il régnait finalement un certain malaise.

C'est dans cette atmosphère qu'a germé l'idée de réunir dans un local commun les soit-disant frères ennemis, en un mot de créer une Maison du Travail où seraient réunies les organisations des employeurs et des salariés, qui, sous le même toit, se mettraient au service de la justice et de la paix sociale.

Les Sparnaciens ont vu juste, la sérénité est au prix de cette « vie commune ». L'éloignement dans lequel se sont tenus dans le passé les secrétariats permanents patronaux et ouvriers a retardé, c'est certain, l'établissement d'un climat favorable à l'apaisement des passions soulevées. Il a développé des cloisons étanches au travers desquelles l'explication loyale sur les incidents survenus, les mobiles vrais de leurs auteurs, ne pouvait trouver passage. On se battait de part et d'autre sur l'interprétation que procurait une documentation et des renseignements incomplets, fragmentaires, ou tendancieux.

Le « Centre Interprofessionnel et Social d'Épernay », puisque tel est son nom, connu aussi sous le diminutif C.I.S., est une institution très intéressante, parce qu'à la veille du discours de Saint-Étienne, elle a constitué la première Maison du Travail de France et l'ancêtre de tous les Comités Sociaux. Douze mois avant la parution

(1) Dissolution des confédérations syndicales à l'échelon national : C.G.T., C.F.T.C., C.G.P.F.

de la Charte du Travail, deux ans avant le premier stade de sa mise en place, la Maison du Travail d'Epernay « est ».

Son cadre n'est pas un cadre purement Champagne puisque tous les employeurs et salariés locaux y sont réunis quelque soit leur profession, mais le commerce du Champagne, et ce qui y concourt, meublent les 3/4 de ce cadre. Retenons donc que le contenu du C.I.S. est dans une large mesure un contenu « Champagne », car on dira plus loin pourquoi on a dès le premier abord pensé à créer un « cadre débordant », et pourquoi ensuite, à côté des fragmentations par professions, on a conservé cette unité de mesure.

De toutes façons, l'intérêt que présente une courte monographie de cette réalisation est certain, et ne nous distrait pas de notre sujet. Du point de vue « historique » c'est fixer pour l'avenir un spécimen de ce que seront les Maisons des Corporations. Du point de vue de notre étude, le but est d'indiquer le caractère de complément, d'élargissement de l'organisation professionnelle du Champagne ; c'est du C.I.S. qu'est sortie une organisation du Champagne seul (1) ; le C.I.V.C., réalisant alors avec elle une liaison horizontale, l'a prise sous sa protection et son égide ; ainsi, il a lancé la tête de pont qui le relie au domaine social. Aujourd'hui le C.I.S., après deux ans d'expérience, continue de vivre, il s'adapte progressivement à la Charte du Travail.

Deux sections diviseront cet exposé : 1°) Partie descriptive (les organes du C.I.S. et leur fonctionnement ; 2°) Partie explicative (principes directeurs, commentaires, jugements d'ensemble).

(1) Voir chapitre suivant : « Commission tripartite des Caves », « Commission tripartite des vignes ».

Section I. — DESCRIPTION DU C.I.S.

Les organes du Centre Interprofessionnel et Social s'étagent sur trois plans ; on distingue un organe de décision, des services de documentation, des services d'exécution.

Organe de Direction. — C'est le Bureau Mixte, véritable conseil de la gestion matérielle et morale de l'ensemble, prolongé sur le plan de l'action par le Bureau Exécutif. Il constitue l'organe interprofessionnel coiffant les diverses organisations professionnelles de la région d'Epernay.

Ce BUREAU MIXTE est formé de 4 délégués patronaux et 4 délégués ouvriers. Les premiers ont été désignés par le Bureau du Groupement Interprofessionnel Patronal d'Epernay et de la Région, les seconds ont été désignés par le Secrétaire de l'Union locale, devenu délégué ouvrier du C.I.S. Ce choix a été approuvé à la majorité des ouvriers, lors des réunions professionnelles qui ont eu pour but la réorganisation et le regroupement des syndicats locaux.

a) *Rôle d'arbitrage.* — Tous les litiges qui naissent entre employeurs et salariés, et qui n'ont pu être résolus par la conciliation dans le cadre professionnel, lui sont soumis. Les ouvriers exposent l'objet de leur mécontentement ou de leurs revendications au Service Ouvrier, qui transmet au Service Patronal ; celui-ci fait une enquête auprès de l'employeur, et, après étude en commun du Bureau Mixte, une solution est adoptée pour laquelle chaque service fait le nécessaire auprès de l'intéressé : 42 petits différents ont été réglés en trois mois, 150 en un an, plus de 300 depuis le début.

b) *Fonction syndicale.* — Il provoque la réorganisation des syndicats dans chaque profession, assure la mise en place des Comités mixtes professionnels, oriente et coordonne leur activité.

c) *Fonction coordinatrice.* — C'est lui qui détermine, par exemple, les limites entre lesquelles doivent s'établir les salaires des diverses professions, afin d'éviter dans toute la mesure du possible de trop grandes inégalités de traitement. En ce qui concerne les conventions collectives, d'autre part, il fixe un cadre général et s'assure ainsi que les conditions d'exécution du travail dans les diverses professions concordent dans leurs grandes lignes d'une profession à l'autre.

d) *Rôle de gestion.* — Le Bureau Mixte gère d'abord le *placement*, c'est par son entremise qu'est résolue cette douloureuse question sur laquelle, avant-guerre, tant de controverses se sont élevées ; dans cette mission, il a jusqu'ici agi en collaboration avec la Mairie, ou, plutôt, l'Office Municipal de Placement était tenu en nom par la Mairie, mais le travail effectif était laissé au C.I.S. ; à présent il est devenu Section locale de l'Office du Travail de la Marne. Le Bureau ouvrier de la Maison du Travail reçoit la visite des ouvriers sans travail ; de son côté, le Bureau Patronal reçoit les offres d'emploi. Le Placement est l'œuvre commune. Il est décidé en fonction d'un triple point de vue : la valeur professionnelle, l'urgence du travail d'après les charges sociales, enfin les caractéristiques propres du stipulant. Résultats : de fin octobre 1940 au 20 mars 1941, en 5 mois, 454 hommes ont été placés et 271 femmes.

A cette époque, comme le nombre des demandeurs ne pouvait être résorbé par les offres d'emploi, le C.I.S. a recherché une aide à ces travailleurs, qui n'étaient pas dans les conditions requises pour obtenir une indemnité de chômage : une équipe de travailleurs a été constituée. Les Services de la Voirie ont indiqué les travaux susceptibles d'intéresser la Communauté (récurage des fossés), et encadré les travailleurs. Le Secours National a financé les frais. Le travail était à mi-temps : 4 heures par jour de travail effectif, l'après-midi, et, le matin, cours organisés par l'Inspecteur de l'Enseignement Technique et les Centres d'apprentissage d'Epernay. Ces cours

étaient les suivants : apprentissage pour les jeunes, rééducation professionnelle pour les manœuvres, perfectionnement pour les spécialisés, bricolage pour tous.

Ainsi donc, le C.I.S. gère non seulement le placement mais le *chômage*. D'ailleurs, avant la constitution du Centre Interprofessionnel, il n'existait pas de fonds de chômage à Epernay et une des premières activités du Bureau Mixte a été de demander l'institution de ce fonds, ce qui a été obtenu ; les demandes d'allocation sont remises à l'ouvrier en chômage, lors de son inscription au Bureau de Placement de la Maison du Travail, son inscription étant une des conditions nécessaires à l'admission. Ces allocations sont payées par la Mairie après examen des dossiers par la Commission de chômage, à laquelle le C.I.S. est représenté par ses deux délégués (patronal et ouvrier).

Enfin le Bureau Mixte contrôle la gestion du *Service Social* (1).

Le Bureau Mixte désigne dans son sein deux délégués, l'un patronal, l'autre ouvrier, qui constituent le BUREAU EXÉCUTIF. Ils ont le pouvoir d'exécuter les décisions prises par le Bureau Mixte ; ce sont donc eux qui actionnent les secrétariats permanents, patronal et ouvrier. Ces délégués jouent un rôle important : ils travaillent en commun pour harmoniser les efforts de chacun des services et sont habilités pour présenter au Bureau Mixte les suggestions, projets, propositions utiles à l'intérêt et à la bonne marche du Centre. D'une façon générale, ils ont tous pouvoirs pour gérer et administrer le Centre vis-à-vis des tiers ; ils peuvent, de même, le représenter en justice et se porter partie civile. Ce sont donc eux les véritables animateurs et responsables de la Maison du Travail, alias Centre Interprofessionnel et Social.

Organes de Documentation. — La Maison du Travail, « Centrale » traitant et solutionnant toutes les questions

(1) *Infra*, page 173.

sociales de la Région, doit être équipée à cette intention, c'est-à-dire être en même temps une centrale de la documentation du travail.

a) *Le fichier de la main-d'œuvre.* — Réalisation encore unique en son genre dans toute la France, ce fichier instituerait la « mise en carte » de l'ouvrier pour peu qu'on en déforme le but ; en fait, il est conçu pour rester un instrument de documentation professionnelle, non d'inquisition. Tous les employeurs donnent les renseignements suivants, concernant tout leur personnel, destinés à établir une fiche par travailleur :

Nom — Domicile — Profession — Nationalité — Date et lieu de naissance — Situation militaire — Mutilé de travail ou de guerre — Situation du conjoint — Nombre d'enfants (prénoms et date de naissance) — Renseignements d'ordre familial — Observations diverses sur les capacités professionnelles — Références — Dates d'entrée dans un établissement — Date de départ — Observations ou cause du départ — Numéro des Assurances Sociales.

Dans le fichier, différents cavaliers marquent : les démobilisés, les pères de plus de 3 enfants, les femmes dont le mari travaille, les plus de 65 ans, les ouvriers temporaires, les ouvriers venant de l'Agriculture.

Pour la mise à jour du fichier, les employeurs signalent les embauchés et les licenciements à l'aide d'imprimés. Ce fichier de 7.000 fiches environ est donc extrêmement mouvant et nécessite l'emploi de personnes y travaillant constamment. Le contrôle est assuré de la triple manière suivante :

1) L'employeur remet à la Maison du Travail les feuilles d'Assurances Sociales de l'ouvrier licencié : lorsque cet ouvrier licencié est réembauché, il vient lui-même rechercher ses feuillets à la Maison du Travail.

2) La Maison du Travail est l'intermédiaire obligé entre les employeurs et l'Inspection du Travail pour l'envoi des bordereaux mensuels d'effectifs du personnel.

3) Par la gestion du placement, la Maison du Travail a la connaissance exacte du chômage : elle en constitue un fichier ; un échange de fiches se fait entre le fichier des travailleurs et le fichier des chômeurs.

b) *Le fichier du chômage.* — Dans ce fichier, tenu par le Service du Placement, les chômeurs sont placés alphabétiquement. La tenue de ce fichier donne une idée exacte des besoins en main-d'œuvre et des disponibilités de chaque profession. Il permet de diriger les jeunes vers celles où leur présence sera le plus utile. Les fiches sont faites en double, un fichier donnant le classement alphabétique, et l'autre le classement par profession et catégories d'ouvriers dans chaque profession.

c) *Le fichier des employeurs.* — Il permet de déterminer, d'une part, la répartition de la main-d'œuvre entre les diverses catégories et entre les entreprises, d'autre part tous les renseignements concernant le régime du travail des entreprises.

d) *Le fichier du Service Social.* — Fichier confidentiel dont on parlera plus loin.

La possession de cette documentation générale sert au placement, à l'établissement des statistiques et pourcentages exigés par la loi, elle fait aussi de la Maison du Travail l'auxiliaire indispensable de l'Inspection du Travail pour l'application des lois sociales. Elle permet, par exemple, à l'Inspecteur du Travail de régler en collaboration avec la Maison du Travail certaines questions délicates, telles que l'emploi des femmes de prisonniers, le licenciement, s'il y a chômage, des femmes dont le mari travaille.

3° Organes (ou Services) d'Exécution. — Ayant donné une vue des missions qui incombent à la Maison du Travail, il convient de décrire les moyens d'exécution destinés à les mettre en œuvre. Cette organisation est tripartite : Service Patronal, Service Ouvrier, Service Social.

Le Secrétariat du Service Patronal. — Il comprend un Secrétaire général et un certain nombre d'auxiliaires ; tout en assurant l'intégration du point de vue « patron » dans l'ensemble « Maison du Travail », il reste au service du Patronat un organe de documentation économi-

que, fiscale, juridique et sociale. Il assure toutes les liaisons avec les organismes généraux et professionnels (Comités Interprofessionnels, Comités d'Organisation, Chambres de Commerce, Centre d'Information Interprofessionnel).

Il édite un bulletin d'information bi-mensuel et des circulaires, portant à la connaissance des employeurs toutes les lois ou décisions qui peuvent les intéresser.

Le Secrétariat du Service Ouvrier. — Il est également le Secrétariat permanent de la Bourse du Travail. Travaillant dans la Maison du Travail, il assure en outre l'activité et la vie de la Bourse du Travail, effectuée pour le compte des divers syndicats ouvriers toutes les missions de renseignements qui leur sont nécessaires sur les sujets légaux, juridiques ou financiers. Il assure, enfin, la liaison avec les Fédérations et Unions départementales des Syndicats.

Le Secrétariat du Service Social. — Il dispose d'Assistants Sociales polyvalentes. Ses enquêtes facilitent les décisions concernant le placement des travailleurs, de même que son activité permet d'intervenir toutes les fois que l'employeur ou un salarié l'avise de la situation malheureuse d'une famille. Il répartit les secours qui proviennent du Secours National, assure la liaison avec tous les services privés ou publics (pupilles de la Nation, pensions, état-civil, Caisses de Compensation, etc...) pour faire bénéficier les ayants-droit des prestations prévues. Il est en outre à la disposition de la Mairie, de la Sous-Préfecture, du Procureur de la République, pour effectuer toutes les enquêtes relatives à l'habitation, au logement, en cas de déchéance paternelle, etc...

Il possède, naturellement, son fichier confidentiel propre : c'est le seul document qui échappe au contrôle du Bureau Mixte ou des Délégués Patronal et Ouvrier.

Comme on le voit, le rôle des Assistants Sociales du Centre n'a rien de commun avec celui des « dames visiteuses » ou « dames d'œuvres » ; il leur est d'ailleurs interdit formellement de distribuer la moindre aumône à

qui que ce soit, elles se bornent à signaler, soit aux services du C.I.S., soit au Secours National, soit aux autorités ou organismes compétents, les abus ou erreurs qui peuvent leur être indiqués. Etant une création commune des patrons et des ouvriers, le Service Social ne risque pas de froisser par son action la susceptibilité de ceux auxquels il s'adresse. Il est fait pour « rendre service », non pour « faire la charité ».

Au Service Social est adjoint un service médical, sous le contrôle d'un médecin, et comportant un dispensaire tenu par une Assistante Médicale diplômée.

Section II. — EXPLICATION DU C.I.S.

Expliquer le C.I.S., c'est « situer » et « apprécier ». Le situer d'abord dans l'ensemble du panorama des institutions sociales et professionnelles, apprécier aussi si, tel qu'il se trouve placé, il est en mesure de rendre les services qu'on en attend.

Une telle appréciation ne sera pas arbitraire ; il ne s'agit pas d'attribuer une note sur 20, puisqu'aussi bien nous détenons une échelle de calcul, une table de référence beaucoup plus précise : cette commune mesure, c'est la Charte du Travail. On l'a dit, le C.I.S. a précédé la parution de la Charte d'un an juste et il devance son application de deux bonnes années, encore s'agit-il de son application partielle. Il importe, donc, de mesurer le C.I.S. à la Charte et de juger si ses promoteurs avaient calculé juste ; dans le cas contraire, nous verrons les adaptations à apporter et ce qu'il faut en penser.

Préliminairement, si nous examinons le mobile, c'est-à-dire l'esprit qui souffle, le but qui anime, on ne peut que constater l'ajustement rigoureux, la coïncidence stricte. En effet, l'un des principes qui domine la Charte est celui du but professionnel à l'exclusion de tout autre but ou activité, à l'exclusion donc de tout ce qui présente un caractère politique, commercial ou confessionnel. Les

Maisons Communes du Travail, ajoute l'art. 52 de la Charte, doivent être ouvertes à tous sans restriction et ne peuvent être utilisées qu'aux fins corporatives. Sur ce critère préalable de l'intention pure, le C.I.S. est conforme à ce que la Charte attend de lui.

Ceci dit, une question se présente qui est, en fin de compte, la question principale ; le problème culmine à ce carrefour naturel des discussions, carrefour pour le plus grand nombre obscur. Le lecteur s'est peut-être déjà douté, à nos airs de mystère, qu'il s'agit de l'interprofessionnalisme.

Le C.I.S. est une formation interprofessionnelle. Or on a déjà parlé, au cours de cette étude, de la « notion interprofessionnelle » (1) ; il s'agissait, pour lors, de définir la « Communauté Champenoise » organisée et réunie par le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, nous disions à ce moment que vignerons, courtiers, négociants, industries annexes, leur personnel, constituent une interprofession. Mais il y a interprofession et interprofession, en ce sens qu'il y a une interprofession par contiguité et une interprofession par ressemblance. Ainsi, la Communauté Champenoise, c'est-à-dire l'ensemble des professions du Champagne, constitue une interprofession par ressemblance parce qu'elle réunit tous ceux qui s'occupent du Champagne à quelque degré qu'ils soient. Par contre, le C.I.S., c'est-à-dire la réunion, sur un plan territorial délimité, de tous ceux qui travaillent et qui emploient, réunis parce que placés naturellement les uns à côté des autres, juxtaposés indistinctement, qu'il s'agisse de la profession du bâtiment, de l'habillement ou du Commerce de Champagne, constitue une interprofession par contiguité.

Or, de divers côtés, on a dit au C.I.S. : « Vous ne l'ignorez pas, depuis la création de votre Centre Interprofessionnel est née la Charte du Travail. Et la Charte du Travail semble condamner sans appel l'interprofession-

(1) Page 72.

nalisme ». Précisons que ce qui serait condamné, c'est le seul interprofessionnalisme territorial, indifférencié ; tandis que l'autre, au contraire, correspond à ce que la Charte baptise « famille professionnelle » ou groupe de professions connexes ; il constitue la structure normale, en quelque sorte officielle, réglementaire.

Or, que l'interprofessionnalisme, au sens où on l'entend ici, soit « condamné », rien n'est moins sûr, puisqu'au contraire le chapitre IV du livre IV de la Charte lui est consacré ; mais ce que l'on peut dire, c'est qu'il n'est guère « encouragé » :

1° Il n'existe pas à l'échelon national.

2° A l'échelon régional, le Comité Social Interprofessionnel résulte de la réunion des bureaux des Comités Sociaux de famille professionnelle constitués à cet échelon. Mais sa constitution apparaît facultative et la réunion occasionnelle des bureaux en question peut en tenir lieu.

3° A l'échelon local, des conditions quasi-draconiennes sont mises : arrêté du Secrétaire d'Etat au Travail, sur proposition des Comités Sociaux Interprofessionnels régionaux, avis des Secrétares d'Etat dont relèvent les professions intéressées.

4° A ces divers échelons, leur constitution n'interviendra qu'en dernier lieu, c'est-à-dire que leur tour ne viendra qu'après les C. S. d'Entreprise, de famille professionnelle (échelon local), et de famille professionnelle (échelon régional).

5° Leurs attributions sont résiduelles : ce qui n'a pas été traité par les C. S. de famille professionnelle parce que commun à plusieurs familles.

En résumé : si une place est réservée à l'interprofessionnalisme, sa situation n'est ni encourageante, ni encouragée.

Position du Centre Interprofessionnel et Social d'Epernay. — Nous voulons répondre, ici, à la question de savoir si le C.I.S. correspond, par rapport au système prévu

à l'échelon régional ou à l'échelon local. Sur ce point, ses dirigeants font montre d'une évidente incertitude : « Nous avons commencé notre réalisation en commençant par la tête, c'est-à-dire constitution du Comité Social Régional interprofessionnel » (lettre du 25 nov. 1941) — d'autre part : « Nous ne nous transformerons en Comité Social local interprofessionnel que lorsque les différents Comités Sociaux locaux seront mis en place » (lettre du 30 mars 1942). Faute de précisions de ce côté, il faut s'en reporter aux statuts, selon lesquels le rayon d'action du C.I.S. est non seulement Epernay (localement), mais tout l'arrondissement et même, germe d'extension, tous cantons en dépendant économiquement.

Ceci dit, on conçoit que notre embarras reste entier, car il s'est augmenté dans l'intervalle de la constatation suivante : rien dans la loi ne permet de fournir un critère propre à définir l'échelon régional et l'échelon local ; s'agit-il par « région » des régions économiques ou des nouvelles régions administratives, ou bien encore de formations plus libres ? (1). Pour notre part, nous résoudrons la question en disant que le C.I.S. correspondrait finalement à un échelon semi-régional, qui répond assez bien au concept de « pays », englobant une ville et son territoire.

Légitimité du C.I.S. — Ce rayon d'action est-il plus près du lieu que de la région ? C'est donc ce qui reste en suspens. En tous cas, si le C.I.S. est assimilé à l'échelon local, il lui manque l'investiture qui résulte de l'arrêté ministériel prévu à l'art. 43. Par contre, si on l'assimile à l'échelon régional, cela suppose (art. 41) que tous les échelons composants sont constitués puisque le C. S. Régional Interprofessionnel réunit leurs bureaux ; ici, par la force des choses, c'est l'ordre inverse qui préside : le C.I.S. n'est pas l'émanation des Comités Sociaux de fa-

(1) Nous proposons cette question à la perspicacité des commentateurs de la Charte.

mille professionnelle (au point de vue chronologique, procédural) puisque, créé de toutes pièces deux ans avant eux, il s'applique au contraire, à l'heure actuelle, à les susciter ; la vapeur est renversée. Quoiqu'il en soit de ces considérations, la situation légale du C.I.S. ne paraît pas en jeu si l'on considère notamment la circulaire du 21 novembre 1941 de M. René Belin (paragr. 5 et 6, première page), aux termes de laquelle tout ce qui a été fait jusqu'ici dans l'esprit de la Charte pourra être homologué par les décrets nécessaires. Or le C.I.S., loin de contredire la Charte ou son esprit, prêt aux adaptations de détail indispensables, se situe en pointe comme un échelon de combat avancé ; il œuvre efficacement à son application aux divers échelons inférieurs.

Justification du C.I.S. — Nous voudrions ici défendre le principe des relations interprofessionnelles, et montrer que la Maison du Travail d'Epernay corrige, par son action, les dangers qui pourraient résulter d'une organisation verticale excessive. Dans un milieu comme celui d'Epernay et de sa région, par exemple, il est des problèmes qui ne peuvent être envisagés dans le cadre professionnel seul et sans prendre connaissance des conditions de vie analogues à tous les ouvriers de la région d'Epernay quel que soit leur métier. Ainsi, la question des salaires intéresse ensemble toute la collectivité interprofessionnelle locale ; le fait que les salaires masculins dans l'industrie du Champagne sont parmi les plus élevés qu'on connaisse dans toute la Région, ne peut pas au même moment, et dans le même périmètre, ne pas influencer sur les salaires du bâtiment et de l'habillement ; au lieu que cette intercommunication se fasse empiriquement, elle se fera par le Centre Interprofessionnel de façon coordonnée ; ainsi sera assurée plus harmonieusement l'unité dans les conditions d'existence des travailleurs de la région d'Epernay.

Même harmonie réalisée en ce qui concerne le problème du placement : la position du C.I.S. permet

d' « orienter » la main-d'œuvre disponible vers les professions qui appellent au même moment des forces de travail, et de la « conditionner » suivant la diversité des besoins.

On a compris suffisamment notre pensée pour que nous en restions là : les entreprises et professions que rapprochent leur contiguité dans l'espace commun de la région d'Epernay, sont placées devant un certain nombre de mêmes solutions, devant le même coût de la vie, devant la même température économique, en un mot le plan local interprofessionnel (ou semi-régional interprofessionnel) constitue un plan économique et social homogène.

Mais dans ce milieu homogène, il y a des éléments dominateurs, d'autres subordonnés, il y a des acteurs principaux et des satellites, nous voulons dire que le Champagne est le pivot autour duquel est construite toute la vie économique de cette petite région. On a déjà relevé que le contenu du Centre Interprofessionnel est en grande partie un contenu Champagne : la proportion est de 3.500 sur 5.000, c'est-à-dire 70 %. Les autres activités, celles qui ne touchent pas au Champagne, sont là pour nourrir, habiller, bâtir, administrer, transporter ceux qui s'en occupent ; de près ou de loin, elles sont à la remorque, au bon sens du mot, de l'industrie du Champagne, à la prospérité de laquelle est liée la prospérité commune.

On s'explique, finalement, comment le Champagne a provoqué sur le plan social la création d'un cadre qui lui est « débordant » : ainsi participent aux mêmes solutions, au même statut social, les professions que rapprochent à côté de lui les mêmes intérêts au sein de la même collectivité spatiale. D'autre part, dans le plan de la Charte, l'existence du Centre Interprofessionnel et Social permettra de suppléer les professions insuffisamment représentées, qui ne pourraient établir un Comité Social outillé de tous les services nécessaires à leur fonctionnement : à part le Champagne et ses industries annexes, et peut-être le bâtiment (500 membres), on ne voit

pas à Epernay une profession qui soit assez « en force » pour se doter d'une Maison Commune particulière. Il y a là un point de vue que n'a pas envisagé la Charte et à propos duquel le C.I.S. apporte, avant l'heure, la solution providentielle.

Interprofessionnalisme Syndical. — On se bornera sur ce point à deux simples constatations, clôturées par une conclusion.

Constatation, en premier lieu, de l'interdit posé par la Charte concernant les groupements de syndicats de familles professionnelles différentes ; la loi du 16 août 1940 avait déjà condamné ces rassemblements à l'échelle nationale (C.G.T., C.G.P.F., C.F.T.C.), cette fois ce sont les Unions régionales et locales qui sont frappées.

Seconde constatation : art. 1^{er} des statuts du C.I.S. : « Entre le Groupement Interprofessionnel Patronal d'Epernay et de la Région d'une part, et l'Union des Syndicats Ouvriers d'Epernay et de la Région, il est constitué un Centre... ».

Conclusion : Est-il sage d'interdire en législation ce qui ne peut être évité en fait ? La possibilité de former des groupements entre syndicats est de l'essence du syndicalisme, on ne peut empêcher ces contacts locaux. Si l'adaptation à la Charte demande la suppression « formelle », c'est-à-dire en tant que forme, de l'Union locale et du G.I.P.E.R., rien ne sera pratiquement changé.

Organisation interne du C.I.S. — On a vu que le Bureau Mixte, qui est l'organe central de l'institution, répondait à la forme paritaire, groupant d'une part les ouvriers et les employés, d'autre part les patrons. La maîtrise est en formation et va s'intégrer à l'organisation, ce qui répond au dessein de la Charte.

Par contre, le particularisme local s'exprime dans la forme donnée à l'Exécutif : on retrouve, ici, dans la dualité délégué patronal-délégué ouvrier, et ce n'est pas une simple coïncidence, le bicéphalisme que nous avons rencontré à la tête du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne. Or, le type prévu par la Charte est l'alter-

nance tous les huit mois du cycle Présidence Patronale — Vice Présidence Ouvrière avec le cycle Présidence Ouvrière — Vice Présidence Patronale. En fait, c'est une question de méthode, non de fond ; il n'y a pas lieu pour nos Champenois de changer leur formule.

*
**

Avant de laisser la place à l'organisation propre à la famille professionnelle du Champagne, exprimons le souhait de voir l'exemple du C.I.S. de la Région d'Epernay partout imité et reproduit, et qu'en matière sociale, puisque nous y sommes, on laisse subsister largement et non en parent pauvre, l'interprofessionnel à côté de l'organisation des professions.

CHAPITRE II

COMMISSION TRIPARTITE DES CAVES COMMISSION TRIPARTITE DES VIGNES

Nous voulons, au cours du présent chapitre, montrer le développement des structures sociales propres au Champagne et, en même temps, rechercher de quelle manière ce développement a mis en jeu des superstructures que sont le C.I.S. et le C.I.V.C., et aussi des infrastructures que sont les vieux fonds syndicaux existants.

Puisque nous quittons le Centre Interprofessionnel et Social, il faut marquer, d'abord, que ce passage du C.I.S. aux organismes sociaux-professionnels propres au Champagne s'accompagne d'une certaine rupture de niveau ; nous voulons dire que, dans l'espace, il n'y a pas superposition entre les deux cadres C.I.S. et Champagne seul, ou encore entre les deux cadres C.I.S. — C.I.V.C., et que, dans le premier cas, nous avons un cercle plus étroit, dans l'autre, un cercle plus large à contenu sélectionné (les seules professions du Champagne). En d'autres termes, le C.I.S. rassemble, sur le terrain social, une interprofession territoriale universaliste, c'est-à-dire que le Champagne y cotoye d'autres professions appartenant à d'autres familles professionnelles ; d'autre part le Champagne, groupe de professions connexes, famille professionnelle, interprofession spécialisée, qui, par suite, n'est logiquement qu'un contenu particulier du contenant global qu'est le C.I.S., a un cadre spatial qui dépasse la région d'Épernay : celui de la Champagne délimitée.

Ceci dit, une solution consisterait, pour nous, à se placer devant le fait immédiat en vertu duquel la Commission des Vignes et la Commission des Caves existent. Nous préférons rechercher, à titre d'entrée en matière, par quels cheminements elles ont vu jour.

En réalité, il est assez difficile de dire si c'est le C.I.S. ou si c'est le C.I.V.C. qui ont créé les organes sociaux du Champagne. Selon toutes apparences, c'est le second, le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne, qui a lui-même accolé à sa construction principale à destination économique, ces deux compartiments d'un autre style. Il est normal, et conforme aux faits, que le C.I.V.C. revendique la filiation des Commissions Paritaires des Vignes et des Caves. Mais s'il leur a donné le jour, le C.I.S. peut, en un certain sens, revendiquer le rôle du père.

En effet, l'organisation du Champagne et l'organisation sociale interprofessionnelle, créées en même temps, se sont développées parallèlement depuis deux ans. Or il est un fait : jusqu'en juin 1941, la Commission des Caves n'existe pas et le C.I.S. existe. A ce moment, il s'applique depuis six mois à regrouper sur le plan social les forces ouvrières et patronales, son but est de reconstituer, à l'intérieur de chaque profession, des syndicats qui puissent entrer en rapports deux à deux pour former des Bureaux Mixtes professionnels, le Bureau Mixte Interprofessionnel restant organe coordinateur. C'est dans cette ligne que s'est réunie, en mars 1941, une commission mixte coiffée par le C.I.S., qui décida d'accorder une « prime professionnelle » au personnel des maisons de Champagne de la région d'Epernay. Trois mois après était créée la Commission Paritaire des Caves, dont le rayon était, cette fois, non la seule région d'Epernay, mais, en plus, celle de Reims, au total la Champagne délimitée.

Tels sont les faits ; il s'intercale entre eux une certaine dose d'imprécision, qui tient aux circonstances, aux personnes, au fait par exemple qu'Epernay, capi-

tales traditionnelles du Champagne, est en même temps siège du C.I.S. et du C.I.V.C., et peut-être aussi à la coïncidence selon laquelle M. R.-J. de Vogüé, initiateur du C.I.S., est aussi initiateur du C.I.V.C., si bien qu'on ne distingue pas toujours si c'est le Délégué Patronal du Centre qui agit ou le Délégué Général du Comité ; c'est enfin que l'on n'a pas défini, ni codifié à plus forte raison, entre ces divers organes champenois, des rapports « constitutionnels ».

Il convient, à présent, d'aborder spécialement et dans leur individualité, la Commission Paritaire des Caves et la Commission Paritaire des Vignes, auxquelles nous allons consacrer deux développements distincts. Et comme elles sont devenues très rapidement « tripartites », nous leur donnerons tout de suite ce titre.

Section I. — LA COMMISSION TRIPARTITE DES CAVES

La Commission des Caves a été créée le 25 juin 1941 et s'est réunie pour la première fois le même jour, au Siège du Centre Interprofessionnel et Social. Prenant en modèle le Bureau Mixte du C.I.S., elle comprend alors 4 membres patronaux et 4 représentants cavistes. Les premiers ont été désignés quelques jours avant par le Conseil des Négociants du C.I.V.C., les seconds sont les dirigeants des syndicats d'ouvriers cavistes de Reims et Epernay. Au moment où nous sommes, l'élément Cadres-Maîtrise n'est pas venu encore constituer le troisième côté du triangle.

Quel caractère présente cette Commission créée cinq mois avant la parution de la Charte du Travail ? Nous nous la représentons comme la continuation, élargie à Reims, et institutionnalisée, des contacts qui étaient devenus la règle des rapports patronaux-ouvriers à Epernay. Qu'on nous permette, à cette fin, d'évoquer le passé immédiat des relations syndicales dans le Commerce du Champagne.

Depuis 1936, début de la grande époque en matière syndicale, on a distingué nettement le problème posé à Reims du problème posé à Epernay. On sait que ces deux villes, séparées de 30 kilomètres, sont les deux pôles de l'industrie du Champagne, leur importance est sensiblement égale, quant au nombre des maisons et quant au volume de production, avec cette nuance que Reims vend particulièrement la grande bouteille, tandis qu'à Epernay, la majorité des négociants pratiquent la petite bouteille. Il y avait donc le secteur Epernay et le secteur Reims, chacun ayant ses syndicats distincts se faisant vis-à-vis. Or à Epernay, on l'a déjà mentionné, on a pris l'habitude d'entrer en rapports avec le net désir de collaborer dans la confiance, si bien que quand il s'est agi de conclure la convention collective de juillet 1936 et de janvier 1937, puis, à cinq reprises, de discuter des avenants à cette convention, l'accord s'est toujours réalisé en premier lieu à Epernay ; au même moment, à Reims, on n'attendait que la solution d'Epernay et, aussitôt intervenue, on s'empressait de l'adopter. En résumé, à Epernay la connexion Groupement Syndical des Négociants — Syndicat des Ouvriers Cavistes, épaulés par le G.I.P.E.R. d'un côté, de l'autre l'Union Locale, faisait preuve d'une certaine stabilité. C'est cette réunion mixte qui, de contact occasionnel, est devenue contact régulier, et, de simple réunion, organe doué de permanence. Elle s'élargissait en même temps, puisque, désormais, Reims, au lieu d'« attendre Epernay », est « en même temps » qu'Epernay, et se joint à lui.

C'est donc ainsi que nous nous représentons la Commission Paritaire des Caves, telle qu'elle se présentait cinq mois avant la Charte du Travail. La parution de la loi du 4 octobre devait amener une évolution interne pour aboutir finalement à une Commission Paritaire nouvelle formule, c'est-à-dire formule Charte du Travail. Ce qui se fit de façon presque simultanée en trois opérations :

1° La Commission Paritaire s'adjoint le 5 janvier 1942

l'élément tripartite qui lui manquait jusqu'ici : les représentants de la Maîtrise (sous-chefs de service, contremaîtres et chefs d'atelier) joints à ceux des Cadres (chefs de service et chefs du bureaux). En même temps, l'élément ouvrier ménage une place aux employés. L'effectif de la Commission qui était de huit membres (2 fois 4) devient de 15 membres (3 fois 5), auxquels s'ajoutent la Présidence de M. de Vogüé, en tant que représentant du C.I.V.C., et la présence avec voix délibérative de M. Widlöcher, représentant du C.I.S. d'Epernay.

2° La Commission Tripartite décide le 10 janvier, huit jours après, de se constituer en « Commission Provisoire d'Organisation » chargée, suivant l'art. 77 de la Charte, qui prévoit l'institution de ces organismes, d'étudier et de proposer la création et la composition des Syndicats et Comités Sociaux de la profession du Champagne, les limites de leur circonscription, et, pour les syndicats anciens, les conditions de leur regroupement au sein des nouveaux.

Il faut ici remarquer que l'art. 77, qui prévoit les Commissions provisoires d'Organisation, les subordonne à un arrêté individuel du Ministre Secrétaire d'Etat au Travail, de même que l'art. 29 subordonne à un décret d'application, qui n'est pas encore intervenu, la composition et les conditions de désignation des Comités Sociaux locaux et régionaux. Devançant une fois de plus le législateur, la Commission Tripartite a décidé de ne pas attendre une investiture pour remplir la fonction :

« Il est superflu d'attendre dans la profession Champagne la « mise en place officielle. Cette manière de faire n'offre aucun « inconvénient pour l'œuvre à accomplir. La Commission Tri-
« partite réunit en effet tous les représentants dûment manda-
« tés des Syndicats existants avant guerre et ayant entrepris
« dès ce moment, en commun, l'application des lois sociales
« d'alors. Elle constitue donc, quelque soit leur catégorie so-
« ciale, une représentation valable des intérêts en cause et
« l'essentiel est que la Charte du Travail soit appliquée en
« accord avec eux. Attendre une habilitation officielle en Com-
« mission Provisoire d'Organisation ou Comité Social Local
« entraînerait de longs mois. » (M. de Vogüé à la réunion du
9 février 1942).

En même temps, la Commission Tripartite décidait de déterminer la composition et le nombre de membres, par catégories, des Comités Sociaux locaux et régionaux définitifs. Les Syndicats respectifs furent chargés de procéder eux-mêmes aux désignations suivant le plan ci-contre :

C. S. Locaux		C. S. Régional
Epernay	Reims	
8 Ouvriers	8 Ouvriers	$4 \times 2 = 8$ Ouvriers
2 Employés	2 Employés	$1 \times 2 = 2$ Employés
1 Maîtrise	1 Maîtrise	$1 \times 2 = 2$ Maîtrise
3 Cadres	3 Cadres	$1 \times 2 = 2$ Cadres
4 Patrons	4 Patrons	$2 \times 2 = 4$ Patrons
18	18	$9 \times 9 = 18$

Jusqu'ici (septembre 1942), on a attendu, pour faire fonctionner ces organismes, que s'achève la constitution des syndicats unitaires et des C.S. d'Entreprise. En fait, la Commission Tripartite joue le rôle du C. S. Régional, elle se divise en sous-commissions tripartites de Reims et d'Epernay pour figurer les C.S. locaux.

3° La constitution des syndicats unitaires est chose faite dans l'industrie du Champagne. En ce qui concerne les Cadres et la Maîtrise, catégories qui n'étaient pas syndiquées jusqu'à présent, la question d'unité fut résolue « de plano » par création de toutes pièces d'un « Syndicat des Agents de Maîtrise du Champagne » et d'un « Syndicat des Cadres administratifs ». Mais pour les deux autres catégories, ouvriers cavistes d'une part et employés de l'autre, il a fallu composer avec les syndicats préexistants, jusqu'ici concurrents, pour n'en faire qu'un bloc.

Et d'abord, pour éviter tout rappel de noms qui pourrait prêter à confusion, les nouveaux syndicats issus du regroupement opéré ont reçu le titre de « Syndicat des Ouvriers Cavistes du Champagne d'Epernay » et « Syndicat des Employés du Champagne ». La fusion s'est ensuite faite de façon amiable. Ainsi, à Epernay, du côté

des ouvriers, le syndicat cégétiste dépendant de l'Union Locale, unanimement considéré comme le plus représentatif, a fourni les cadres du nouveau Syndicat des Cavistes, tandis que du côté des employés, c'est le Syndicat C.F.T.C. qui a été reconnu le plus représentatif et a constitué, à ce titre, l'actuel Syndicat des Employés du Champagne. D'ailleurs, au même moment, le Syndicat des Cavistes faisait une place à son bureau aux représentants des syndicats qu'ils intégrait (C.F.T.C. et Syndicat Professionnel Français); parallèlement, le Syndicat des Employés invitait autour de sa table le représentant du syndicat auparavant affilié à l'Union Locale.

Autorité de la Commission. — Quel va être le champ d'action de la Commission Tripartite ? Ses premiers procès-verbaux nous rapportent qu'elle a reçu « délégation du Bureau Exécutif du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne pour traiter toutes les questions relatives aux salaires, à la législation du Travail et aux lois sociales ». Ces termes méritent leur commentaire.

Le mot délégation n'est pas là par hasard car on le retrouve en maints documents, ne serait-ce que dans les procès-verbaux du Bureau Exécutif du C.I.V.C. lui-même ; or, la délégation, c'est bien le pouvoir donné à un autre de faire à votre place ce que vous auriez dû normalement faire vous-même ; et il n'a jamais été plus vrai qu'on ne donne que ce qu'on a. Le Bureau Exécutif se décharge sur la Commission Tripartite de toutes les questions d'ordre professionnel et social ; c'est donc, implicitement, qu'il s'est annexé ce domaine, comme on s'empare d'un bien sans maître ; c'est à travers le mot « délégation » que nous photographions ce passage de l'économique au social que l'on a annoncé dans ces pages à plusieurs reprises, passage de fait et non de droit, mais le fait bientôt engendre le droit : « ex facto oritur jus ».

Le C.I.V.C., « titulaire » de ces attributions sociales, se démet donc de leur exercice à l'intérieur de la branche commerce au profit d'un organe qui, par son origine,

est déjà largement sa chose et qu'il considère depuis lors, à juste titre, comme partie intégrante de lui-même. Ce qui n'empêche pas la Commission Tripartite, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, de décider d'elle-même et en son nom propre, le Bureau Exécutif exerçant simplement le contrôle ordinaire du déléguant, auquel il fait allusion dans ses compte-rendus en disant qu'il a donné son « agrément », qu'il a « homologué » la décision de sa Commission Tripartite.

De plus, il résulte du principe de délégation, que toute décision prise par la Commission Tripartite doit être considérée comme émanant du Bureau Exécutif lui-même, et ne peut être discutée que dans la mesure et les formes prévues pour les décisions du C.I.V.C.

A remarquer, enfin, que le domaine de ces attributions s'étend à la fois au professionnel et au social. On fait souvent entre ces deux termes une distinction qu'il est utile de connaître, notamment pour lire la Charte du Travail. Par suite, le terme générique de « social » tantôt recouvre l'ensemble, englobant le professionnel, tantôt reçoit une acception restrictive qui découvre le professionnel. Dans ce dernier cas, en effet, le social opposé au professionnel désigne ce qui est « externe au travail » : questions d'entr'aide, ravitaillement, loisirs, logement, retraites, assurances, etc., tandis que le professionnel opposé au social indique ce qui est « interne au travail » : apprentissage, sécurité, hygiène, discipline d'atelier, salaires, durée du travail, etc... L'autorité de la Commission Tripartite s'étend ici au Social au sens large, qui inclut le social au sens restreint et le professionnel. Quant à l'interprofessionnel, cette partie du professionnel qui fait vase communicant entre professions voisines, cette part y est réservée non au C.I.V.C., interprofession restreinte, mais au C.I.S., interprofession polyvalente ; on l'a dit, le rôle de ce dernier est, en l'hypothèse, de donner à chaque profession quelle qu'elle soit, en fonction de toutes les autres, la solution qui lui convient (ex : orientation professionnelle, chômage, placement).

Travail réalisé. — Depuis quinze mois, l'activité de la Commission Tripartite s'est principalement portée sur la question des salaires, la reclassification professionnelle, la mise en place des Comités Sociaux d'Entreprise.

Sur le premier point, une décision intervint, dès la première réunion (28 juin 1941), qui concluait à un relèvement général des salaires, lequel fut soumis à l'homologation des autorités administratives conformément à la loi du 23 mai 1941 ; mais l'arrêté préfectoral du 15 septembre suivant ne releva que les salaires féminins, considérant que ceux du personnel masculin, dans l'industrie du Champagne, se situent parmi les plus élevés de la région, et que, par suite, ils ne pouvaient rentrer, suivant la loi citée, dans la catégorie des salaires anormalement bas.

Or, la pensée du Commerce du Champagne était, en particulier, de remédier à l'alignement par le bas que réalisait la convention collective en vigueur, alignement en vertu duquel il y avait trop peu d'écart entre ouvriers non qualifiés et spécialistes, et même entre les spécialistes les moins qualifiés et les plus qualifiés. C'est pourquoi, la Commission entreprit de procéder à une reclassification et à une requalification du point de vue technique de la main-d'œuvre employée dans les maisons de vins de Champagne ; une définition précise de chaque catégorie fut rédigée et la hiérarchie entre ces divers échelons, révisée et codifiée. C'est grâce à ce biais que le relèvement des salaires a été finalement obtenu, car un nouveau barème fut établi pour répondre à la nouvelle classification, et ceci fit passer cela. (Arrêté du Préfet régional en date du 17 avril 1942).

Reste à parler de la mise en place des Comités Sociaux d'Entreprise ; on sait, peut-être, que la Charte du Travail a laissé à la libre initiative le mode de désignation de leurs membres et, jusqu'ici, les organismes d'information professionnelle ont recensé 25 procédés différents qui s'échelonnent de la désignation par le patron seul à l'élection par les membres de l'entreprise en passant par

les divers modes de collaboration des deux éléments ; dans chaque profession, évidemment, le procédé le meilleur dépendra des circonstances de fait, ce qui n'empêche pas les controverses d'être nombreuses. Or, en Champagne, la Commission Tripartite des Caves, faisant en cela fonction de « Commission Provisoire d'Organisation », s'était d'abord arrêtée au mode suivant :

Le patron composera, en accord avec le ou les délégués ouvriers remplissant leurs fonctions avant la guerre, ou, s'il n'en existe plus dans sa Maison, les ouvriers les plus représentatifs, un collège restreint pouvant atteindre 10 % de l'effectif ouvrier de l'entreprise. Ce collège établira, en accord avec le patron, une liste d'ouvriers et d'ouvrières estimés les plus dignes et les plus aptes à faire partie du Comité Social. Cette liste comprendra par catégories 3 fois plus de noms, inscrits par ordre de préférence, que le C. S. n'aura de titulaires à pourvoir.

La liste sera adressée au siège de la Commission Tripartite à Epernay, qui la transmettra au Bureau Commun des Syndicats ouvriers, groupant les dirigeants des diverses organisations ouvrières. Ce Bureau Commun (les syndicats uniques n'étaient pas encore constitués) désignera les titulaires après en avoir référé, s'il le juge utile, au personnel même de l'entreprise.

Même méthode pour les représentants des Cadres et des Employés.

Le Préfet régional, saisi par la Commission de ce projet, déclara ne pas s'y rallier, objectant la place trop étroite ménagée à la liberté de désignation des syndicats. A notre avis, le tort était, outre la complication du système, de faire intervenir successivement patrons et ouvriers au lieu de les faire agir « de concert », ce qui est psychologiquement préférable.

La Commission Tripartite s'en est-elle rendue compte, toujours est-il qu'elle adopta la méthode suivante : les délégués des Bureaux Communs des Syndicats devaient se rendre chez les employeurs et déterminer, en accord avec eux, la liste des membres devant composer le C.S. Il était évidemment entendu que les visites effectuées par chaque catégorie sociale, cadres, maîtrise, employés, ouvriers, devaient rester distinctes.

Il fut décidé, en outre, que l'effectif au-dessus duquel la constitution d'un C.S. devient obligatoire, effectif chif-

fré à 100 par la Charte du Travail, serait, dans l'industrie du Champagne, abaissé à 40. Par conséquent, seules les maisons de Champagne employant moins de 40 personnes échappent à l'obligation.

De plus, la Commission Tripartite confiait au C.I.S. le soin d'établir des statuts-type qu'elle imposa à tous les C. S. créés, des adaptations ou modifications restant en même temps possibles de la part des C. S. eux-mêmes, sous réserve de ratification par la Commission Tripartite.

Le résultat de cette « mise en place dirigée » est le suivant : à l'heure actuelle, tous les Comités Sociaux d'Entreprise sont constitués et fonctionnent dans l'industrie du Champagne ; comme on le sait, les C. S. Locaux de Reims et Epernay sont également au point, ainsi que le C. S. Régional (présentement la Commission Tripartite elle-même), si bien que, parmi toutes les branches de familles professionnelles, le Champagne est la première à ce jour en France (1) qui ait réalisé tous les échelons prévus par la Charte du Travail, hormis l'échelon national dont il ne peut évidemment être question : échelon entreprise, échelon régional, échelon local, échelon interprofessionnel.

Section II. -- LA COMMISSION TRIPARTITE DES VIGNES

La Commission Paritaire du Vignoble a été créée presque simultanément à la Commission des Caves, c'est-à-dire en mai-juin 1941 ; elle a pour but de réunir les représentants des propriétaires de vignobles et les délégués du personnel vigneron à leur service, afin de régler de concert les rapports sociaux et professionnels en cause.

Un aperçu de la physionomie du secteur Vignes nous aidera dans une large mesure à comprendre le problème

(1) Septembre 1942.

posé. On a déjà parlé du régime de la propriété en Champagne viticole et de son morcellement (1); les propriétés de moins de un hectare constituaient encore, il y a quelques années, 65 % de la surface totale, celles de 1 à 5 hectares (moyennes propriétés) 15 %, et la grande propriété (plus de 5 hectares) 20 %. Telle étant la répartition du sol, on ne s'étonnera pas que les trois-quarts de cette superficie plantée en vignes (77 % exactement) soient cultivés par les petits vignerons eux-mêmes avec l'aide de leur famille ; seuls utilisent de la main-d'œuvre les moyens propriétaires, ainsi que les maisons de commerce exploitant un domaine. Ce personnel totalise pour toute la Champagne un chiffre évalué à 4.000 ou 5.000 ouvriers vignerons, dont les 2/3 au service des maisons de commerce et le 1/3 au service des propriétaires vignerons-récoltants.

Etant donné cette situation particulière, l'équation à résoudre se trouvait ainsi posée : fallait-il se réclamer de la Corporation Paysanne et suivre la loi du 2 décembre, ou bien au contraire, fallait-il suivre la Charte du Travail, faite cependant non pour la terre, mais pour les villes ?

Or le choix de la première alternative, on s'en est rendu compte rapidement, ne pouvait que partiellement répondre aux données présentes. On sait en effet que le corporatisme agricole réunit dans les mêmes syndicats la minorité des travailleurs agricoles dépendants à la majorité des exploitants indépendants ; nous ne critiquons pas cette solution : vu la faible importance numérique du personnel agricole et l'absence d'un fossé creusé, comme dans le secteur industriel, entre les ouvriers agricoles et leur patron, rien n'autorisait une solution distincte pour chaque catégorie. Mais en Champagne viticole, il n'y a pas seulement cette portion des propriétaires ordinaires à personnel vigneron généralement restreint, il y a les grosses maisons de commerce qui, elles,

(1) Voir *supra*, page 16 et 17.

utilisent des effectifs souvent très importants, qui se chiffrent à 200 et quelquefois jusqu'à 500 ouvriers vignerons.

Etant donné, par conséquent, cette situation un peu spéciale, et malgré qu'il s'agisse d'un cadre agricole par nature, les dirigeants champenois ont choisi la Charte du Travail comme répondant mieux au problème posé, quitte à adapter certaines de ses formules aux données en cause.

Ainsi donc, revenant à notre objet, nous voyons la Commission des Vignes faire pendant à la Commission des Caves. Paritaire à son origine, elle est devenue bientôt tripartite par adjonction de l'élément Cadres-Maitrise, figuré ici par les chefs vigneron et les contremaîtres des Vignes.

La formule numérique est la même que pour les Caves, c'est-à-dire 15 membres :

- 5 *Patrons* : 2 représentants des Maisons de Commerce, désignés par le Conseil des Négociants du C.I.V.C.
3 représentants des propriétaires-récoltants, désignés par le Conseil des Récoltants du C.I.V.C.
- 5 *Cadres - Maitrise* : des syndicats ont été constitués de toutes pièces.
- 5 *Ouvriers - Vignerons* : 1 chantier des vignes.
4 ouvriers à l'heure, désignés par le « Syndicat des ouvriers vignerons de la Champagne » (ex C.G.T.) qui, sans concurrents jusqu'ici, a été chargé de former le syndicat unique obligatoire des ouvriers vignerons.

La Commission Tripartite des Vignes, tout comme celle des Caves, fonctionne sous l'égide du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne ; la liaison avec le C.I.S., d'autre part, s'effectue dans les mêmes conditions et pour les mêmes problèmes que précédemment.

Quelques mois à peine après sa constitution, la Commission Tripartite des Vignes s'est appliquée à mettre en place dans tout le vignoble une organisation ramifiée, vis-à-vis de laquelle elle se situe en organe de superposition, de coordination et de contrôle.

A la base se trouvent les équipes. Ces équipes d'ou-

vriers vignerons, composées généralement de 20 à 25 travailleurs, désignent chacune un des leurs ; les représentants d'équipe désignent un délégué par commune ; les délégués des communes choisissent à leur tour 5 représentants de la Région, la Champagne Viticole se trouvant en même temps divisée en 4 régions :

Montagne de Reims.

Vallée de la Marne (secteur Epernay).

Vallée de la Marne (secteur Ay).

Côte des Blancs.

A cet échelon Région, siègent également des représentants en nombre égal des autres catégories : 5 patrons ou régisseur de vignobles, 5 chefs-vignerons, 5 contre-mâîtres des vignes, 5 chartiers des vignes. Des réunions paritaires avec chaque catégorie règlent toutes les questions soulevées dans le secteur.

On remarquera la place donnée dans ce système au principe électif, lequel à chacun des échelons (équipe, commune, région) préside à la désignation des représentants ouvriers. Pour les Cadres (chefs-vignerons) et la Maîtrise (contremaîtres des vignes) le choix des représentants de leur catégorie se fait directement à l'échelon régional.

Ce réseau d'organisation ne concurrence pas d'ailleurs la constitution de Comités Sociaux d'Entreprise chaque fois que cela est possible, c'est-à-dire sur les vignobles des grandes maisons de commerce dont l'importance le justifie ; ces maisons ont donc un double Comité Social : un C. S. Caves et un C. S. Vignes ; telle, même, qui a des vignobles dans plusieurs régions a organisé un C. S. particulier à chaque région. Ce personnel est, lui aussi, divisé en équipes qui élisent chacune leur tête de file, qui se joindra aux autres délégués d'équipe pour choisir le délégué de la commune. Mais ces Comités Sociaux de Vignes gardent une activité propre ; celui de la Maison Moët et Chandon, pour prendre un exemple, a constitué dans son sein 4 Commissions :

Commission technique (reclassement professionnel, etc...).

Commission Jeunesse, Sports et Colonies de vacances.

Commission de culture.

Commission bois de chauffage.

On voit le caractère particulier de cette organisation qui, s'appliquant à un secteur qui n'est pas celui de la Charte du Travail, apparaît comme une solution indépendante et difficile à comparer avec le système de la loi du 4 octobre. Cependant, les commissions de région viticole peuvent figurer avec vraisemblance les Comités Sociaux locaux de la Charte, tandis que la Commission Tripartite des Vignes correspondrait de son côté au Comité Social Régional ou bien encore à la « Commission Provisoire d'Organisation » de l'art. 77.

Signalons que la Présidence de la Commission Tripartite est assurée par l'alternance tous les huit mois d'un représentant patronal et d'un représentant des ouvriers vigneron ou de la maîtrise, ce qui correspond au dessein de la Charte.

Outre la mise en place de ce réseau serré d'organisation, il y a lieu de mentionner, pour finir, quelques réalisations intéressantes du même organisme : la mise au point, puis la mise sur pied d'un projet de Centre de Greffage et de Taillerie où sont formés de jeunes ouvriers vigneron, enfin une reclassification accompagnée d'une définition précise des catégories professionnelles d'ouvriers vigneron, et une révision des salaires faite corrélativement.

Main-d'œuvre saisonnière des vendanges. — Il faut mettre à part de la main-d'œuvre permanente que constitue le personnel vigneron, l'afflux de quelque 20.000 vendangeurs que ramènent chaque année la fin de septembre. Pour eux, il ne peut être prévu une représentation régulière, aussi c'est une « Réunion des Régisseurs de Vignobles » qui, faute de partenaire, fixe seule leurs con-

ditions de recrutement et les modalités de leurs salaires.

*
**

Nous venons d'étudier spécialement le cas des Vignes et des Caves, mais une semblable organisation se dessine dans les autres compartiments de l'interprofession du Champagne. C'est ainsi que l'on voit, dans les industries annexes, s'ébaucher des organismes analogues, dont la réalisation est en cours et sera achevée dans les mois qui vont suivre : les bouchonniers viennent de créer une Commission Paritaire qui siège au Centre Interprofessionnel et Social, l'industrie des paillons est en train d'en mettre une au point, tandis que celle des plaques, muselets, agrafes et industries métalliques annexes du Champagne, siège depuis février. D'autres vont suivre, facilitées par la création des Comités Sociaux d'Entreprise.

CONSIDÉRATIONS TERMINALES

Nous voulons faire un examen de conscience, suivi d'une récapitulation. Cette récapitulation sera en même temps une synthèse.

Au milieu du grand effort de réorganisation économique et sociale qui se poursuit dans l'ensemble du pays, nous avons recherché quel est l'enseignement original que nous pourrions retirer de l'affaire champenoise.

Nous avons d'abord essayé de jeter une lumière sur le passé, nous avons trouvé un effort de 50 ans, une longue suite de désaccords ponctuée d'accords et de rencontres de plus en plus nombreuses. En 1931 c'est le coup de barre donné vers la corporation, et l'on arrive, avec 1940, au seuil d'où l'on découvre le panorama décrit par notre deuxième et notre troisième partie.

Nous n'avons pas rencontré dans le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne un appareillage plaqué d'en haut et de toutes pièces sur le secteur champenois, mais une organisation amenée d'en bas, poussée, voulue, mûrie de l'intérieur par les intéressés eux-mêmes. Nous avons trouvé non une organisation de circonstance, mais le large palier d'une évolution, qui, on peut le supposer, n'a pas atteint son achèvement.

Notre but est resté volontairement limité ; traitant d'organisation, nous avons voulu parler organisation, décrire le C.I.V.C., rendre compte de son agencement, non le raconter ; en un mot, dire ce qu'il est, non ce qu'il a fait. Dans quelques années, dans quelques mois même,

on pourra seulement avoir une idée complète de sa politique et de ses œuvres, juger l'arbre à ses fruits, finalement se réjouir de la réussite ou se lamenter de l'échec.

*
**

Il s'agit pour l'instant de rendre un jugement de principe et de le circonscire, la matière en examen étant la suivante : Quelle est la nature de l'institution mise sur pied ? Contrairement à l'usage, nous faisons passer la réponse avant les attendus : LE COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DU VIN DE CHAMPAGNE CONSTITUE UNE ORGANISATION DE FORME CORPORATIVE.

Notre appréciation n'étonne personne puisque c'est le titre même que nous avons choisi de donner à cette étude ; pourtant, elle inclut, en germe, une nuance que nous voulons développer au jour : il y a organisation corporative, mais il n'y a pas pleinement corporation dans le sens absolu du mot. Nous aurions pu aussi bien intituler notre description : préfiguration corporative, naissance, genèse d'une corporation, ou encore : La précorporation du Champagne ; nous n'avons pas osé l'intituler « La Corporation du Champagne ». Mais ce que nous tenons à affirmer, c'est que nous sommes bien *dans l'ordre corporatif*.

Pour nous avancer dans cette appréciation, nous ne nous en tenons pas à la façade muette de la loi du 12 avril, mais à travers les textes, derrière eux, nous voyons l'esprit, les faits, le nœud des relations communautaires, nous voyons s'animer et relationner un cadre psychologique, technique, géographique, ce qui n'apparaît évidemment qu'en transparence derrière ces textes.

*
**

Notamment, il faut assister à ce dépassement de l'économie au social, à cette annexion, à ce raccordement, pour retrouver comme nous, dans ce cumul de l'économie et du social, un des indices les plus courants au-

quel on reconnaît de loin la forme corporative, la véritable évidemment et non la fausse.

C'est ce trait qui contribue en large partie à donner à l'organisation champenoise sa place particulière. Chacun sait, en effet, que l'Etat, pressé par les événements, s'est vu contraint de traiter séparément et successivement le problème économique et le problème social ; il a traité le premier par la loi du 16 août 1940 et les suivantes, le second dans la Charte du Travail. Si bien que chaque secteur d'économie se trouve doté de son Comité d'Organisation, puis de ses appareils sociaux, sans qu'il y ait de connexion établie entre les deux, sans même que l'on aperçoive suivant quelles modalités cette connexion sera possible.

Il en résulte une large dose de flou, notamment en ce qui concerne les syndicats : on met sur pied des syndicats dans la sphère d'organisation sociale et on ne sait pas comment on les agencera pour les transposer dans la sphère d'organisation économique.

Pourtant, quel est le plan du gouvernement ? C'est de réaliser cette connexion au cours d'une étape ultime et de doter ainsi finalement chaque secteur d'économie de sa corporation.

Or, pour le Champagne, cette connexion s'est faite pour ainsi dire dans l'œuf, puisque les syndicats ouvriers, cavistes et vigneron, étaient déjà insérés dans l'organisation à architecture économique du C.I.V.C. ; et c'est cet organisme qui, développant lui-même le germe qui était placé en lui, a créé ces organismes sociaux qui sont des branches de son propre tronc et s'appellent la Commission Tripartite des Vignes, la Commission Tripartite des Caves ; c'est sous son égide qu'ont été mis en place les Comités Sociaux, qu'ont été remembrés et unifiés (ou que sont en voie d'unification) les syndicats. Si bien que, pour ces derniers, il n'y a pas ce flou, ou pour mieux dire ce creux, quand on essaye de passer, de transposer du social à l'économique ou inversement, mais des liaisons, et même une certaine harmonisation dans cette liaison.

Nous nous expliquons. Il y a des syndicats dont la spécialité est d'être sociaux et qui ne sont que par accident économiques : ce sont tous les syndicats de personnel quelque soit leur catégorie (ouvriers cavistes, vignerons, employés du Champagne, etc.); d'où, ils ne font partie que de l'organe de consultation économique du C.I.V.C., savoir le Conseil Interprofessionnel, mais font partie à plein de tous ses organes sociaux. Par contre, le Syndicat du Commerce du Champagne (1) et le Syndicat Général des Vignerons jouent sur les deux tableaux. Il se forme alors, alternativement, des tandems-de-syndicats économiques ou des tandems-de-syndicats sociaux : le Syndicat du Commerce forme avec le Syndicat Général des Vignerons un tandem économique, il forme avec le syndicat des cavistes un tandem social. Et ainsi de suite selon les accolades que l'on déplace, les tiroirs que l'on tire ou repousse, tous les syndicats relevant d'un clavier unique.

On voit qu'en Champagne il n'y a pas aujourd'hui de problème de liaison ou de connexion de ces deux domaines, et bientôt il n'y aura sans doute plus de problème de leur interpénétration. Au même moment, dans presque tous les autres secteurs d'économie, où le social et l'économique ont été jusqu'ici organisés à part, leurs deux organisations peuvent être comparées à des chevaux tirant chacun dans une direction différente. En Champagne, on se félicite de les avoir tout de suite attelés au même timon.

*
**

Puisque l'on vient de parler de syndicats, c'est le moment d'évoquer la position prise par l'institution nouvelle à leur égard. Ses promoteurs, on l'a dit, ont le réflexe nettement syndicaliste, le syndicalisme est leur plate-forme, le terrain sur lequel ils veulent bâtir : « Le corporatisme moderne ne sera solide que s'il repose sur

(1) Résultat de l'unification en cours des divers syndicats de négociants.

de véritables bases syndicales » affirme M. de Vogüé. Cette assurance de l'homme d'action doit-elle nous suffire, alors les théoriciens de la matière ont passé leur temps à démontrer que tout mouvement corporatif s'accompagne d'un affaiblissement du syndicalisme (1).

En réalité, de plus en plus nombreux sont ceux qui refusent de se voir poser l'alternative brutale entre syndicalisme et corporatisme.

Ils ont raison : il n'y a pas de concurrence, puisque la corporation n'est pas la fusion des syndicats, mais qu'elle est leur réunion pour faire, ou bien autre chose que les syndicats, ou bien plus que les syndicats. En effet, en matière sociale, elle rend permanente (par un organe mixte) ce qui était discontinu (simples contacts à l'occasion des conventions collectives), essayant de traduire cette action commune par des œuvres positives ; en matière économique, leur action concertée vise à une direction et une organisation des échanges, de la profession elle-même, ce qui a toujours été au-dessus des forces et des prétentions des syndicats.

Finalement, les Champenois sont dans le juste quand ils font du syndicat le support, l'armature, la colonne vertébrale de l'institution nouvelle, et ce sont les autres qui ont tort.

Ce sont les mêmes d'ailleurs qui se trompent lorsqu'ils disent de la Charte du Travail : « C'est le déclin des syndicats, ils sont rognés, tronqués, mis en tutelle partout au profit des divers Comités Sociaux » (ce qui est vrai). Mais en réalité, quand on y réfléchit, est-ce que le contenu des Comités Sociaux ce ne sont pas les syndicats, les syndicats sans le nom évidemment, mais les syndicats à l'état diffus, en solution, puisqu'il se trouve que les hommes des Comités Sociaux sont en même temps les hommes des syndicats ; si bien que ce sont les syndicats réunis, au sein des Comités Sociaux, qui seraient

(1) Gaëtan Pirou, « Essais sur le corporatisme », Paris, Sirey, 1938, p. 59, 60, 86, 94, 117, 121.

chargés de surveiller et contrôler les mêmes syndicats individuellement. Plutôt que de nous laisser prendre par ce camouflage, nous préférons dire que les syndicats restent la base de l'organisation sociale de la Charte.

Toutefois, rappelons que, fermement attachés aux syndicats, les dirigeants champenois le sont aussi à l'interprofessionnalisme en matière sociale : « Nous comptons bien que les Comités Sociaux seront l'émanation directe des syndicats, mais nous pensons que l'une des particularités qui marque notre divergence avec l'esprit de la Charte est la liaison interprofessionnelle qui préside à notre expérience. Il est souhaitable que cette liaison soit aussi étroite que possible quoi qu'en pensent les partisans de l'émiettement, patrons comme ouvriers d'une même région ont des intérêts communs » (1).

*
**

Arrivons-en à l'un des points sensibles du problème. On peut résumer ainsi le « casus » qui nous est proposé :

Le C.I.V.C. prétend former à lui seul et pour lui seul un corps homogène, une quasi-corporation, mais n'est-ce pas la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf ? On n'ignore pas qu'il y a avant tout la Corporation Paysanne, réunion horizontale du stade agricole sous toutes ses formes, et par suite des vignerons de Champagne au même titre que les autres. Ces vignerons champenois se trouvent, donc, revendiqués de deux côtés à la fois, il s'agit de savoir s'ils vont cumuler deux corporations, avec un pied dans une corporation verticale du Champagne, et l'autre pied dans la Corporation horizontale agricole.

Or, il ne nous paraît pas indiqué qu'il y ait ici deux compétences alternativement ou cumulativement en action concernant les mêmes personnes : ou bien les vignerons champenois recevront leurs règles de la Corporation

(1) Déclaration de M. Muls, délégué ouvrier du C.I.S. d'Epernay, à la « France Socialiste » du 22 janvier 1942.

Paysanne et seront en simple liaison avec l'organisation verticale du Champagne, ou bien ils recevront leurs règles de l'organisation champenoise et seront simplement en liaison avec la Corporation Paysanne. En d'autres termes, il s'agit de savoir si les vignerons champenois sont verticalistes par affinité première et horizontalistes par affinité seconde, ou bien, au contraire, s'ils sont horizontalistes par affinité première et verticalistes seulement par occasion.

On a dit, plus haut, que l'organisation dont on a doté le Champagne sur sa demande, n'a pas été inventée spécialement à son intention ; on s'est servi d'un moule qu'on mettait simultanément à l'essai pour d'autres produits agricoles à transformation industrielle : le groupement interprofessionnel vertical ou par cycle. On a donc dit que le C.I.V.C. avait pour frères et sœurs le Comité Interprofessionnel de la Betterave, le Comité Interprofessionnel du Lin, le Comité Central des Groupements Interprofessionnels Laitiers.

Quel rapport y a-t-il entre le lait, la betterave et le vin de Champagne ? Il y a, à tout le moins, la différence suivant laquelle la vigne champenoise est, dans l'ensemble, une stricte monoculture ; pour le Champenois, le problème est 100 % viticole, alors que pour l'agriculteur voisin il est 20 % betteravier, 15 % laitier, et, pour le reste, partagé entre plusieurs autres intérêts, si bien que dans un cas c'est une solution d'un seul bloc qui s'impose, tandis que, dans l'autre, la dispersion d'intérêts commande un groupage qui ne peut se faire que sur le plan horizontal. On ne s'étonnera pas, par conséquent, que le C.I.V.C., groupement vertical interprofessionnel à côté d'autres groupements verticaux interprofessionnels, constitue un aménagement particulier de ce moule, de cette quadrature.

Finalement, lorsqu'on accuse les Champenois de faire « bande à part », quand on qualifie le C.I.V.C. d'institution de sécession, on a tort et on a en même temps raison. On a tort, en premier lieu, puisque le C.I.V.C., créé

dans l'ignorance de la loi du 2 décembre, a fait amende honorable, un an après, en transformant son groupement de base « Syndicat Général des Vignerons » en « Groupement Spécialisé de la Champagne Viticole » ; si bien que l'articulation existe désormais et que l'enfant prodigue est finalement entré au sein de la famille agricole corporative. Mais on a raison, en second lieu, puisqu'il reste un enfant émancipé ; il recevra, il doit recevoir, ses règles de la communauté champenoise tout en se tenant en liaison avec la Corporation Paysanne, mais non l'inverse, c'est-à-dire recevoir ses règles de la Corporation Paysanne avec une simple liaison, avec un simple regard de la communauté champenoise.

Que l'on accuse l'organisation champenoise d'être particulariste, c'est un argument sans portée et qui se retourne contre les accusateurs, car c'est justement l'existence d'un cadre particulier qui a suscité, et qui justifie, une organisation plus particulière. Répètera-t-on que la vigne champenoise est monocultivée, que des liens étroits enchevêtrent commerce et propriété, ne serait-ce que l'existence de négociants manipulants en même temps propriétaires de vignobles et de vignerons propriétaires souvent aussi manipulants. Si bien que la question est de savoir, en fin de compte, où est la véritable communauté, si la communauté que réunit l'œuvre commune du vin de Champagne est une communauté réelle, ou apparente et factice, pour tout dire une juxtaposition, et si le lien le plus étroit est entre vigneron et négociant ou entre vigneron et planteur de betterave.

Et puisque l'on a parlé de « bande », il faut répondre que les bandes ne se forment pas au hasard, que vignerons, négociants, intermédiaires, industries annexes, agents du Champagne, forment véritablement une « bande à part » en vertu d'un phénomène historique, psychologique, technique, économique, géographique, traditionnel.

Comme on ne peut grand chose contre un phénomène, il reste à demander à la Corporation Paysanne de sup-

porter ce diverticule, cet appendice vertical, greffé sur son horizontalisme. C'est une occasion pour elle de manifester sa souplesse, de bannir la rigidité. Que les autres groupements interprofessionnels constituent de simples « formations », mais ici nous demandons un « Corps ».

*
**

En même temps que son particularisme, on a reproché à l'organisation champenoise de n'être, à bien l'examiner, qu'un sous-produit de l'Etatisme. Sans revenir sur les développements précédents, nous voulons exprimer franchement l'avis que ce reproche n'est pas fondé.

On a dit en effet, dans l'Introduction, que la Corporation, la Notion de corporation, oscillait entre deux pôles : l'Etat et les professionnels, s'éloignant de l'un de la même distance qu'elle se rapproche de l'autre, mais que la Corporation véritable, qui seule mérite le titre, se situe dans la partie du parcours qui la rapproche du second pôle, à la limite duquel il y aurait autonomie absolue, économie dirigée librement par les intéressés eux-mêmes (1).

Or, à quelle distance se tient l'organisation champenoise ? Ni étatiste, ni purement autonome, il semble qu'on puisse la situer sensiblement à mi-distance. Quelques rappels illustreront facilement cette proposition :

1^o Dans la nomination de l'Etat-Major du Comité et des membres de ses Conseils, on voit collaborer pour une part égale intéressés et pouvoir publics. Les syndicats pour le Conseil Interprofessionnel, leurs représentants au Conseil pour le Bureau Exécutif, leurs représentants au Bureau Exécutif pour les Délégués Généraux, proposent le nom. Le Ministre investit, ou décline ce nom, mais il ne peut investir ou décliner que celui qu'on lui propose. On peut dire qu'il y a une sorte de consentement mutuel.

(1) Cette limite, qui correspondrait à la corporation idéale, on se doute bien qu'il n'est pas désirable de l'atteindre.

2° Pour les décisions : les professionnels délibèrent, rédigent, adoptent les règlements ; le Commissaire du Gouvernement refuse ou accepte, c'est comme un deuxième vote qui s'ajoute à celui du Bureau Exécutif ; mais on a bien marqué qu'il n'a qu'un droit d'opposition et non de réformation, seules des circonstances extrêmes l'autoriseraient à se substituer au Bureau Exécutif ; sa position est une position en barrage. Il n'est donc pas dans l'esprit du texte le détenteur du pouvoir réglementaire, c'est vraiment le Bureau Exécutif qui en a le dépôt ; les décisions doivent d'abord être voulues par ce dernier qui, au surplus, prend seul les décisions individuelles. On passera l'éponge sur quelques maladresses de rédaction dont nous avons fait justice.

3° Touchant la discipline intérieure de l'interprofession, il y a aussi balance entre les deux : le Comité fait rechercher les infractions, les constate, délibère sur la sanction, la propose à l'autorité préfectorale, qui la prononce si elle la juge raisonnable.

*
**

Finalement, corporation pure et simple, corporation approchée, Corps tout court, communauté, peu importent les expressions en elles-mêmes si l'on a compris le sens profond de l'institution.

Il s'agit bien en fin de compte d'une « collectivité intermédiaire », relai institué entre l'Etat et les particuliers, né de l'impuissance du premier à atteindre les seconds sans intermédiaire, et de l'impuissance des seconds dans leur isolement à se faire entendre du premier. On sait que la Révolution Française avait voulu et réussi la suppression de ces groupements intermédiaires, elle instituait le tête à tête de l'Etat et des individus isolés ; la fin du 19° montre une réaction spontanée des individus contre cet atomisme dans la floraison des syndicats, associations, sociétés anonymes, groupements divers. Ce courant d'associationnisme, non canalisé, n'a pas été sans

excès, sans débordements, mais il vient aujourd'hui au secours de l'Etat qui, surchargé d'attributions, de soucis, de compétences, tend à présent de plus en plus à se décharger de son excédent au profit de ces collectivités intermédiaires.

Ainsi, rencontrant en Champagne, une organisation préparée et mûrie par les intéressés eux-mêmes, il l'a consacrée officiellement, la chargeant de gérer en son nom et à sa place les intérêts économiques et sociaux de ses membres, se réservant lui-même le rôle coordinateur d'ensemble ainsi que le contrôle traditionnellement attaché au dépositaire de l'intérêt général.

*
**

Dans bien des domaines les yeux sont fixés sur la Champagne, l'expérience qui s'y déroule est d'un intérêt tout particulier : c'est celle d'un régionalisme bien compris et d'un interprofessionalisme constructif.

« Nous avons toujours été au devant de la loi... » dit M. R.-J. de Vogüé, c'est peut-être là le secret de la réussite champenoise, car rien ne vit vraiment que n'a suscité, préparé, voulu, l'initiative privée. Et les individus ont généralement les institutions qu'ils méritent.

ANNEXES

Loi du 12 avril 1941 portant création du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne

(Loi publiée au « Journal Officiel » du 16 avril)

Article premier. — Il est créé un Comité Interprofessionnel du vin de Champagne auquel sont intéressées les professions ci-dessous énumérées : Les propriétaires récoltants de la Champagne délimitée ; les coopératives de vinification ; les courtiers et commissionnaires en vins ; les entreprises de pressurage ; les négociants manipulant et les négociants en chambre de la Champagne délimitée ; les agents de vente du Vin de Champagne ; le personnel utilisé par les récoltants ou dans les établissements de négociants manipulant ; les établissements industriels ou autres, spécialisés dans la fabrication ou la fourniture des marchandises accessoires, tels que : transports, verriers, bouchonniers, caissiers, fabricants de paillons, muselets, étains, habillages et produits nécessités par la culture de la vigne, ou leurs représentants en Champagne.

Art. 2. — Les décrets pris en application de la présente loi détermineront les organisations professionnelles existantes ou à créer qui, réunissant les membres des professions visées à l'article premier, constitueront les groupements de base du comité interprofessionnel du vin de Champagne.

Art. 3. — Le comité interprofessionnel du vin de Champagne comprend un Bureau exécutif et un Conseil interprofessionnel.

Art. 4. — Le Bureau exécutif interprofessionnel est composé de six membres, dont trois seront choisis parmi les récoltants et trois parmi les négociants manipulant. Ces membres seront désignés par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur les propositions qui lui seront faites par les groupements de base tels qu'ils seront prévus à l'art. 2.

Le Ministre désignera parmi les membres de ce Bureau et sur leur proposition, deux délégués généraux, l'un représentant les négociants, l'autre représentant les récoltants, chargés, chacun en ce qui le concerne ou conjointement suivant le cas, de l'exécution des décisions du Bureau Exécutif.

Art. 5. — Le Conseil interprofessionnel est composé de vingt-neuf membres nommés par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur proposition des groupements de base intéressés, à savoir : Dix représentants des récoltants ; dix représentants des négociants ; un représentant du groupement professionnel des courtiers ; trois représentants des industries annexes ; deux représentants du personnel viticole ; deux représentants du personnel travaillant dans les établissements des négociants manipulant ; un représentant du comité national des appellations contrôlées.

Du Commissaire du Gouvernement.

Art. 6. — Un Commissaire du Gouvernement, désigné par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, assiste à toutes les délibérations et peut, selon les directives qu'il a reçues, ou bien donner acquiescement immédiat à certaines propositions, ou bien soumettre ces propositions à l'avis du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture qui donne alors, s'il y a lieu, l'approbation nécessaire.

Art. 7. — Après approbation soit du Ministre, soit du Commissaire du Gouvernement agissant par délégation, les décisions du Comité Interprofessionnel deviennent obligatoires pour tous les intéressés dans les conditions prévues aux articles 8 et 10 de la présente loi.

Dans le cas où les décisions du Comité interprofessionnel sont évoquées devant le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, celles-ci deviendront exécutoires comme ci-dessus si le Ministre n'a pas statué dans un délai de quinze jours. Ce délai partira du jour de la notification de la délibération au Commissaire du Gouvernement.

Pouvoirs et fonctionnement du Comité interprofessionnel du Champagne

Art. 8. — Le Comité interprofessionnel du vin de Champagne a pour mission de prendre, selon les directives du Gouvernement, les mesures générales suivantes :

1° Etablir le bilan des ressources et besoins, et pour ce faire, prescrire la remise de tous les renseignements d'ordre économique qu'il jugera utile ;

2° Organiser, contrôler, orienter la production, la distribution, la transformation et les échanges sur le marché national ou sur les marchés extérieurs, des vins produits dans la Champagne délimitée, dans le souci d'assurer le respect des usages loyaux et constants et le maintien de la qualité ;

3° Organiser, discipliner les rapports entre les diverses professions intéressées ;

4° Intervenir par des mesures générales pour l'approvisionnement du marché en cas de production déficitaire, ou par

son assainissement en cas de production excédentaire, en vue d'assurer, dans la mesure du possible, la stabilité du prix à la production et à la consommation ;

5° Etudier et proposer les prix et modalités de paiement applicables aux échanges entre les récoltants et négociants ainsi que les rémunérations des divers intermédiaires en cause, sous réserve des dispositions générales applicables en matière de prix ;

6° Etablir les conditions générales de contrats d'exportation et effectuer un contrôle de la qualité des produits exportés aux divers stades de la distribution ;

7° Décider l'établissement de cartes professionnelles ;

8° Etablir, chaque année, le budget nécessaire à la gestion et au contrôle du Comité Interprofessionnel du vin de Champagne.

Art. 9. — Les mesures générales à édicter au titre de l'article 8 par le Bureau du Comité interprofessionnel lui sont proposées par les délégués généraux, après qu'ils aient consulté le Conseil interprofessionnel.

Les décisions prises ne sont valables que si le Commissaire du Gouvernement, ou le Ministre s'il y a lieu, ont donné leur approbation dans les délais prévus à l'article 6 de la présente loi.

Elles seront alors obligatoires pour tous les intéressés. Numérotées et inscrites sur un registre tenu par le Bureau du Comité Interprofessionnel, elles seront exécutoires à partir de l'instant où elles auront été rendues publiques par insertion à la même date, dans trois publications à grande diffusion, dont la liste sera fixée par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Art. 10. — Le Bureau Exécutif du Comité Interprofessionnel du vin de Champagne a, en outre, pour attribution les mesures individuelles suivantes :

1° Procéder à la distribution des cartes professionnelles ;

2° Prendre toutes mesures individuelles rendues nécessaires pour l'application des ordonnances prévues aux articles 8 et 9 de la présente loi ;

3° D'engager, rétribuer et révoquer le personnel nécessaire à la gestion du Comité.

Ces mesures sont prescrites par les délégués généraux, chacun en ce qui le concerne, ou conjointement, si ces mesures concernent l'ensemble du groupement interprofessionnel.

Les décisions individuelles ainsi prises sont exécutoires dès notification aux intéressés :

Ceux-ci peuvent faire opposition auprès du Commissaire du Gouvernement. Ce dernier peut, s'il le juge utile, saisir le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du pourvoi de l'intéressé.

Ce pourvoi n'est pas suspensif.

Si, dans un délai de quinze jours, le Commissaire du Gouvernement ou le Ministre n'a pas statué, son silence vaut approbation.

Si le Ministre croit nécessaire de procéder à une révision de la décision attaquée, il peut en suspendre l'application. Dans ce dernier cas, sa décision devra intervenir dans les six semaines qui suivront la suspension de l'application de la mesure attaquée.

Art. 11. — En cas d'infraction à ces décisions, le Bureau Exécutif du Comité interprofessionnel et le Commissaire du Gouvernement pourront proposer aux autorités habilitées à statuer, comme indiqué ci-après, les sanctions suivantes :

1° Amendes, dont le montant pourra atteindre au maximum 500 fois le coût de la carte professionnelle de l'intéressé par infraction commise ;

2° Retrait de la carte professionnelle pour une durée égale ou inférieure à un mois.

3° Confiscation au profit de l'Etat de tout ou partie des produits ou denrées faisant l'objet du litige ;

4° Fermeture temporaire pendant une durée n'excédant pas un mois des établissements industriels et commerciaux des contrevenants.

Pendant cette fermeture, le délinquant devra continuer à payer à son personnel les salaires, indemnités ou rémunérations de toute nature auxquels celui-ci avait droit.

Ces quatre premières sanctions seront prononcées par le Préfet de la Marne agissant par délégation du Ministre ;

5° Fermeture pour une durée supérieure à un mois ou la fermeture définitive ;

6° Retrait de la carte professionnelle pour une durée supérieure à un mois ou son retrait définitif.

Ces deux dernières sanctions ne seront prononcées que par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sur proposition du Préfet de la Marne ;

En cas de fermeture, l'établissement pourra être maintenu en activité par ordre du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et sous son contrôle par un gérant désigné par lui.

Art. 12. — Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture peut, lorsqu'il s'agit des mesures générales prévues aux articles 8 et 9 ci-dessus, et ce sur la proposition du Commissaire du Gouvernement, se substituer au Bureau Exécutif du Comité interprofessionnel pour lui imposer une décision que ce dernier refuserait de prendre malgré la demande qui lui en serait faite et notifiée par le Commissaire du Gouvernement.

Art. 13. — Le Comité interprofessionnel est doté de la personnalité civile ; il est représenté en justice comme dans les actes de la vie civile, par les délégués généraux, agissant seuls ou conjointement, et, pouvant déléguer à tel mandataire de leur choix, tout ou partie de leurs pouvoirs.

Art. 14. — Le Comité interprofessionnel du vin de Champagne, peut être autorisé, par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à prélever soit sur la vente des produits, soit par d'autres moyens, des taxes destinées à couvrir

ses frais de gestion ainsi que, selon les cas, à constituer des fonds de péréquation en vue de stabiliser les prix, à alimenter des caisses de garantie en vue de couvrir les pertes éventuelles sur des marchandises commercialisées par eux, à faciliter par tous moyens utiles l'assainissement du marché, ou enfin à permettre la réalisation de tout autre but d'intérêt interprofessionnel.

Le Comité interprofessionnel établira chaque année un budget qui sera soumis à l'approbation du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances.

Art. 15. — Les décisions du Comité interprofessionnel relatives à la répartition des matières premières et fournitures nécessaires à la fabrication du vin de Champagne, seront prises en accord avec les Comités d'Organisation dont la compétence s'étend à ces produits.

Art. 16. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Un règlement d'administration publique, pris en application de la présente loi, codifiera l'ensemble des textes constituant le statut du vin de Champagne.

Art. 17. — Le présent décret sera publié au « Journal Officiel » et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 12 avril 1941.



Décret du 8 septembre 1941

relatif à l'organisation du Comité interprofessionnel du vin de Champagne, publié au « Journal Officiel » du 12 septembre.

Article premier. — Les organisations professionnelles visées aux articles 1^{er} et 2 de la loi du 12 avril 1941, portant création du Comité interprofessionnel du vin de Champagne, et constituant les groupements de base du Comité interprofessionnel du vin de Champagne, sont les suivantes :

a) Pour les propriétaires récoltants :

Le Syndicat général des Vignerons de la Champagne délimitée.
L'Association Viticole Champenoise.

Le Groupement des Coopératives de vinification de la Champagne délimitée.

b) Pour les négociants :

Le Syndicat du commerce des vins de Champagne.

L'Association Syndicale des négociants en vins de Champagne.

Le Groupement Syndical des négociants en vins de Champagne de Reims et de la région.

Le Groupement Syndical des négociants en vins de Champagne d'Épernay et de la région.

c) Pour les agents de vente :

Le Groupement Corporatif des agents du commerce des vins de Champagne.

d) Pour les établissements industriels ou autres spécialisés dans la fabrication ou la fourniture des marchandises accessoires :

Le Syndicat des industries annexes de Champagne.

Le Syndicat des fabricants de bouchons de la Marne.

Le Syndicat des fabricants de paillons.

Le Syndicat des imprimeurs de la Marne.

Le Syndicat des transporteurs.

Le Groupement des verreries mécaniques.

Le Syndicat des caissiers de la Marne.

e) Pour le personnel utilisé par les récoltants ou les négociants manipulant dans leurs entreprises :

Le Syndicat des ouvriers cavistes et parties similaires de Reims et de la région.

Le Syndicat des ouvriers cavistes et parties similaires d'Épernay et de la région.

Le Syndicat des ouvriers vigneron de la Champagne délimitée.

Art. 2. — La désignation des membres du Conseil interprofessionnel du Bureau Exécutif et des Délégués Généraux se fera dans les conditions suivantes :

Conseil interprofessionnel. — Les groupements de base énoncés ci-dessus à l'article 1^{er} établiront, chacun en ce qui le concerne, leurs propositions, comme prévu à l'article 5 de la loi du 12 avril 1941, compte tenu de ce que :

Les dix propriétaires récoltants, membres de ce Conseil, et qui formeront le conseil des récoltants, seront choisis parmi les groupements de base, à raison de :

Six du Syndicat général des vignerons.

Deux de l'Association Viticole Champenoise.

Deux du Groupement des coopératives de vinification de la Champagne délimitée.

Les dix négociants manipulant, membres de ce Conseil, et qui formeront le conseil des négociants, seront choisis parmi les groupements de base, à raison de :

Trois du Syndicat du commerce des vins de Champagne.

Deux de l'Association Syndicale des négociants de la Champagne.

Deux du Groupement Syndical des négociants en vins de Champagne de Reims et de la région.

Deux du Groupement Syndical des négociants en vins de Champagne d'Épernay et de la région.

Un du Groupement Corporatif des agents du commerce des vins de Champagne.

Les trois représentants des établissements industriels ou autres spécialisés dans la fabrication ou la fourniture des mar-

chandises accessoires, seront choisis parmi les groupements de base à raison de :

Un du Syndicat des industries annexes du Champagne.

Un du Syndicat des fabricants de bouchons.

Un du Groupement des verreries mécaniques.

Les quatre représentants du personnel utilisé par les négociants manipulateurs ou les récoltants dans leurs entreprises seront choisis parmi les groupements de base, à raison de :

Un du Syndicat des ouvriers cavistes et parties similaires d'Epervain ou de la région.

Un du Syndicat des ouvriers cavistes et parties similaires de Reims et de la région.

Deux du Syndicat des ouvriers vignerons de la Champagne délimitée.

Le Préfet de la Marne centralisera toutes les propositions établies à sa diligence et les soumettra à la décision du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, munies de l'avis du Commissaire du Gouvernement.

Bureau exécutif — Délégués généraux. — Aussitôt constitués par arrêté, le conseil des récoltants et le conseil des négociants proposeront, chacun en ce qui le concerne, les trois membres choisis dans leur sein devant appartenir au Bureau Exécutif. Ils proposeront de même celui de ces trois membres qu'ils désignent pour remplir les fonctions de délégué général de leur profession.

Les propositions centralisées par le Préfet de la Marne seront soumises par ce dernier, avec son avis, à la décision du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Art. 3. — Le Bureau National de répartition du vin de Champagne, créé par arrêté du 20 novembre 1940, en application de la loi du 27 septembre 1940, cessera d'être en fonctions à la date de l'arrêté nommant les membres du Bureau Exécutif et les délégués généraux, le Comité Interprofessionnel du Champagne étant dès lors entièrement constitué et reprenant à son compte toutes les missions dévolues au Bureau National de répartition de Champagne.

Art. 4. — Le Conseil Interprofessionnel est obligatoirement consulté par les délégués généraux et à la diligence de ces derniers, pour toutes les questions intéressant la communauté champenoise qu'ils ont à soumettre pour décision au Bureau Exécutif en application de l'article 9 de la loi du 12 avril 1941.

Toutefois, lorsqu'une question concerne uniquement les propriétaires récoltants, le délégué général des récoltants peut ne consulter que les dix membres du Conseil interprofessionnel pris parmi les récoltants, et formant le conseil des récoltants.

De même, lorsqu'une question concerne uniquement les négociants manipulateurs, le délégué général des négociants peut ne consulter que les dix membres du Conseil interprofessionnel pris parmi les négociants et formant le conseil des négociants.

Les membres du Conseil interprofessionnel ont qualité pour émettre des avis engageant leurs groupements.

Art. 5. — Le Bureau Exécutif prend les décisions sur les questions qui ont été soumises à son examen conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessus.

Le Commissaire du Gouvernement assistant à toutes les réunions du Bureau Exécutif, reçoit notification de ces délibérations par le procès-verbal des réunions, qui lui est adressé pour être soumis à son approbation.

Art. 6. — Les délégués généraux prescrivent les mesures individuelles d'exécution ou de contrôle visées à l'article 10 de la loi du 12 avril 1941.

Soit conjointement et sous leur double signature, s'il s'agit d'une mesure qui concerne deux au moins (ou une seule, autre que la leur) des professions intéressées au Comité interprofessionnel du vin de Champagne.

Soit chacun en ce qui concerne sa profession et sous sa seule signature, si la mesure n'intéresse que la profession qu'il représente au sein du Comité Interprofessionnel.

Ces mesures individuelles sont notifiées aux intéressés, soit par circulaires, soit par lettre recommandée, soit enfin, si le Commissaire du Gouvernement le juge utile, par arrêté préfectoral. Les intéressés ont un délai d'un mois après notification pour pratiquer l'opposition auprès du Commissaire du Gouvernement prévue à l'article 10, paragraphe 7, de la loi du 12 avril 1941.

Art. 7. — La mesure visée à l'article 12 de la loi du 12 avril 1941 ne peut être prise par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture qu'après une réunion plénière du Conseil Interprofessionnel, à la suite de laquelle celui-ci émet un avis motivé sur l'opportunité de la mesure proposée. Cet avis est communiqué au Commissaire du Gouvernement par les soins des délégués généraux.

Art. 8. — Toute personne ayant une fonction quelconque au sein du Comité interprofessionnel, tout le personnel d'exécution et de contrôle sont liés par le secret professionnel conformément aux dispositions de l'article 378 du code pénal.

Art. 9. — Le budget du Bureau National de répartition du Champagne, créé par arrêté du 20 novembre 1940, sera, pour l'exercice en cours, transféré au nom du Comité Interprofessionnel du vin de Champagne.

Les agents de contrôle du Bureau National de répartition du Champagne, titulaires d'un commissionnement, seront affectés au Comité Interprofessionnel du vin de Champagne, leur commissionnement sera transféré au nom du « Comité interprofessionnel du vin de Champagne ».

Art. 10. — Le Ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel ».

Fait à Vichy, le 8 septembre 1941.

*Décret du 2 septembre 1942
relatif au statut financier
du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne*

Article premier. — Le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne établit chaque année un Budget qui concerne les recettes et les dépenses effectuées du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante.

Art. 2. — Le 1^{er} août, le projet de budget est soumis, par l'intermédiaire du Directeur régional des Contributions indirectes de Châlons-sur-Marne, Commissaire du Gouvernement, et avec l'avis de ce fonctionnaire, à l'approbation du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement et du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances.

Au cas où l'approbation n'aurait pas été donnée le 15 septembre et en l'absence d'opposition formée par l'un des deux Secrétaires d'Etat intéressés, le Budget devient exécutoire de plein droit.

Art. 3. — La gestion du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne est soumise au contrôle financier de l'Etat.

Art. 4. — Les recettes et les dépenses de la Caisse de la Communauté Champenoise constituent une section spéciale du Budget visé à l'art. 1^{er} du présent arrêté. Elles seront approuvées selon les règles prévues à l'art. 2.

Art. 5. — Le fonctionnement de la Caisse de la Communauté Champenoise est assuré par le produit de taxes ou cotisations dont la perception est autorisée annuellement dans les mêmes formes que le Budget.

Art. 6. — Les fonds disponibles de la Caisse de la Communauté Champenoise sont obligatoirement déposés au Trésor ou à la Caisse Régionale de Crédit Agricole, sauf dérogation accordée par le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances.

Un fonds de réserve peut être constitué. Il est représenté par des valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat ainsi que par des valeurs du Trésor à cours terme.

Art. 7. — Ces disponibilités sont destinées à être affectées à l'un des buts fixés par l'art. 14 de la Loi du 12 avril 1941 dans les conditions que précise un règlement intérieur du Comité approuvé par le Commissaire du Gouvernement dans un délai de quinze jours. En cas de conflit le règlement est soumis aux Secrétaires d'Etat intéressés selon les règles prévues pour l'approbation du Budget.

Arrêté ministériel du 2 septembre 1942

Article premier. — Le Comité percevra les taxes ou cotisations suivantes en vue d'alimenter la Caisse de la Communauté Champenoise :

1° Une taxe de 15 % à la charge du récoltant vendeur sur la valeur de tous raisins, moûts et vins vendus par les récoltants aux négociants à une date comprise entre le 25 juin 1940 et le 30 septembre 1941.

2° Une taxe de 6 % supportée par parts égales par le récoltant vendeur et le négociant acheteur sur la valeur de tous raisins, moûts et vins vendus par les récoltants aux Négociants à une date comprise entre le 1^{er} octobre 1941 et le 30 septembre 1942.

Cette retenue sera supportée entièrement par le récoltant pour les raisins, moûts et vins provenant de la récolte 1941 et conservée par ce dernier sur autorisation du Comité Interprofessionnel du vin de Champagne.

3° Une cotisation sur le produit des ventes de bouteilles de vin de Champagne effectuées par les manipulants.

L'assiette de cette cotisation sera celle qui a été retenue pour la délivrance des cartes professionnelles.

Le taux sera déterminé de telle sorte que le produit corresponde, pour chaque assujetti, à une retenue de 30 % des majorations prévues par l'arrêté n° 2946 du 26 mai 1942 fixant le nouveau prix de vente des vins de Champagne.

Toutefois, un taux différent pourra être prévu par le Comité Interprofessionnel du vin de Champagne pour certaines catégories de vente qui ne bénéficieraient pas intégralement des hausses autorisées par l'arrêté précité.

La cotisation ne porte pas sur les transferts de magasin à magasin.

Art. 11. — Sont définitivement approuvées les modalités de perception des taxes prévues aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article 1^{er}, telles qu'elles ont été fixées en vertu des délibérations du 16 août 1940 de la sous-commission instituée par la loi du 26 septembre 1935 et par la décision du Bureau National de répartition du Champagne en date du 29 août 1941.

Les modalités de perception de la cotisation visée à l'alinéa 3 sont fixées par une décision du Comité Interprofessionnel du vin de Champagne, soumise à l'approbation du Commissaire du Gouvernement auprès de cet organisme.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- BAUDIN (L.). — *Le Corporatisme*, Paris, 1941.
- BERGET (A.). — *La Corporation dans la Viticulture*, Lille, 1902.
- BOUSCHET DE BERNARD (A.). — *Les Syndicats viticoles dans leur lutte contre la fraude*, 1907.
- BOUVIER-AJAM (M.). — *La doctrine corporative*, Paris, 1937.
- CHANDON DE BRIAILLES (Comte). — *La Champagne en 1937*.
- CHAPPAZ (G.) ET HENRIOT (A.). — *Le Vignoble et le vin de Champagne*, Reims, 1923.
- CLÉMENTEL (E.). — *Un drame économique*, Paris, 1914.
- CULMANN (H.). — *La nouvelle organisation professionnelle*, Presses Universitaires, 1941.
- DOCUMENTS « JEUNE PATRON ». — *L'esprit de la Charte du Travail*, Paris, 1942.
- GUERDAN (R.). — *La Charte du Travail*, Paris, 1941 (Flammarion).
- HODEZ (R.). — *La protection des vins de Champagne par l'appellation d'origine*, Paris, 1923.
- LEGRAND (N.-E.). — *Le vin de Champagne*, Reims, 1938.
- LENORMAND (M.). — *Du Syndicat à la Corporation. — Technique de l'organisation corporative*, Paris, 1942.
- LEHEUREUX (L.). — *Les Syndicats dans la viticulture champenoise*, Paris, 1905.
- MANCEAU (E.). — *Oenologie champenoise*, Epernay, 1917.
- MOREAU BÉRILLON (C.). — *Au Pays du Champagne, le Vignoble, le Vin*, Reims, 1925.
- PERROUX (F.). — *Capitalisme et Communauté de Travail*, Paris, 1938.
- PIARD (P.). — *Organisation de la Champagne viticole*, Paris 1937.
- PIROU (G.). — *Essais sur le Corporatisme*, Paris, Sirey, 1938.
- *Néo-libéralisme, néo-corporatisme, néo-socialisme*, Paris, N.R.F., 1939.

SALLERON (L.). — *Naissance de l'Etat corporatif*, Paris, 1942.

VERNIER (P.). — *L'évolution du commerce des vins de Champagne de 1914 à 1921*, Paris, 1923.

VILLAIN (J.). — *La Charte du Travail*, Paris, 1941 (Ed. Spes.).

Périodiques — Documents — Articles :

Revue « Droit Social » - particulièrement :

BRÊTHE DE LA GRESSAYE. — *Les bases de l'organisation professionnelle : le corps électoral, le syndicat, l'entreprise*, janvier 1941, p. 2.

DENIS (H.). — *Charte du Travail et Corporatisme*, janvier 1942, p. 51.

DETOEUF (A.). — *Problèmes de la Corporation*, avril 1942, p. 49.

DURAND (R.). — *Le rôle des Comités d'Organisation dans la détermination des prix*, p. 26, IX.

ESMEIN (P.). — *Le Code des Prix*, p. 2, X.

P. D. — *Le Syndicalisme sous le régime de la Charte*.

PERSONNAZ (J.). — *Régime juridique des décisions des Comités d'Organisation*, p. 12, XII.

— *Pouvoir de contrôle du Commissaire du Gouvernement dans les Comités d'Organisation*, p. 16, XII.

ROY (M.-M.). — *Syndicats et Corporatisme*, 1941, p. 25.

TEITGEN (H.). — *Les Comités professionnels et interprofessionnels de la pêche maritime*, 1938, p. 278.

Le Vigneron de la Champagne (interrompu dep. 1940) Epernay.

Le Vigneron Champenois, Epernay (interrompu depuis 1940).

La Champagne Viticole, Epernay (interrompu depuis 1940).

Statistiques de la Chambre de Commerce de Reims.

Statistiques du Comité Interprofessionnel du vin de Champagne.

Circulaires du C. I. V. C.

Comptes-rendu des séances du Bureau Exécutif du C. I. V. C.

Circulaires du Centre Interprofessionnel et Social d'Epernay.

Comptes-rendus des séances des Commissions Tripartites des Vignes et des Caves.

Manuel Législatif et Réglementaire du Vin (Montpellier, 1942).

Recueil des textes législatifs et réglementaires concernant l'organisation corporative de l'agriculture (Imprimerie Nationale, 1942).

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — INTRODUCTION ET CADRES GÉNÉRAUX	1
CHAPITRE II. — LES DONNÉES DU PROBLÈME CHAMPENOIS	12
1° Le sol	12
2° Le vigneron	15
3° Le négociant	18
4° Les coopératives	25
5° Les courtiers et commissionnaires	27
6° Les industries annexes	28
7° Le marché champenois	28
CHAPITRE III. — L'EFFORT D'ORGANISATION JUSQU'EN 1940	31
Section I. — <i>Politique de l'origine et de la qualité.</i>	32
a) La question préalable : le principe même de la protection	32
b) La question d'application : la délimitation.	39
Section II. — <i>La Commission de Châlons</i>	46

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DANS L'ORDRE ECONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER. — ORIGINE ET NAISSANCE DU COMITÉ. — PRINCIPES DIRECTEURS	59
Section I. — <i>Formes de passage</i>	60
Section II. — <i>Création du Comité Interprofessionnel</i>	64
CHAPITRE II. — SYNDICALISME ET GROUPEMENTS DE BASE	82
1) Différence de nature entre Syndicat et Comité	84
2) Régime syndical	86
3) Rôle des groupements de base dans le Comité	98

	Pages
CHAPITRE III. — CONSEIL INTERPROFESSIONNEL ET BUREAU EXÉCUTIF	105
Section I. — <i>Le Conseil Interprofessionnel</i>	106
1) Composition du Conseil. — Nomination de ses membres	106
2) Attributions	110
Section II. — <i>Le Bureau exécutif</i>	112
1) Composition	112
2) Attributions	114
CHAPITRE IV. — DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX. — COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ET RÉGIME DES DÉCISIONS DU COMITÉ	126
Section I. — <i>Les délégués généraux</i>	126
Section II. — <i>Le Commissaire du Gouvernement</i> ..	133
Section III. — <i>Le régime des décisions du Comité</i> ..	137
CHAPITRE V. — LA CAISSE DE LA COMMUNAUTÉ	145
CHAPITRE VI. — RECOURS ET SANCTIONS. — ORGANISATION INTÉRIEURE	157

TROISIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DANS L'ORDRE SOCIAL

PRÉAMBULE	163
CHAPITRE PREMIER. — LE CENTRE INTERPROFESSIONNEL ET SOCIAL A EPERNAY	165
Section I. — <i>Description du Centre</i>	168
Section II. — <i>Explication du Centre</i>	174
CHAPITRE II. — COMMISSIONS TRIPARTITES	182
Section I. — <i>Commission tripartite des Caves</i>	184
Section II. — <i>Commission tripartite des Vignes</i>	192
CONSIDÉRATIONS TERMINALES	198
ANNEXES (textes législatifs et réglementaires)	209
BIBLIOGRAPHIE	219

